

حسب هذا المجلد

EN POLOGNE

Solidarité demande un référendum sur l'autogestion

LIBRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dir ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 F. ; Canada, \$ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 5,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; Grèce, 20 dr. ; Iran, 125 rls. ; Israël, 70 N. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 4,50 kr ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Saoud, 250 F CFA ; Suède, 4,20 kr ; Suisse, 1,30 S. ; U.-S., 85 cents ; Yougoslavie, 25 d. Tarif des abonnements page 27 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4267-23 PARIS Tél. Paris 10 656572 Tlx. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Libéralisation compromise au Maroc ?

La démocratisation de la vie politique marocaine, engagée par Hassan II avec les élections législatives de 1977, paraît de plus en plus remise en cause. La libéralisation, en juillet 1980, d'une centaine de détenus politiques — dont une majorité de militaires socialistes — avait permis d'ouvrir à une consolidation de la libéralisation, mais la situation n'a cessé de se dégrader depuis le début de cette année. La détérioration a atteint son point culminant avec les émeutes qui ont, le 29 juin, ensanglanté Casablanca.

L'arrestation, mardi, de M. Abderrahim Bouhadj, premier secrétaire du P.U.S.F.P., porte un nouveau coup à une démocratisation que d'aucuns jugeaient illusoire. Le sort qui vient d'être réservé à la figure de proue du socialisme marocain est à rapprocher de la décision de la chambre correctionnelle de renvoyer à quinzaine le procès de M. Mohamed Karachouti, rédacteur en chef de « Al Moharrir », et de cinq autres dirigeants politiques et syndicalistes. Le pouvoir paraissant vouloir exercer le maximum de pressions sur le principal parti de l'opposition.

La tension entre le Palais et l'U.S.F.P. qu'avait rapprochée, depuis 1975, le projet commun de réorganisation des provinces sahariennes, n'a cessé de croître. Depuis le référendum du 28 mai 1980, à la suite duquel Hassan II avait décidé de prolonger jusqu'à 1983 la durée d'une législature, qui aurait dû normalement venir à son terme, l'autonomie. Les dirigeants socialistes ayant dénoncé l'« illégalité » de cette mesure et menacé de retirer leurs députés du Parlement à la rentrée, le souverain avait laissé entendre qu'il pourrait interdire l'U.S.F.P. Cette interdiction avait été déclinée, mais le régime a continué sa politique économique et sociale jugée « injuste », et son « pacifisme » dans le conflit saharien.

L'interpellation de M. Bouhadj est survenue le jour même où l'U.S.F.P. qui avait déposé son amendement à la loi sur le statut de Nakhla, fin août, publiait un communiqué critiquant plusieurs dispositions de la résolution du « comité des sages » de l'O.U.A. Les socialistes exigent un référendum populaire et démocratique, conformément à la Constitution, en vue d'appeler l'ensemble du peuple marocain à se prononcer sur les décisions du comité concernant les modalités de cesser le feu et du référendum au Sahara occidental.

Alors que le souverain a présenté comme une victoire le fait que les administrations civiles et militaires marocaines restèrent sur place durant ces opérations, l'U.S.F.P. estime qu'il s'agit là d'une concession de pure forme, puisque c'est l'administration intérieure de l'O.N.U. et de l'O.U.A. qui sera, selon elle, tout-puissante. De même, elle dénonce la consultation des réfugiés sahariens d'Algérie et de Mauritanie, qui donnera lieu à une véritable invasion de dizaines de milliers d'émigrants — ayant toute latitude pendant la campagne électorale de proclamer leur hostilité à notre pays. Enfin, l'U.S.F.P. réclame une campagne d'information.

Pour les dirigeants socialistes marocains, cette nouvelle crise est inséparable de la grave situation économique et sociale que connaît leur pays et que même le retour à la paix au Sahara ne saurait, selon eux, redresser sans de profondes réformes de structures. C'est là, évidemment, un langage qui ne peut que déplaire au Trône, engagé dans une partie difficile.

(Lire nos informations page 4)

Les projets économiques et sociaux du gouvernement

- ASSURANCE-CHOMAGE : le financement du déficit serait assuré par l'emprunt et par un impôt exceptionnel sur les hauts revenus
- NATIONALISATIONS : la cotation des titres de toutes les sociétés concernées est suspendue

Le conseil des ministres du 9 septembre a été largement consacré aux questions économiques et sociales, et en premier lieu au financement de l'assurance-chômage. Pour trouver les 12 milliards de francs qui manqueraient à l'UNEDIC d'ici à juin 1982, il serait fait appel à l'emprunt pour 8 milliards de francs et à une majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 4 milliards de francs également. Seuls les contribuables les plus fortunés seraient touchés par cette dernière mesure. Ainsi serait évitée une augmentation des cotisations.

Le sous-secrétaire d'Etat chargé du financement des dépenses de l'Etat et de l'assurance-maladie complice suffisamment les choses pour que la préparation des mesures fiscales du budget de l'Etat en soit retardée. Il semble pourtant acquis que l'impôt sur le revenu sera davantage sol-

licité que la fiscalité indirecte (30 milliards de francs doivent être trouvés pour combler le déficit 1982). Pourtant, si un alourdissement de la T.V.A. semble maintenant peu probable, la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers) serait, elle, assez fortement relevée.

Autre dossier abordé par le conseil des ministres : celui des nationalisations. Le projet de loi doit être soumis le 11 septembre au Conseil d'Etat et d'ici là, les entreprises devraient être rendues au sort de Matra (une prise de participation de 51 % serait une des hypothèses envisagées) et l'indemnisation des actionnaires.

Cependant, à la demande du ministre de l'économie et des finances, la Chambre syndicale des agents de change a décidé de suspendre la cotation, à la Bourse de Paris, de toutes les actions et obligations des

sociétés nationalisables, soit trente-deux titres au total. Cette suspension de cotation a pris effet mercredi 9 septembre et se poursuivra pendant la période d'examen du projet de loi sur les nationalisations et jusqu'à ce que le texte définitif soit déposé sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat. L'indicateur de tendance de la Bourse de Paris a enregistré une hausse de 2,7 % lors de la séance de mercredi. Le conseil d'Etat doit aussi examiner, pour la deuxième fois, deux projets de loi concernant l'immigration.

Enfin, l'encadrement du crédit est assoupli pour les quatre derniers mois de l'année, au bénéfice exclusif des grandes banques les plus gênées par le corset actuel. La progression autorisée de leurs prêts passera de 2,5 % à 4,5 % à fin décembre 1981, ce qui ajoutera 10 milliards de francs environ à la masse des crédits distribués.

Retraite et réalisme

En envisageant une réforme des retraites qui tiendrait davantage compte du nombre d'années de cotisation, M. Pierre Mauroy reprend, avec un certain courage, des propositions à la fois plus réalistes et plus novatrices.

Dès son premier contact avec la presse, le premier ministre avait confirmé que la promesse des socialistes concernant l'instauration de la retraite à soixante ans au taux plein serait respectée. A Matignon et dans certains autres ministères, cette décision avait provoqué un certain étonnement, sinon une irritation certaine. Non seulement l'avancement de soixante-cinq à soixante ans de la retraite au taux plein représente un coût insupportable, dans les années qui viennent, pour l'économie, mais de plus une telle réforme aurait été en retrait sur la situation existante pour les salariés du secteur privé et n'aurait pas eu d'impact sur l'emploi.

En effet, le système actuel de préretraite — prévoyant une garantie de ressources égale à 70 % du salaire brut — des soixante ans est plus favorable que la formule des retraites même améliorées. En outre, la préretraite n'est accordée que si le salarié renonce à toute activité alors que la retraite peut être cumulée avec un emploi.

Les nouvelles propositions de M. Mauroy ont l'avantage d'être plus réalistes et plus justes. En accordant le droit à la retraite — quel que soit l'âge, — en fonction de la durée des cotisations (quarante ans au lieu de trente-sept ans et demi), le gouvernement, s'il adopte cette thèse — aucune décision n'est encore prise, — permettrait aux salariés qui ont débuté dans la vie active avant vingt ans de prendre un repos mérité avant soixante ans. Au lieu de fixer un âge de départ en retraite, identique pour tous, il s'agirait d'introduire une retraite à la carte ou une retraite modulée en fonction des carrières.

Cette formule, qui retarderait en revanche le départ au repos pour tous ceux qui commencent leur vie active après de longues études, a, en outre, l'avantage de coûter moins cher. Soupiessier, réalisme, se combleraient ainsi avec la recherche d'une plus grande justice à l'égard des travailleurs précoces qui, le plus souvent, ont aussi occupé des postes pénibles.

Le pouvoir va trop vite

nous déclare M. André Bergeron
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE F.O.

« Durant toute la période des congrès payés, F.O. a multiplié les communiés sur tous les thèmes abordés par le gouvernement. Faut-il en conclure que, plus que par le passé, F.O. exerce sur le pouvoir une haute surveillance ? »

« Le terme de « haute surveillance » ne convient pas. Si nous n'attendons pas de décisions que prend le gouvernement, nous serions parfaitement irresponsables. Comme celui-ci a confirmé sa volonté d'aller vite, il n'y a pas eu d'interruption dans l'activité gouvernementale et, par conséquent, syndicale. Dans la mesure où l'activité gouvernement-

tale porte sur des problèmes qui nous concernent directement, nous nous exprimons. Cela n'a rien d'extraordinaire. Nous affichons notre propre conception. C'est notre devoir. »

« Il est certain que le système de concertation n'est pas encore au point. Mais faut-il en faire grief au gouvernement ? Je ne le crois pas. Il faut que tout cela se rode. Depuis de nombreuses années, F.O. a tissé un réseau de contacts avec des responsables que nous connaissons, sans pour cela être d'accord avec eux. Mais nous avons un dialogue. Aujourd'hui, ce réseau n'est pas encore parfaitement reconstitué, et cela explique les difficultés actuelles. Cela n'a rien de préjudiciable pour le gouvernement. Il faudra des mois pour que la concertation se normalise. Cela dit, le gouvernement va trop vite. Il donne l'impression de vouloir résoudre tous les problèmes en même temps ; or, ce n'est pas possible. Je ne comprends pas cette précipitation, puisqu'il dispose de cinq années au moins. Il faudra aller plus lentement pour parvenir à de bonnes solutions. »

« Comptes-vous sur la réduction de la durée du travail pour réduire le chômage ? Et à quelles conditions ? »

« Je ne suis pas sûr que la création d'emplois résultant de la réduction de la durée du travail se fasse dans les mêmes proportions. »

Propos recueillis par
JOANINE ROY
et JEAN-PIERRE DUMONT.
(Lire la suite page 36.)

Réalisée entre lapin et souris
UNE MODIFICATION DU PATRIMOINE GÉNÉTIQUE TRANSMISSIBLE À LA DESCENDANCE A ÉTÉ RÉUS-SIE AUX ÉTATS-UNIS.
(Lire page 40)

La T.V.A. Or c'est plutôt vers un sensible alourdissement de la fiscalité sur les produits pétroliers que l'on s'oriente. Mais l'information la plus importante — parce que la plus nouvelle — est la décision prise par les pouvoirs publics de faire beaucoup plus appel qu'il n'était prévu fin août à la fiscalité directe.

C'est ainsi que la moitié du déficit prévu de l'assurance-chômage (12 milliards de francs à la fin de juin 1982) serait financée par une majoration exceptionnelle de l'impôt sur les hauts revenus. L'autre moitié, soit 6 milliards de francs, étant fournie par l'emprunt (le Monde, du 3 septembre).

Après bien des hésitations, le gouvernement a renoncé à financer le déficit de l'assurance-chômage par un relèvement des cotisations UNEDIC. Cela pour éviter d'alourdir les charges des entreprises.

ALAIN VERNHOLLES
et JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 34.)

Point de vue

Réconcilier le peuple avec son école

La rentrée scolaire commence le 10 septembre pour les élèves des académies d'Amiens, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Lille, Poitiers et Rouen, précédée de vingt-quatre heures dans les établissements par leurs enseignants. La rentrée s'échelonne jusqu'au 29 septembre. La question de la laïcité continue de préoccuper les défenseurs de l'école privée comme ceux

de l'école publique. La FEN et son syndicat des instituteurs en ont fait leur cheval de bataille. Après le point de vue de Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire (« le Monde » du 22 août), nous publions celui de M. André Ouliac, ancien secrétaire général du SNI de 1969 à 1976.

par ANDRÉ OULIAC

Partisans et adversaires de la nationalisation de l'enseignement débattent du problème avec passion, face à une opinion publique peu préparée à les entendre et encore moins à les comprendre. Il est

urgent de clarifier le débat, et d'abord en le dépassonnant, pour en revenir à quelques idées simples mais fondamentales.

■ apprendre verbe • Marc apprend ses leçons : il les étudie pour les savoir...

Utilisable dès l'âge de 8 ans le dictionnaire Hachette juniors est un nouveau dictionnaire pour apprendre le français moderne.

Dictionnaire HACHETTE juniors 200 000^e

AU JOUR LE JOUR

REFLET

Pour illuminer nos nuits, un scientifique français propose d'installer sur la Lune des miroirs renvoyant sur la Terre les rayons du Soleil.

Ce projet, techniquement réalisable, est aussi séduisant que redoutable.

Certes, les banlieues de nos villes y gagneraient en sécurité, la pollution des côtes en ville serait éliminée, les travailleurs des champs y gagneraient en productivité. Mais qu'adviendrait-il si ces miroirs se mettaient à renvoyer sur Terre le visage tragique que notre planète présente à l'univers ?

Un cauchemar en plein jour !
BRUNO FRAPPAT.

PROMOTION - CINÉMA

Des films sur les écrans

Aller au cinéma n'est pas un choix, n'est pas une activité de l'esprit pour quoi l'on opérerait plutôt que pour telle autre. Aller au cinéma est une accoutumance, une plus proche pensée, presque un tic qui prend les gens quand le soir est là, quand il leur faut affronter, réduire, les heures avant le sommeil, soit que la solitude fasse peur, soit que le couple soit dur.

Si, à huit heures du soir, vous montez dans une voiture, et qu'avant de dormir vous allez écouter les bruits de la forêt de Compiègne, par exemple au carrefour de la Muette, c'est un choix. Si vous mettez sur la platine l'opus 47 de Schoenberg, c'est un choix. Même si vous ouvrez les *Misérables* ou si vous allez, au théâtre, voir un décor de Paduzzi, c'est un choix. Si vous allez au cinéma, c'est un usage.

Pour vous donner l'illusion tout au moins du choix, vous

prenez en main la liste complète des programmes, et nous nous mettrons dans un cas d'exception, la ville de Paris, seule ville du monde où sont projetés chaque jour plusieurs centaines de films, dont plusieurs dizaines en version originale. Les habitants de Toulouse, New-York, Londres, Tokyo, Moscou, n'ont jamais connu ça.

Consultant les programmes, je vois qu'il y a à Paris deux cent cinquante-cinq cinémas, sans compter les lieux marginaux pour séances particulières, et trois cent soixante-trois cinémas si l'on compte la périphérie. Mais cela fait beaucoup plus de cinémas en vérité, puisque ces dernières années les exploitants ont trouvé plus de bénéfices à fractionner leur cinéma en plusieurs micro-cinémas, quelquefois six multiplexes-cinéma casés dans un cinéma.

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 15.)

EMPLOI

Chaque mois, désormais, voit s'aggraver les données statistiques du chômage. Le problème prend une telle importance que Martial Lemoine demande la création d'un ministère des droits du chômeur. De son côté, Michel Balluteau réclame l'idée de faire participer les fonctionnaires à l'assurance-chômage. Mais Marcel Gozzi, chômeur lui-même, estime que l'indemnisation ne saurait constituer en aucun cas une solution. Il propose une formule audacieuse, basée sur la solidarité de tous.

Fonctionnaires et assurance-chômage

par MICHEL BALLUTEAU (*)

aussi instituée, comme contrepartie de la possibilité légale de licencier.

Un parallèle peut être utilement fait avec le régime de sécurité sociale. A l'origine, ce sont ceux qui cotisent qui bénéficient de prestations en espèces et en nature; ces derniers intéressent aussi les ayants droit des cotisants. Les exigences de la solidarité nationale ont ensuite étendu ces prestations, par exemple, à certaines personnes versant de « cotisations symboliques » — étudiants — puis à des demandeurs d'emploi ne participant nullement aux ressources du régime. Une telle extension est heureuse, elle s'est opérée au seul profit de bénéficiaires, et aucune cotisation n'est venue frapper des personnes non susceptibles de recevoir des prestations. Cela s'appelle progrès social.

Voudrait-on, s'agissant de l'assurance-chômage, procéder à l'inverse de la Sécurité sociale, c'est-à-dire prélever des fonds sur la

rémunération de personnes non susceptibles de bénéficier de prestations ?

En réalité, et nous touchons au fond des choses, le système de l'UNEDIC est logiquement étranger aux fonctionnaires car ceux-ci, par leur libre choix d'entrer et de demeurer au service de l'Etat et de la nation, acceptent déjà de payer une assurance-chômage. En effet, le « contrat d'assurance » est non seulement celui qui, de fait, le prélimine contre tout risque de perte d'emploi, mais l'exceptionnarisme de procédure disciplinaire, la « prime d'assurance » résulte du fait de recevoir un traitement inférieur, et pendant toute une vie, à ce qui est versé dans le secteur privé, à niveau égal de compétences. Les rapports parlementaires élaborés l'an dernier encore, au moment de la discussion budgétaire, ont montré l'écart entre l'accroissement des traitements de la fonction publique et celui des salaires du secteur concurrentiel, en moyenne et longue période. Au détriment de « fonctionnaires » s'entend.

Amputer le pouvoir d'achat ?

Chacun sent bien, ainsi, qu'il y aurait mélange de genres à demander une cotisation aux agents publics et, sans doute aussi, injuste.

En second lieu, la proposition pose une question importante qui semble avoir été étudiée jusqu'à présent : celle du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Ce propos ne vise en aucune manière à placer en contradiction avec leurs déclarations antérieures ceux qui conduisent le pays à l'exercice du pouvoir armé à une connaissance approfondie de la réalité et de la complexité des problèmes qui se posent réellement. Des solutions peuvent dès lors être adoptées, différentes de celles anciennes prévues dans l'opposition, ou proches de celles retenues par un gouvernement précédent.

Mais les partis de l'actuelle majorité se sont, dans le passé, déguisés en défenseurs des agents publics. Ils ont demandé un maintien, voire une progression, du

pouvoir d'achat des fonctionnaires. Ainsi, M. Fabius, alors député, demandait au gouvernement dans une question écrite du 24 mars 1980 que les « personnes de la fonction publique bénéficient d'une augmentation de leur traitement au moins égale à l'augmentation du coût de la vie ». Lors de la discussion budgétaire, le 6 novembre 1980, M. Paul Laurent, au nom du P.C.F., chiffrait à plus de 2 % la « perte de pouvoir d'achat des agents » et demandait en conséquence une revalorisation des traitements.

Les ministres de la fonction publique successifs des deux gouvernements dirigés par M. Mitterrand ont déclaré vouloir maintenir globalement le pouvoir d'achat des fonctionnaires, avec une progression pour les basses rémunérations. Nous nous en réjouissons.

Pourtant, nous sommes inquiets. La situation faite aux agents publics pourrait-elle être semblable avec ce qu'ils ont connu avec l'institution d'un point supplémentaire de cotisation de Sécurité sociale, supprimé en début d'année, et dont certains disent qu'il sera rétabli ?

En clair, il peut y avoir maintien global du pouvoir d'achat avec ou sans cotisation assurance-chômage.

En l'absence de cotisation, les choses sont claires et seront discutées entre le gouvernement et les syndicats.

En cas d'institution d'une cotisation, deux hypothèses doivent être envisagées.

S'il y a maintien du pouvoir d'achat hors cotisation, cela signifie que celle-ci sera prélevée sur les traitements qui seront augmentés autant que la hausse des prix majorée du taux de cette cotisation. Ce serait une « opération blanche » pour les agents, conduisant à une majoration des dépenses de l'Etat, donc des impôts.

S'il y a maintien compte tenu de cette cotisation, le pouvoir d'achat réel sera amputé d'autant, comme cela fut le cas — et le sera peut-être encore — pour le 1 % supplémentaire de la Sécurité sociale. Cela serait alors en contradiction formelle avec les déclarations que nous connaissons.

Si cette dernière solution est retenue, il faut dire franchement aux agents publics que leur pouvoir d'achat sera désormais amputé. Il s'agira d'un changement important par rapport à la politique affichée depuis des années.

(*) Secrétaire général d'une association professionnelle de fonctionnaires.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Forest, directeur de la publication.
Chargé : Michel.

Imprimerie : « Le Monde », 5, rue de la Harpe, PARIS-13.
1981

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57-57.

Pour un ministère des droits du chômeur ?

par MARTIAL LEMOINE (*)

A L'HEURE où l'on vient de reconnaître l'utilité d'un ministère des droits de la femme, digne successeur de celui de la condition féminine, dont les droits dépendaient davantage du bon vouloir de chacun, les chômeurs s'inquiètent d'être une nouvelle fois les grands oubliés du changement. Pis, ils commentent même à être déjà les premières victimes des plaisanteries de ceux qui leur attribuent le ministère du temps libre !

Bien que notre Constitution reconnaisse à chaque citoyen français le « devoir de travailler » et le « droit d'obtenir un emploi », près de deux millions de nos concitoyens sont désormais exclus d'un droit fondamental à l'égalité des chances de chacun. Que disent ceux qui prétendent que les inégalités de notre économie ne permettent plus de donner un emploi à tous si, au nom des mêmes impératifs, on leur refuse le droit à une école pour leurs enfants, à la Sécurité sociale, ou à la retraite ?

Pour la première fois de l'histoire industrielle de la France, il existe désormais deux catégories de Français : ceux qui ont du travail et s'accroissent, et ceux qui n'en ont plus et trouvent injuste que ceux qui en ont refusent de le partager avec eux. D'un système économique qui repose sur le mieux-être de chacun, nous sommes arrivés à créer le bonheur des uns en fonction du malheur des autres. A la valorisation du travail par le salaire, s'est désormais ajoutée la « punition » du chômage.

Indépendamment de ces considérations qualitatives entre individus d'une même nation, qui sont la conséquence du déréglage des mécanismes économiques du système capitaliste, les chômeurs sont les premières victimes des usages et des lois injustes à l'égard de ceux qui ne peuvent travailler. On leur refuse le plein emploi assumé à tous les mêmes droits. N'importe, un employeur offre souvent un toit à ses salariés, parmi les avantages de la fonction. Aujourd'hui, la perte d'un emploi peut devenir une sommation de « déguerpissement militaire » de son logement, avec toute sa famille, si l'employeur recourt à la justice et à la force publique. An non du peuple français, notre « justice » peut devenir un véritable bulldozer d'injustice qui jette à la rue un chômeur comme un pestiféré ! Nos hommes de loi ne sont pas des hommes de cœur : de la santé de ses biens pour l'impôt d'impôts à l'expulsion de son domicile, le chemin de croix du chômeur ne se limite pas à la perte de son emploi. Sait-on que, au pays des droits de l'homme, on peut refuser à un chômeur le droit d'être locataire d'un appartement parce qu'une fiche de paie des ASSEDIC est un vice rédhibitoire pour garantir le paiement d'un loyer ? Comme pour les

(*) Membre de la commission de l'audiovisuel de Paris-Sciences.

hôtels qui refusent les Noirs : c'est complet.

Sait-on que notre législation du divorce n'a pas prévu les « conjugués » dans les ménages de chômeurs et que, au nom de la « séparation de corps et de biens » de nos lois civiles, nos magistrats somment de quitter son domicile un chômeur qui n'a pas la garde de ses enfants en demandant à la police de lui prêter main-forte ? Après son emploie, un chômeur peut être expulsé aussi par sa femme comme un paquet de linge sale.

D'une fille d'attente de l'ANPE, un chômeur peut donc facilement se retrouver sur les bancs d'un tribunal correctionnel pour un emprunt qui reste impayé ou une pension alimentaire au-delà de ses ressources. Pour la justice française, le chômage n'est pas un argument qui suspend les lois inéquitables qui régissent son fonctionnement. L'inégalité des citoyens dans leur droit au travail décline souvent la dynamique de l'injustice au-delà de leur vie professionnelle. Si les rouages de notre société ont des apparences d'humanité pour ceux auxquels le système économique assure encore une certaine sécurité, que l'on prenne garde que demain les demandeurs d'emploi ne deviennent des révolutionnaires.

Lorsque dans un pays on commence à recourir dans les couloirs du métro des « clochards » de vingt ans, ou qu'à cinquante ans on préfère le suicide à l'oisiveté, l'heure est proche où l'enfer de tout casser prend ceux qui n'ont plus rien à perdre.

Dans une société où l'on pense davantage à créer des refuges pour les chiens et les chats lorsque leurs maîtres sont en vacances, on a gémis sur des problèmes de peau de ceux qui partent au soleil, en oubliant trop facilement qu'il y aura bientôt deux millions de nos semblables qui n'ont pas de tels droits, peut-être vraiment être fier d'être français.

Le chômage est la plus choquante des inégalités qui ramène l'homme au rang de la bête. Les sociologues et les ethnologues n'ont pas constaté que la différence d'un animal par rapport à son espèce suscite l'agressivité de ses semblables ? Une poule avec un bec peint en bleu est vite dépeignée dans une basse-cour de poules au bec blanc. L'histoire du monde n'est-elle pas faite de « pestiférés » qui, prenant conscience de leur misère et de l'injustice, sont devenus un jour les agresseurs de ceux qui les avaient rejetés ?

Au-delà des simples considérations économiques qui ne reposent que sur des valeurs matérielles, sans aucune considération de leur conséquences inhumaines, il est temps de ramener notre pays dans le camp de celui des droits de l'homme. A quand un ministère des droits du chômeur ?

Pour une solution globale

par MARCEL GOZZI (*)

Le chômage frappe actuellement près de un million huit cent mille personnes. Aucun remède économique n'a encore permis d'y mettre fin. L'indemnisation, permet d'atténuer en apparence les conséquences sociales, elle ne le réduit pas, elle ne satisfait pas, non plus, ceux qui travaillent et supportent le poids des cotisations, et encore moins ceux qui ne travaillent plus, sont indemniés, mais préféreraient travailler.

Les prévisions sont pessimistes. Si quelques heureux peuvent s'attendre à retrouver un travail, beaucoup d'autres sont appelés à perdre le leur, et la majorité demeurera sans travail, et pour longtemps. Déjà se pose le problème aigu du financement du déficit croissant de l'UNEDIC.

Nous croyons possible, sinon de supprimer totalement le chômage, du moins de le réduire de façon notable, sans affecter l'équilibre des entreprises et le budget de l'Etat, par un recours limité à la solidarité nationale, qui trouverait sa contrepartie dans une réduction généralisée du temps de travail et l'allègement des tâches.

Le chômage traduit l'adaptation des entreprises, contraintes de réduire leurs dépenses, face à la mévente et à l'accroissement du prix des matières et de l'énergie, liées à la crise mondiale. Un tel système de déstabilisation est doublement préjudiciable, car il contraint les uns à travailler plus pour prendre en charge ceux qui sont privés d'emploi, et il crée une masse d'inactifs aigris. A la fois injuste et néfaste sur le plan de la morale et de l'économie, le chômage doit être combattu.

Un Etat ne peut guère espérer inférioriser notablement les principaux paramètres de la crise mondiale, qui conditionnent la montée du chômage : cours des matières premières, de l'énergie, concurrence des industries à faibles coûts salariaux, cours du dollar, taux d'intérêt aux Etats-Unis, mouvement de capitaux, etc. Par conséquent, il apparaît indispensable de rechercher des solutions

internes, fondées sur une plus équitable distribution des tâches et indépendantes des contraintes externes. Une première esquisse de solution est concevable de la manière suivante : le chômage affecte environ 7 % de la population active et concerne environ 7 % de la masse salariale globale (sans réserve de calculs précis). Les cotisations des salariés, celles des principes et la participation de l'Etat représentent plus de 4 % de cette masse salariale globale.

Pourquoi ne pas envisager de demander à toutes les entreprises, publiques et privées, de recruter un supplément d'effectifs de l'ordre de 7 %, afin de résorber tout le chômage ?

En contrepartie, pour maintenir les équilibres financiers des entreprises, on envisagerait une réduction générale de tous les salaires d'un pourcentage compris entre 7 % et le pourcentage correspondant aux charges actuellement supportées par les entreprises, les salariés et l'Etat, au titre de l'indemnisation du chômage.

Ce pourcentage serait probablement voisin de 3 %.

Une alternative plus facilement acceptable peut être envisagée. Les salaires augmentent sensiblement au rythme du coût de la vie, en moyenne 1 % par mois. Le rattrapage de 3 % nécessaire à la remise au travail de tous les chômeurs peut être réalisé, sans réduction effective de salaires, par un blocage momentané de tous les salaires. Ainsi, le chômage pourrait se résorber en quelques mois.

Une telle solution présente certes des inconvénients, puisque le blocage momentané des salaires équivaut à une réduction du pouvoir d'achat d'environ 3 % : inconvénients largement compensés par un certain nombre d'avantages.

La consommation des ménages augmentera et favorisera la relance partielle de l'économie, puisque environ deux millions de chômeurs, revenus salariés, assurés de l'avenir, hésiteront moins à consommer plus et à investir.

La productivité générale croîtra en raison de l'allègement des tâches et de la réduction de la durée du travail, réduisant ainsi la fatigue. La santé y gagnera pour ces mêmes raisons et grâce à la suppression des maux liés au chômage.

La mise en place de ces solutions demande que soient résolus des problèmes tels que : l'adaptation aux besoins des entreprises des aptitudes et des compétences des demandeurs d'emploi, la réorganisation de certaines structures, la formation éventuelle ainsi que la recherche de formules adaptées aux cas particuliers, par exemple le cas des entreprises employant moins de quinze salariés.

La collaboration de toutes les instances concernées représentant le gouvernement, les salariés et les employeurs est une condition indispensable à la réussite d'un tel projet.

Nous voulons espérer que les principes exposés ci-dessus, esquisses d'une solution globale au problème du chômage, et dont la mise en application, complexe, en raison de la variété du tissu industriel et des problèmes d'adaptation, trouvera un écho favorable auprès des personnes responsables, engagées dans l'action politique et sociale.

L'appel à la solidarité générale n'est certainement pas une voie facile, mais, ne vaut-il pas mieux mettre chacun à contribution dans l'intérêt de tous, plutôt que laisser pourrir une situation qui engendrera bientôt des conflits préjudiciables à l'ensemble de la nation ?

(*) Chômeur.

Le Monde DE L'EDUCATION

QUELLE POLITIQUE POUR LA GAUCHE ?

UNE INTERVIEW D'ALAIN CAHARY LES POSITIONS DES SYNDICATS A L'EGARD DES INACTIFS

TOUS LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO

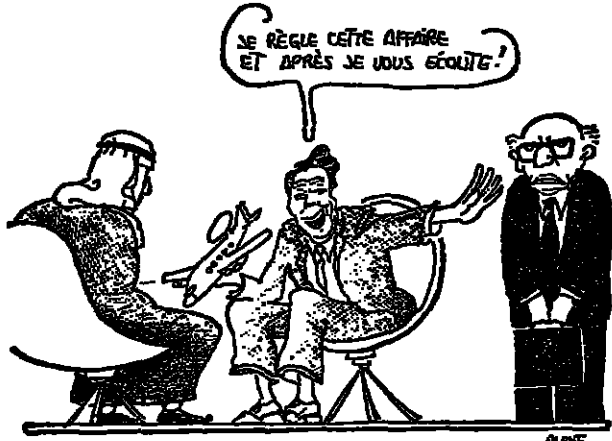
Les auberges de jeunesse

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

Israël constate avec amertume que les partis chrétiens prennent leurs distances à son égard

M. Menahem Begin devait rencontrer ce mercredi 9 septembre M. Ronald Reagan à la Maison Blanche. Le premier ministre israélien s'entretenait à nouveau jeudi avec le président américain avant de repartir vendredi pour New-York, où il séjournera jusqu'au 14 septembre. M. Begin a passé la journée de mardi à Blair House, résidence officielle des hôtes du gouvernement américain.



(Dessin de PLANTU.)

De notre correspondant

Jérusalem. — L'évolution de la situation au Liban, à nouveau au centre des préoccupations du gouvernement israélien depuis plusieurs jours, devait être l'un des principaux sujets de conversations de Washington.

Cette attention n'est pas liée aux troubles causés par l'assassinat de l'ambassadeur de France au Liban qui n'a donné lieu à aucun commentaire.

Ce qui inquiète actuellement le gouvernement de Jérusalem, c'est l'annonce faite, la semaine dernière, par les dirigeants chrétiens libanais, de leur décision de suspendre leurs relations avec Israël. La nouvelle n'a guère surpris car les Israéliens la craignaient depuis le mois de juin. M. Bachir Gemayel et d'autres phalangistes ayant alors fait savoir que cette rupture pourrait être le prix d'un compromis entre eux et les Syriens. L'opposition travailliste avait vivement critiqué l'attitude du gouvernement Begin en déclarant que ce dernier avait été « trop loin » dans son soutien aux phalangistes.

Même si l'on s'attendait ici à ce « revirement » des chrétiens, on ne dissimule pas à Jérusalem une certaine amertume. « Si nous devions procéder à une nouvelle action militaire au Liban contre les Palestiniens, nous ne pourrions compter, comme auparavant, sur l'appui de la population chrétienne », a déclaré le général Mordechai Gur, député travailliste et ancien chef d'état-major. Toutefois, après le conseil des ministres du 6 septembre, un membre du gouvernement qui a gardé l'anonymat, a exprimé le soutien de l'ensemble du cabinet en confiant à ce propos que les phalangistes agissent sous la contrainte et qu'il ne pouvait être question, pour l'instant, d'une rupture définitive.

Comme beaucoup d'observateurs ici, il pense qu'Israël sera obligé de faire preuve dans l'immédiat d'une

grande « discrétion », voire peut-être de mettre « provisoirement » un terme à l'aide militaire apportée depuis cinq ans aux chrétiens, mais il a souligné que la situation au Liban restait « fluide », et que les chrétiens n'avaient sans doute pas dit leur dernier mot. De l'avis général, dans les milieux gouvernementaux, Israël doit rester prêt à répondre à l'appel des dirigeants chrétiens en cas de besoin.

Une nouvelle étape

Si les Israéliens ne croient pas à la possibilité d'un véritable accord entre les chrétiens et les Syriens, ils s'inquiètent de voir assister à une « nouvelle étape » de la malheureuse syrienne au Liban, car ils doutent que le gouvernement de Damas puisse effectuer un retrait progressif de ses troupes dans un proche avenir. D'autre part, le gouvernement israélien admet avoir perdu, pour le moment, un atout politique pour justifier d'éventuelles interventions au Liban contre les Palestiniens, tant que son soutien aux milices de l'enclave chrétienne du Sud-Liban paraît plus défectueux dans la mesure où le commandant Haddad semblerait inévitablement être un « dissident », après la décision que viennent de prendre les phalangistes.

Par ailleurs, le gouvernement israélien entend souligner auprès des dirigeants américains le « danger » que constitue, selon eux, l'absence de renforcement des positions palestiniennes au Sud-Liban. Les dirigeants de Jérusalem mettent depuis quelques jours l'accent sur le fait que les Palestiniens auraient reçu de nouveaux armements, notamment en provenance de Libye. Ils ont indiqué, entre autres, que depuis la cessation du feu du 24 juillet, toutes batteries d'artillerie ou de lance-roquettes avaient été installées au Sud-Liban, non loin des lignes tenues par les « casques bleus » de l'ONU.

FRANÇOIS CORNU.

UN TÉMOIGNAGE DES FRANÇAISES DU LIBAN

Louis Delamare, un ambassadeur « proche du cœur »

L'Association des Françaises du Liban nous communique un témoignage sur Louis Delamare, ambassadeur de France à Beyrouth, assassiné le 4 septembre.

Les Françaises du Liban avaient trouvé en Louis Delamare l'ambassadeur dont le révélateur, qui connaissait bien ce pays qu'il avait fait le leur et dont les partages, les vicissitudes, se reflétaient dans son regard, lui reconnaissent les qualités qui rendent en Orient méditerranéen, le Français aimable : vif, discret, malin, efficace, c'était bien là l'homme que nous attendions. Bientôt dans ses propos et attentif aux autres, d'un travail et prompt à comprendre les humbles ; plein d'aisance face aux grands de ce monde grâce à une joviale simplicité et une lumineuse intelligence, tel était Louis Delamare, « arabisé au cœur », ce que les Libanais et les Arabes appellent « proche du cœur ».

Nous l'aimons, parce qu'il avait d'emblée compris le Liban, la richesse de sa pluralité, ses insaisissables nuances, et qu'il jouait le jeu avec plaisir et une entière sympathie. Il en « avait saisi » le drame, celui de l'aspiration générale à l'impossible réconciliation, et avait, toutes affaires cessantes, mis à son service, confondu avec celui de la France, les hautes connaissances et l'inlassable curiosité d'un humaniste pénétré de ses devoirs, et l'énergie intraitable d'un homme qui ne déclare jamais forfait.

« Paix sur terre aux hommes de bonne volonté ». A la rentrée de cette année, qui allait s'avérer si dure pour nous tous, Louis Delamare avait amicalement réuni à sa résidence les représentants des diverses associations de la communauté française du Liban, et parmi elles la nôtre, dernière venue, dont il avait spontanément encouragé la fondation. Il nous avait entretenus avec sa clarté habituelle des problèmes auxquels faisaient face notre pays d'origine, la France, et notre terre d'accueil, le Liban, situant les choses avec exactitude et mesure.

A l'heure même où il nous parlait, deux voitures piégées explosaient avec fracas dans le voisinage. Il se dirigea vers nous, les mains de sa femme présentes, pour nous offrir de regagner nos maisons. Nous regardâmes nos montres : oui, les enfants étaient encore à l'école, les rois à leur bureau. Aucun des nôtres n'était donc mort : « Vous voyez, messieurs l'ambassadeur, c'est comme ça que nous vivons à Beyrouth maintenant », dit l'une d'entre nous. Alors, sur ce visage si résolu, passa l'ombre vacillante d'une infinie détresse. Ce regard, nous ne l'oublierons jamais.

En apprenant son assassinat, l'enfant de l'une d'entre nous lui a demandé : « Mais pourquoi est-ce qu'il tuent encore ? » Dans un monde défiguré par la haine, Louis Delamare voulait qu'on ne pose plus cette question.

Iran

L'imam Khomeiny redoute un attentat contre le Parlement

Téhéran (A.P. A.F.P.). — L'imam Khomeiny a mis en garde, mardi 9 septembre, le Parlement, estimant qu'il était désormais la cible la plus vraisemblable des militants de la gauche laïque qui cherchent à renverser le régime. Au cours d'un discours prononcé devant le comité central du parti républicain islamique, qui est dirigé par l'homme d'État Ali Khamenei, le dirigeant iranien a déclaré qu'il avait demandé au président du Parlement, l'homme d'État Rafsanjani, de s'assurer que les gardes du Parlement étaient des personnes dignes de confiance.

L'imam Khomeiny a ensuite estimé que les opposants avaient « perdu tout espoir » et qu'ils étaient prêts à tout pour entreprendre des actions désespérées « comme un chat qui attaque un lion ».

« L'Amérique aussi est sans espoir et elle complotait d'autres projets. Mais plus ils vous assassinent et plus cela tourne à notre avantage car Dieu a fait la grandeur de l'Islam par le martyre. C'est la même chose maintenant. C'est par les mains des ennemis de l'Islam que Dieu protège l'Islam dans ce pays ».

« Bien que n'importe quoi puisse arriver, nous avons encore besoin de chacun d'entre vous, à-t-il poursuivi, votre disparition est une tragédie, et nous devons faire en sorte que cela n'arrive pas ».

M. Hani El Hassan, avec l'ex-président Bani Sadr et le chef des moudjahidin, M. Massoud Radjavi, le journal « Le frère Bani El Hassan », haut conseiller du frère Yasser Arafat, ne croit-il pas que ses rencontres avec des juges politiques à Paris sortent atténuées au prestige de l'Organisation de libération de la Palestine ?

« Les dirigeants de la Palestine, poursuit Azadegan, essaient de s'extraire non pas le soutien sans réserve des masses, mais celui des dirigeants comme Saddam Hussein (président irakien), le roi Hassan (du Maroc), le roi Hussein (de Jordanie), Bani Sadr et Radjavi ».

« Les jeux politiques des dirigeants de la Palestine et leur politique de bras armés, affirme encore le quotidien iranien, ont entraîné la chute de la lutte contre les sionistes, mais réduit seulement à des négociations autour de tables le rôle de libération de la Palestine ».

« Le colonel Kadhaifi a déclaré au cours d'un dîner offert lundi 7 septembre au chef de l'Etat et du parti tchécoslovaque, M. Gustav Husak : « L'agression armée des Etats-Unis contre le peuple libyen nous a persuadés que le renforcement de la coopération et l'accroissement de la cohésion avec le bloc socialiste sont devenus une nécessité absolue ».

AFRIQUE

Centrafrique

Le nouveau régime s'appuie sur une armée faible et divisée

Le docteur Abel Gombas, président du F.P.O.-P.T. (Front patriotique ouabangien - Parti du travail), qui séjourne actuellement en France, regagnera « dans les prochains jours » Bangui, où il continuera de régner une semaine après l'accession au pouvoir d'une armée dont notre envoyé spécial brosse ci-dessous le portrait.

De notre envoyé spécial

Bangui. — Depuis l'indépendance du Centrafrique, l'armée nationale était restée à l'écart de la vie politique. En effet, la première élimination de M. Dacko, au cours de la nuit de la Saint-Sylvestre de 1965, n'a pas été le fait de l'armée agissante, mais de tel ou tel, mais de Jean-Bedel Bokassa, alors colonel. S'appuyant sur l'armée, parce qu'il devait faire régner un climat de crainte et de terreur, le général Dacko n'a jamais eu de l'armée une véritable autorité, mais une simple « main à l'appel ».

Quant à la garde, aux côtés de l'armée, elle était surtout composée de contractuels qui n'étaient pas capables de manœuvrer et n'étaient d'ailleurs pas destinés à cela. Beaucoup de ces hommes ne figuraient pas sur les rôles de l'armée.

Actuellement, trois mille huit cents hommes sont en activité, en majorité des fantassins, avec mille cinq cents gendarmes. Il existe néanmoins une compagnie de transmissions, une unité de génie, une de transport. L'armée de l'air compte deux cent trente hommes, dont quelques bons mécaniciens et pilotes. L'armée de terre est divisée en trois régiments, dont l'un d'infanterie, sur lequel repose le régime, et deux autres régiments, dont l'un d'infanterie, sur lequel repose le régime, et deux autres régiments, dont l'un d'infanterie, sur lequel repose le régime.

L'ensemble centrafrique n'a possédé que cinq appareils légers en état de vol. La marine a été intégrée dans le régiment d'intervention comme compagnie de commandement d'appui et des services, et la musique.

anciennement « Barracuda », et une école d'enfants de troupe au camp du Kasai à Bangui. L'armée centrafrique n'a pas d'artillerie et dispose de fort peu de matériel lourd, excepté celui que l'on trouve en France dans les bataillons d'infanterie : camions, engins de reconnaissance, mortiers de 120 mm. Après avoir été doté, jusqu'en 1979, d'équipement soviétique, le soldat centrafrique a été, depuis la chute de l'Empire, du matériel de fabrication française.

Une soixantaine de militaires français, détachés au titre de militaires d'assistance, s'occupent de la formation d'une nouvelle armée nationale, sous l'autorité d'un colonel qui dirige un bureau de coopération militaire. La repense en ordre et l'entraînement des hommes qui, semble-t-il, supportent mieux l'encadrement européen.

Parmi les officiers et sous-officiers, on trouve encore des anciens combattants d'Indochine et d'Algérie. Soixante-dix officiers centrafrique ont autrefois été sous-officiers dans l'armée française, dont le général Kolinga lui-même, qui participe comme sergent aux opérations de maintien de l'ordre au Cameroun, en 1980 et en 1981.

Pilotes et mécaniciens ont été formés en Union soviétique et au Maroc. Mais la majorité des cadres ont reçu leur formation soit au Centrafrique même, soit en France. Il n'y a ici ni ancien saint-cyrien, ni ancien polytechnicien. En revanche, on compte de nombreux anciens de l'école de formation des officiers ressortissants des territoires d'outre-mer de Fréjus. C'est de cette école que sont issus beaucoup des officiers généraux actuellement au pouvoir en Afrique noire francophone, parmi lesquels, outre le général Kolinga lui-même, les présidents Traoré du Mali, Kérékou du Niger et Karékou du Bénin. En l'état actuel, l'armée centrafrique est une des moins aguerries d'Afrique centrale — parce que en voie de complète restructuration. Au surplus, comment se destiner des officiers politiques, quelques officiers sympathisant avec le M.L.P.C. de M. Patassas (on en compte plusieurs parmi les ministres actuels) ou avec le F.P.O.-P.T. de M. Gombas. A ces élites se superposent des rivalités ethniques entre Sarras du Nord (souvent « patassistes »), Yakomas (ethnie d'origine du général Kolinga) et Mbekas (ethnie de l'ancien président Dacko).

PHILIPPE DEGRASSE.

Egypte

Cinquante-quatre nouvelles arrestations à Alexandrie

Selon les journaux égyptiens, cinquante-quatre personnes ont été arrêtées dans les milieux musulmans à Alexandrie pour avoir « menacé l'unité nationale » et résisté aux forces de l'ordre. Les journaux indiquent que vingt et une personnes appartenant aux confréries islamiques ont été trouvées en possession de tracts attaquant le régime et les accords de paix avec Israël, et « visant à semer des troubles confessionnels ». Trente-trois autres personnes ont été arrêtées alors qu'elles cherchaient à tenir un meeting dans une mosquée d'Alexandrie, pour « protester contre l'interpellation de l'imam de la mosquée ».

Pouvoir et garde-robe

De notre correspondant

Le Caire. — Les régimes autoritaires aiment à régenter jusqu'à la façon de s'habiller de leurs administrés. Kamel Ataturk alla jusqu'à faire arrêter des porteurs de barbouche. Nasser bannit, lui aussi, quoique sans violence, ce couvre-chef de teinte amarante. Le premier raia voulait également que les écoliers n'aillent plus en classe en galabieh, cette ample robe de coton qui est le vêtement du fellah et du pauvre, été comme hiver.

Sous le second raia, on vient d'interdire aux étudiants de l'université du Caire, qui donne le ton aux autres établissements d'enseignement supérieur du pays, de venir assister aux cours autrement qu'en « étendard », c'est-à-dire vêtus à l'euro-péenne. Il y a quelques temps, l'épouse du président, Mme Houssein El-Sadate, qui enseigne la littérature dans cette université, avait affirmé qu'elle n'accepterait pas à son cours une étudiante vêtue.

Depuis quelques années, les confréries islamiques, aidées jusqu'à offrir des vêtements gratuits au bon marché aux étudiants des deux sexes, pour qu'ils « se vêtent comme de vrais croyants ». A Helwan, dans

la banlieue du Caire, en août, une jeune musulmane a été lynchée à mort, selon des témoins, pour avoir tenu tête des intégristes qui lui reprochaient son accoutrement.

Il est exact aussi qu'un certain type de galabieh, étroite comme une soutane et toujours blanche, était devenu, avec le port de la barbe, l'uniforme des extrémistes islamiques sur les campus. Etait-ce une raison pour proscrire de l'université ce qui reste malgré tout le vêtement national ?

Beaucoup d'Égyptiens souhaitent en revanche que le pouvoir prenne des mesures pour atténuer le « confessionnalisme bureaucratique », qui, à certains égards, n'a rien à envier à celui qui régnait naguère au Liban. Le quotidien indépendant de langue française, le « Journal d'Egypte », a demandé à certains de ses lecteurs : « Pourquoi ne pas annuler sur nos cartes d'identité, cartes familiales, passeports, etc., bref, sur tous nos documents officiels, l'information distinctive de la religion ? » En Egypte, même pour ouvrir un compte bancaire, il faut déclarer sa confession.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

Maroc

PREMIER SECRÉTAIRE DE L'U.S.F.P.

M^e Bouabid a été arrêté à Rabat

Rabat (A.F.P.). — M^e Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, a été arrêté mardi soir 8 septembre à Rabat. On ignore si le motif de son arrestation est lié à la résolution de l'O.U.A. sur le Sahara.

M. Mohamed Mansour, député socialiste de Casablanca et membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), a lui aussi été arrêté quelques instants après M^e Bouabid. Une perquisition a été opérée à 5 heures du matin au siège de l'U.S.F.P. à Rabat, en présence de M^e Bouabid, mais sans mandat, indique-t-on de source socialiste.

La figure de proue du parti socialiste

Personnalité très connue sur la scène internationale, et en particulier au sein de l'Internationale socialiste, M^e Abderrahim Bouabid est la figure de proue de l'Union socialiste des forces populaires. Né le 23 mars 1929 à Sali, dans une modeste famille, il a fait ses études, grâce à une bourse, à Rabat et à Paris, où il a obtenu une licence en droit et suivi les cours de l'École des sciences politiques. Nationaliste convaincu, il milita très tôt dans les rangs de l'Atlati, ce qui lui valut d'être envoyé en prison par les autorités françaises à deux reprises.

Ministre d'Etat dans le premier gouvernement marocain, en décembre 1955, il participa aux discussions qui aboutirent à la déclaration d'indépendance le 2 mars 1956. Ambassadeur à Paris en 1956, puis ministre dans plusieurs gouvernements, il rompit en 1959 avec l'Atlati et fonda avec Mehdi Ben Barka l'Union nationale des forces populaires, qui deviendra l'U.S.F.P. à la suite d'une scission en 1972. L'action pour la récupération des « provinces sahariennes » l'avait rapproché du palais, mais la crise économique et sociale a conduit à se montrer de plus en plus critique.

Djibouti

Les opposants détenus sont accusés d'activités « subversives »

L'arrestation des principaux dirigeants de l'opposition à Djibouti (le Monde du 9 septembre) a été présentée, mardi 8 septembre, comme une « mesure administrative » concernant des personnalités accusées d'activités « antinationales et subversives ». Les trente opposants, dont MM. Ahmed Dini, Abdallah Mohamed Kamil, anciens premiers ministres, ont tenté de créer un parti d'opposition, le « Parti populaire djiboutien » (P.P.D.), dont l'assemblée constitutive s'est tenue le 15 août à Djibouti. Le ministère de l'Intérieur leur a reproché, mardi, d'avoir profité « de la patience et de la sagesse du gouvernement pour porter atteinte à l'unité, à la stabilité et au progrès obtenus par le président Hassan Gouled depuis l'indépendance ».

A ce propos, le président Hassan Gouled, qui quitte Paris ce mercredi 9 septembre pour Djibouti à l'issue de vingt jours de vacances, nous a déclaré, le dimanche dernier, qu'il n'autorisait pas la formation d'un parti d'opposition de peur d'encourager les tensions entre les ethnies Afar et Issa. Parmi les dirigeants arrêtés du P.P.D., créés en vue d'élections générales prévues l'an prochain, figurent cependant des Afars, comme les deux anciens premiers ministres, et des Issas, comme

MM. Omar Osman Rabé, qui est censé avoir été, avant l'indépendance, le dirigeant du Front de libération de la Côte des Somalis.

M. Hassan Gouled compte régler lui-même le problème à son arrivée à Djibouti « dans le sens de l'apaisement ». Il reste à savoir si une alliance entre des personnalités, qui s'étaient en commun, leur opposition au pouvoir, est susceptible de remettre en cause le fragile équilibre de la petite république.

Le conflit namibien

LA C.E.E. DÉNONCE L'ATTITUDE DE PRETORIA

Au cours du débat de l'Assemblée générale des Nations unies sur la Namibie, le représentant permanent britannique, Sir Anthony Parsons, a déclaré, au nom des six Etats de la C.E.E., à l'assemblée, mardi 8 septembre, « A tous les intérêts et surtout à l'Afrique du Sud » de ne pas compromettre les progrès qui ont été réalisés dans la recherche d'une solution au problème namibien. Il a accusé Pretoria de priver, en Namibie, des masses indisciplinées sans l'accord de ce territoire à l'indépendance.

قوات الامم المتحدة

Vietnam

A L'OCCASION DE LA FÊTE NATIONALE

M. To Huu est apparu comme le candidat le mieux placé pour la succession de M. Pham Van Dong

Ce n'est pas le chef du gouvernement, M. Pham Van Dong, qui a prononcé au début de septembre l'allocution officielle pour le trentième anniversaire de l'indépendance (fête nationale), mais M. To Huu, premier vice-premier ministre. Membre du bureau politique du P.C.V., idéologue et poète officiel du régime, M. Huu avait été nommé à ce poste lors du remaniement ministériel de juillet. Les récentes motions dont il a bénéficié, la responsabilité des affaires économiques qui lui a été confiée et le rôle qu'il vient de jouer aux cérémonies officielles semblent faire de lui le candidat le mieux placé pour la succession de M. Dong.

M. Huu passe pour être proche du premier cercle du P.C.V., le président du Conseil d'Etat, M. Truong Chinh, dont l'étoile, elle aussi, ne cesse de monter. M. Chinh, longtemps connu pour ses positions « pro-chinoises », est considéré comme moins proche de l'U.R.S.S. que ne l'est le général Clay ou le premier secrétaire du parti, M. Le Duan. Par ailleurs, il fait partie du camp des « durs », idéologues peu tentés par la libéralisation politique ou économique. Dans ce contexte, le discours de

M. Huu revêt une certaine importance. Tout d'abord, signe des difficultés économiques persistantes et des tensions sociales qui en découlent, le vice-premier ministre a mis l'accent sur « l'unité nationale », qui devient le premier des trois objectifs du régime, avant « l'édification de la base matérielle et technique du socialisme », et la consolidation de la défense nationale et de la sécurité. L'autre semaine, dans une interview à l'A.P.P., M. Dong n'avait parlé que des deux derniers objectifs. Ainsi, M. Huu, à trois mois du cinquième congrès du P.C.V., se présente-t-il à l'opinion vietnamienne comme un dirigeant préoccupé avant tout de ses problèmes quotidiens. L'agriculture demeure prioritaire, ainsi que la production pour l'exportation, qui dégage les devises indispensables aux importations, et certains grands projets industriels.

Par ailleurs, M. Huu paraît analyser la nouvelle politique économique plus libérale mise en place depuis l'an dernier d'une manière restrictive. Les innovations et les initiatives locales encouragées par le premier ministre et M. Nguyen Lam, responsable du plan, semblent désormais s'inscrire dans le cadre d'un centralisme dont elles ne sont que l'instrument.

Dans le domaine international, le renouveau d'activisme anti-impérialisme de l'administration américaine explique sans doute que les Etats-Unis soient cités les premiers, avant la Chine, dans la liste des ennemis de Hanoi. Le Vietnam s'inquiète de la possibilité de la vente d'armes américaines à Pékin. En revanche, hors des références traditionnelles dans ce genre de discours, M. Huu n'a fait allusion qu'à de rares reprises à l'Union soviétique.

Le Vietnam demeure très lié à l'U.R.S.S., dont il dépend économiquement et militairement. MM. Le Duan et To Huu viennent de se rendre à Moscou où

ils ont été assurés d'un accroissement du concours de l'U.R.S.S. « à la construction du socialisme » dans leur pays.

Mais l'expérience montre que le Vietnam a toujours tenté de se garder la marge de manœuvre maximale vis-à-vis de ses alliés plus puissants. Un accord économique et commercial de cinq ans a été récemment signé entre les deux pays, aux termes duquel l'U.R.S.S. aidera le Vietnam à réaliser une quarantaine de grands projets et lui fournira des biens d'équipement. Le déficit de la balance commerciale vietnamienne à l'égard de l'U.R.S.S. reste considérable : les importations de produits soviétiques par Hanoi sont trois fois plus importantes que ses exportations.

En ce qui concerne la situation au Cambodge, toujours qualifiée d'« irrésolvable », des relations du Vietnam avec les pays de l'association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), ou avec la Chine, la position du Vietnam reste inchangée. Hanoi a toutefois proposé à Pékin la reprise des pourparlers, interrompus depuis plus d'un an par la Chine, afin de réduire la tension qui persiste le long de la frontière. Mais la Chine a réaffirmé, le 7 septembre, son refus de négocier.

Enfin, une amnistie a été annoncée pour « les prisonniers qui ont prouvé leur désir sincère de s'amender » ou qui « ont fait d'importants progrès dans leur éducation ». Ils bénéficieront, selon les cas, d'une libération ou d'une remise partielle de peine. L'agence officielle AVI n'a cependant fourni aucun chiffre, ni sur les bénéficiaires de cette mesure ni sur le nombre de prisonniers politiques libérés en réduction dans des camps.

PATRICE DE BEER.

Thaïlande

Les déconvenues des travailleurs qui s'expatrient au Proche-Orient

Bangkok. — Rien ne les arrête, pas même les mésaventures de ceux qui les ont précédés sur les chemins du Proche-Orient. En 1975, on comptait officiellement un millier de travailleurs thaïlandais à l'étranger. En 1981, on estime à quelque deux cent mille le nombre des expatriés, légaux et illégaux. Ils sont principalement disséminés dans les pays arabes, demandeurs d'une main-d'œuvre bon marché, diligente et dure à la tâche. Faute de pouvoir — et peut-être de vouloir — limiter cette « exportation » de main-d'œuvre qui, comme toute, rapporte au Trésor davantage de devises que le tourisme, les autorités thaïlandaises cherchent à prévenir les abus auxquels donne lieu le recrutement de ces travailleurs. Elles viennent ainsi de mettre à l'étude une série de mesures financières de manière à protéger ces expatriés contre leur propre naïveté.

De notre correspondant

dont la moitié à Bangkok) ou se placent sous la protection du ministère de l'Intérieur. La plupart, hélas, confient leur sort à des officines illégales auxquelles ils versent de 20 000 à 30 000 bahts (de 5 000 à 7 500 F) à titre de « frais spéciaux de service ». Ce qui les oblige à s'endetter lourdement et à hypothéquer leurs maigres biens : leur maison, parfois un bout de terre. Beaucoup se présentent à leur nouveau patron avec un contrat dont ils connaissent seulement la durée — en général un an — mais dont ils ignorent le contenu exact, n'ayant retenu que les promesses verbales faites au départ par l'agent recruteur. Les déconvenues sont alors fréquentes et cruelles. L'emploi offert est plus pénible, le salaire proposé plus bas, la journée de travail plus longue (de dix à douze heures au lieu de huit), le repos hebdomadaire inexistant, les conditions de logement et de nourriture déplorables. S'ajoutent à cela l'isolement dû à la langue et la difficulté proprement thaïlandaise de respecter les interdits sociaux : les femmes, l'alcool et le jeu (...).

La prostitution

La situation des quelques milliers de Thaïlandaises expatriées au Proche-Orient est, à cet égard, beaucoup plus préoccupante. Engagées au départ comme « employées de maison », elles sont vite contraintes de se livrer à la prostitution. Elles sont pratiquement réduites à l'état d'esclaves. Leurs employeurs leur confisquent leur passeport pour les empêcher de retourner chez elles, raconte-t-on au département du travail. Aussi les responsables thaïlandais refusent-ils de déléguer des autorisations de sortie aux femmes qui souhaitent aller travailler dans les pays arabes, à moins qu'elles n'aient y exercer un vrai métier, celui d'immigrée par exemple. Pour tourner cette interdiction, les plus résolues se font établir un visa touristique, prétextent un pèleri-

nage à La Mecque ou placent leur voyage sous le couvert d'échanges culturels. Les expatriés dont la bonne foi a été trompée n'ont souvent d'autre choix que d'accomplir leur contrat jusqu'à son terme. S'ils rompent celui-ci, le voyage de retour est à leur charge. Certains cherchent auprès de leur ambassadeur les moyens financiers de sortir de ce guêpier. Parfois, la violence sanctionne leur exaspération. Ainsi ces quatre travailleurs qui ont été condamnés à mort par un tribunal de Koweït pour avoir tué un chameau. La Cour suprême de cet émirat doit statuer, début octobre, sur leur pourvoi. Cette affaire a remué l'opinion publique thaïlandaise et incité le gouvernement à se préoccuper davantage du sort de ses ressortissants dans les pays arabes.

Pour supprimer tous ces abus, les autorités ont imaginé de couper la route du Proche-Orient en conditionnant la délivrance de nouveaux passeports au versement d'une caution de 10 000 bahts (2 500 francs). Cette idée, violemment combattue par les intéressés, paraît abandonnée. Le ministère de l'Intérieur projette aujourd'hui de déposer devant le Parlement une loi qui obligerait les agences de recrutement à constituer chacune un fonds de réserve de 300 000 bahts (75 000 F) qui servirait notamment à financer le retour dans leurs foyers des travailleurs en détresse. En outre, expatriés et intermédiaires participeraient à égalité à la création d'un fonds de bienfaisance — amorce d'un système de sécurité sociale — auquel le gouvernement apporterait son concours. L'application que semble mettre le gouvernement à améliorer le sort de ceux qui ont choisi de s'expatrier au Proche-Orient n'a pas échappé aux syndicats. Conséquence inattendue : ceux-ci demandent maintenant aux autorités de manifester une égale sollicitude à l'égard de ceux qui sont employés ici et dont les conditions de travail laissent également à désirer. Un combat sur deux fronts.

JACQUES DE BARRIN.

LAUSANNE PALACE

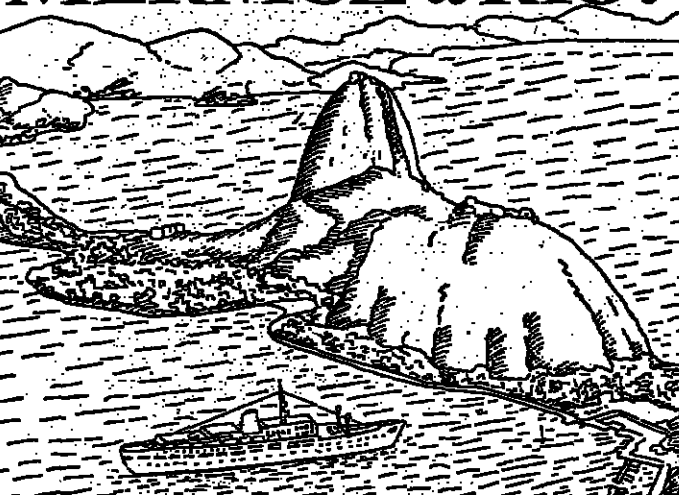
Pour vos affaires, pour votre plaisir, en toute sérénité, au cœur de la ville.

Simple de FF 290 à 450. Double de FF 395 à 570.

Petit déjeuner, service et taxes compris. 10020 LAUSANNE (Suisse). Tél. 194/21.20.37.11 - Tx 26.12.1.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 345.21.62

MERMOZ à RIO:



la croisière de l'année!

Maroc, Sénégal, Brésil, Argentine, Uruguay, Guyane et... 6 escales aux Caraïbes.

Le 31 octobre 1981, Mermoz, le premier des paquebots français de croisière, quittera Toulon pour un extraordinaire voyage de plusieurs semaines.

L'Afrique, l'Amérique du Sud et les Caraïbes en 19 escales. Sur sa route, des lieux et des villes exceptionnelles : Dakar, Rio, Buenos Aires, Montevideo, Bahia, Belem, la Guyane, la Barbade, la Martinique, la Guadeloupe, Haïti et enfin Miami.

Au cœur du Brésil, de l'Uruguay et de l'Amazonie, 22 excursions et 5 circuits avion/car pour découvrir Brasilia, les chutes d'Iguassu, Manaus, Asuncion, Sao Paulo, Belo Horizonte etc...

Le plus beau des voyages sur le plus beau des navires... n'est-ce pas une occasion unique de faire la croisière de votre vie?

Demandez la brochure spéciale avec tous les détails sur les diverses formules avion-bateau de 20, 35 ou 49 jours.

Renseignements et brochures
Toutes agences de voyages et Croisières Paquet

CROISIÈRES
PAQUET

Paris 5, Bd Malesherbes - Tél. 266.57.59 3, rue Scribe
Tél. 742.52.03, Marseille 70/72, rue de la République
Tél. 91.91.21 Nîmes 2, rue Halévy - Tél. 88.31.90

Administration de l'Entreprise

Programme intensif de formation polyvalente en gestion d'entreprise

Animé exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises - Langue de travail : français. Durée des études : 9 mois à plein temps (octobre à juin). Travail en petit groupe - Contrôle continu des connaissances. Diplôme de formation en gestion d'entreprise.

Documentation et conditions d'admission sans engagement, en retournant le coupon ci-contre au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne, rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. (021) 22 15 11.

Ecole de Cadres de Lausanne

Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme "Administration de l'Entreprise".



Schweppes: Schwepper, Schweppant, être Schweppes. Ethymolo-verbe anglo-saxon, déformation du vieux français "chouette" qui a donné Schweppes puis Schwepping.

- Désigne un plaisir élégant, un bien-être raffiné : "Profitez, si m'en croyez des Schweppes de la vie" (Ronsard).
- Exprime l'état de celui qui boit du Schweppes : "Je Schweppe donc je suis bien" (Descartes).
- "Être Schweppes ou ne pas être Schweppes" (Shakespeare).
- Qualité de celui qui pratique le Schweppes : cf. "le Schweppes en 3 volumes" (Duchesse de Stredford).
- "Jules était un être frustré, incapable de tout Schweppes" (Marcel Proust).
- Par extension, se dit de tout ce qui est plaisant, original, spirituel, matintendu, gai, amusant, fantaisiste, snob, élégant, aristocratique, divertissant, pétillant.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire, vous deviendrez une véritable collaboratrice!

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

SANTÉ : les promesses seront-elles tenues?

« Beaucoup plus réaliste que dogmatique, je retiens que l'hospitalisation privée tient dans la France d'aujourd'hui une place importante qu'attestent, outre sa capacité d'hébergement, la qualité de ses praticiens et de son équipement, la proportion de ses journées d'hospitalisation et l'attachement du nombre de nos concitoyens. Les cliniques privées constituent donc un élément indispensable à notre protection sanitaire ».

« ... Les mêmes contraintes doivent peser sur tous, offrant aux patients, aux personnels et aux établissements les mêmes droits et les mêmes garanties ».

« ... L'évolution du secteur hospitalier se fera selon les besoins, - tels qu'une carte sanitaire actualisée et complétée les fera apparaître - dans le sens d'une complémentarité entre ses composantes... ».

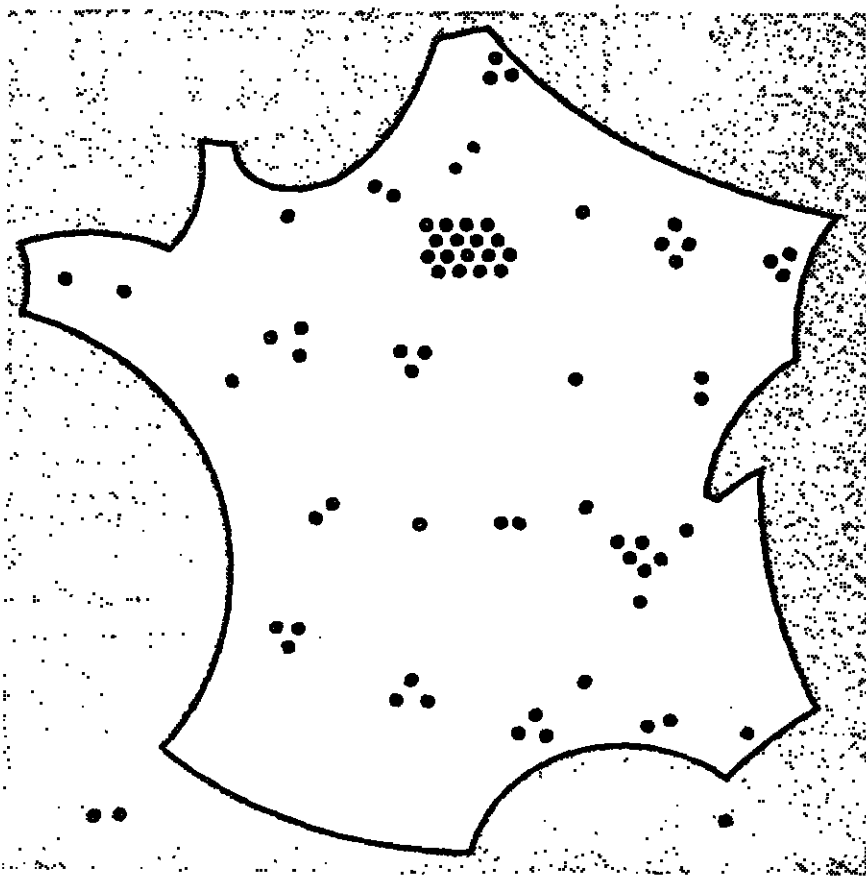
Extrait de la lettre de Monsieur FRANÇOIS MITTERRAND, candidat à la Présidence de la République, en date du 15 avril 1981, adressée à UNION HOSPITALIÈRE PRIVÉE.

Dès la rentrée, le problème de la répartition des équipements lourds entre le secteur hospitalier public et le secteur hospitalier privé vient d'être posé.

M. J. Ralite, Ministre de la Santé, vient d'octroyer 26 Scanographes (scanners*) aux Hôpitaux Publics (ou établissements assimilés) en même temps qu'il rejetait 11 demandes du même appareil présentées par les Etablissements d'Hospitalisation Privée.

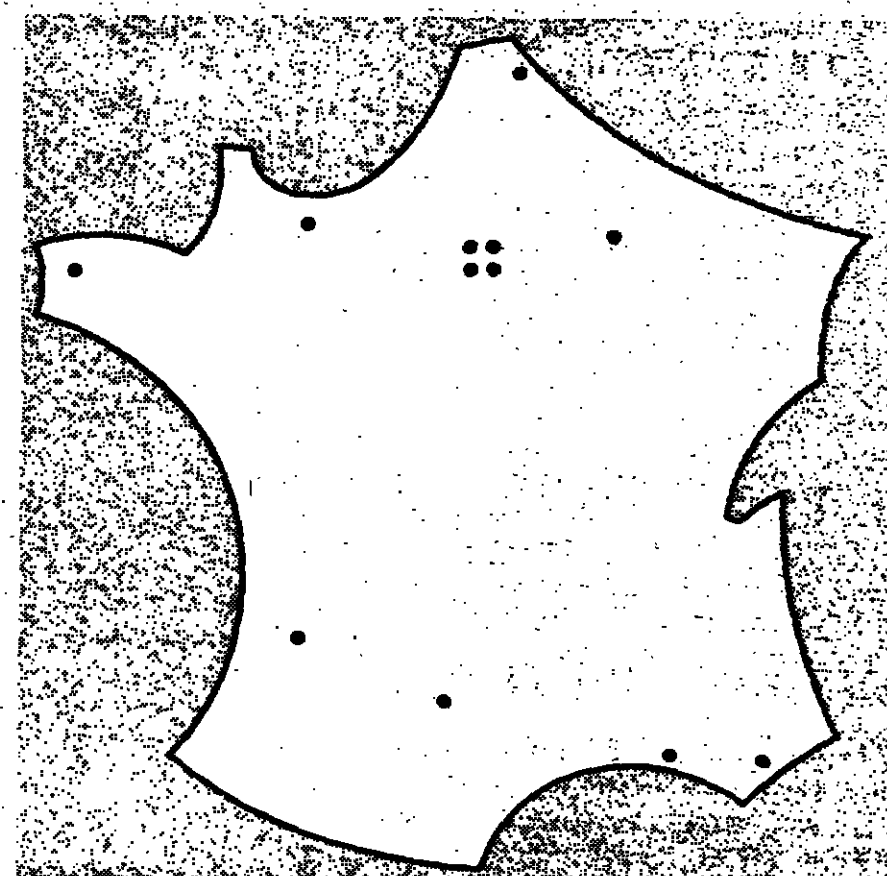
Le maintien de cette décision creusera de manière dangereuse l'écart d'équipement en scanographes des deux secteurs. 73 scanographes seront en effet à la disposition du secteur public contre 12 seulement au secteur privé (86% contre 14%). De ce fait un déséquilibre évident sera instauré entre les Hôpitaux Publics et les Etablissements Privés alors qu'ils ont, pour assurer les soins des patients, les mêmes besoins en moyens de diagnostic et d'investigation. Ce déséquilibre portera un grave préjudice à l'exercice de la médecine libérale pratiquée dans les Etablissements Privés. Il est contraire au libre choix par le malade de son médecin et de son établissement de soins, principe auquel la majorité des Français est attachée. Il pourra compromettre l'égalité devant la santé, droit primordial des patients.

L'U.H.P. alerte toutes les personnes soucieuses du maintien d'un exercice libéral de la médecine et préoccupées par la dégradation des moyens des Etablissements Privés nécessaires à assurer la santé. Elle demande à M. J. Ralite de rectifier ses décisions du mois d'Août relatives à l'attribution de ces appareils, de satisfaire aux demandes du secteur privé et de réorienter sa politique dans le sens de l'équité.



Répartition des scanographes
en secteur Public

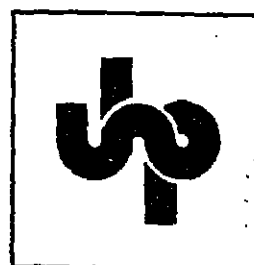
73



Répartition des scanographes
en secteur Privé

12

* Le scanographe (scanner) fait partie des équipements lourds actuellement indispensables au dépistage des tumeurs, malformations, etc. L'investissement nécessaire à la mise en place d'un de ces appareils est de 4 à 5 millions de nos francs.



UNION HOSPITALIÈRE PRIVÉE
148, BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS

مستشفى

AMÉRIQUES

Le Honduras, élément essentiel de la stratégie de Washington pour « assainir » l'Amérique latine

Tegucigalpa. — Les cinq pays qui composent l'Amérique centrale ne peuvent avoir des régimes politiques trop éloignés les uns des autres, a dit le général Paz García, chef de l'Armée hondurienne, en s'appuyant sur plusieurs siècles d'histoire. Ce principe conduit certains d'entre eux à faire du Honduras un pays-champ de la crise de cette région alors qu'il avait jusqu'à présent échappé aux tourmentes régionales.

Depuis de nombreux mois, les incidents de frontière se multiplient avec le Nicaragua et, depuis quelques semaines, il existe une collaboration de fait avec le juste salvadorien : l'armée de ce pays est autorisée à opérer à partir du Honduras, tandis que des troupes honduraises participent à des opérations

De notre correspondant en Amérique centrale

en territoire salvadorien, si l'on en croit le Front Farabundo Martí pour la libération nationale. Après avoir longtemps hésité, les forces qui dirigent véritablement le pays semblent avoir choisi, en s'appuyant sur les États-Unis, de se la jouer avec le Guatemala et le Salvador dans une grande opération d'« assainissement » de la région. Les rencontres que le président hondurien, le général Paz García, a eues à la mi-août avec ses homologues MM. Lucas García et Duarte, en vue de coordonner les efforts politiques, les militaires des trois pays, semblent montrer que le projet est relativement sûr.

Le pouvoir partagé

Bien qu'ayant participé autant, ou presque, que leurs voisins à la gestion directe du pays, les officiers hondurais ont, généralement, été privés du moins de la moitié. Certains d'entre eux ont même encouru des réformes dignes d'attention, notamment dans le domaine agricole. La population, qui dispute à celle de Haïti le triste privilège d'être la plus pauvre de toute l'Amérique latine, n'est pas très polémique, bien que, parés, syndicats et associations existent. Elle a, cependant, des courants et, à la différence de celle des pays voisins, elle a encore confiance dans le processus électoral. Depuis avril 1980, le pouvoir est partagé entre une Assemblée constituante issue des urnes et un gouvernement militaire. Le 29 novembre 1981, le peuple devra renouveler la Chambre et élire un nouveau président de la République.

Pour les militaires et leurs alliés nord-américains, le choix paraît simple : soit continuer sur le chemin de la démocratisation en accep-

tant quelques changements indispensables, soit mobiliser le Honduras et le jeter dans la « bataille contre le communisme international ». La première voie a officiellement l'appui de tout le monde (civile, militaire et Nord-Américain). Mais une aventure est loin d'être exotique : un certain nombre de militaires haut placés et plus dynamiques que les autres, désirent s'engager par conviction, idéologique ou pour conserver le pouvoir et les avantages matériels qu'il comporte. De leur côté, quelques dirigeants du parti national (conservateur, traditionnellement lié aux forces armées) verraient sans doute d'un bon œil l'annulation d'élections qu'ils risquent de perdre au profit du parti libéral.

En outre, le processus électoral a été engagé sous la pression de la F.A.M. (Front Américain de la Démocratie). Les choses ont, cependant, changé. Depuis, le régime préfère sans doute un régime civil, mais il a besoin de compter sur la collaboration des forces armées honduraises pour mener sa politique dans la région.

que ce soit contre le Nicaragua (directement ou en laissant agir les groupes armés anti-sandinistes) ou contre les insurgés salvadoriens. Le déclenchement d'une guerre mettrait

Préparatifs militaires et psychologiques

Les préparatifs militaires sont de plus en plus évidents. L'armée hondurienne vient de recevoir seize cars Scorpion de fabrication britannique. Le contrat était signé depuis longtemps mais on dit que la livraison a été accélérée. « Il est évident que ces tanks ne serviront pas à grand chose dans les montagnes qui nous séparent du Salvador, nous a déclaré en souriant un officier. En revanche, ils pourraient être fort utiles sur la route qui, le long du Pacifique, mène à Managua. »

En outre, l'aide militaire américaine a doublé. Elle passera de 5 millions de dollars en 1980 à 10 millions de dollars en 1982, mettant ainsi le Honduras au troisième rang des pays assistés en Amérique latine. Déjà, en mai 1980, les forces armées honduraises avaient reçu sous forme de prêt de matériel dix hélicoptères Huey du type de ceux que les États-Unis utilisent au Vietnam, et qu'ils viennent également de prêter au Salvador. Or, l'aviation hondurienne est depuis longtemps considérée comme la meilleure de la région. Elle compte notamment seize S.M.-2, plus connus sous le nom de Super-Mystère-2, qui lui confèrent une capacité appréciable de frappe en territoire ennemi.

Selon un diplomate américain, qui reconnaît qu'une guerre avec le Nicaragua « pourrait être intéressante » pour les États-Unis, cet accroissement considérable de l'aide tient à ce que « la situation régionale est plus chaude » et au fait que le Honduras a besoin d'améliorer ses communications et l'entraînement de ses troupes. Outre quatre officiers et deux civils chargés des questions militaires à l'ambassade même, il y a aujourd'hui entre cinq et sept conseillers militaires américains chargés de l'entraînement des hélicoptéristes et de l'assistance en général. Un groupe d'une vingtaine d'assessors vient d'être assigné au contrôle de la frontière salvadorienne.

La préparation psychologique est la seconde pièce apparente du dispositif. Il est difficile de savoir à qui incombe la responsabilité de chaque incident de frontière avec le Nicaragua, mais tous sont largement exploités par une presse à sensation et pas toujours honnête. Ainsi le *Heraldo* du 29 avril présentait sous le titre : « Le Honduras est prêt à défendre son intégrité territoriale » un montage de photos, dont les plus agressives représentaient trois cadavres ensanglantés d'anciens gardes nationaux somaliens tués par l'armée sandiniste en territoire nicaraguayen. L'éditorial voulait justifier « les farouches passions charnelles de la soldatesque canaille et usurpatrice du sandinisme ».

Quant aux forces armées, elles

beaucoup de gens d'accord : elle justifierait que les militaires demeurent au pouvoir — ou le reprennent complètement en main — et repoussent les élections à un moment où les intérêts supérieurs du pays ne seraient plus en danger.

FRANCIS PISANI.

MULTI-PROPRIÉTAIRE

AVEC 290 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

540 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en mars/avril. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 6 810 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9%, soit un coût total de 26.250 F. Prix au comptant : 22.700 F.

290 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

Un studio 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 3.540 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9%, soit un coût total de 14.310 F. Prix au comptant : 12.300 F.

420 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

Un studio 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 3.540 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9%, soit un coût total de 20.460 F. Prix au comptant : 17.800 F.

560 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en mars. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 4.680 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9%, soit un coût total de 27.300 F. Prix au comptant : 23.800 F.

370 F PAR MOIS PENDANT 3 ANS

Un 2 pièces 4/5 personnes une semaine à vie en janvier. Bourse d'échange entre 9 stations mer et montagne. Avec 4.680 F d'apport personnel et un financement exceptionnel à 14,9%, soit un coût total de 18.000 F. Prix au comptant : 15.600 F.

PIERRE & VACANCES

Merci de m'envoyer des informations complémentaires : ☐ Avoriaz ☐ Chamouxy-Sud ☐ Tignes ☐ Reberty-les-Ménuires ☐ le Balcon de Villard.

Nom Tél.

Profession Tél. bureau

Adresse

Pierre et Vacances, 54, avenue Marceau 75008 Paris. Tél. 720.70.87

ÉTATS-UNIS

L'agent double travaillait pour l'U.R.S.S.

Le F.B.I. a utilisé pendant près de vingt ans les renseignements que lui fournissait un agent du K.G.B., qui, pendant toute cette période, est resté sous le contrôle de Moscou. Les détails de cette affaire, qui s'est passée entre 1962 — date du recrutement de « Fedora » par la sécurité fédérale américaine — et 1980 — date à laquelle le F.B.I. a, dans un rapport secret, conclu qu'il avait été joué — sont publiés dans l'édition d'octobre du *Reader's Digest*. Le *Washington Post* affirme, dans son édition du 3 septembre, en avoir obtenu confirmation par des sources indépendantes.

« Fedora », officiellement diplomate aux Nations unies, était un agent des services secrets soviétiques. Toutes les informations qu'il fournissait au F.B.I. allaient directement à la Maison Blanche, où, selon le *Washington Post*, ne les a jamais mises en doute. Ainsi, en 1971, alors que le président Richard Nixon tentait d'empêcher la publication des « dossiers du Pentagone »,

concernant la guerre du Vietnam, la Maison Blanche fut « informée » par « Fedora » que l'ambassade soviétique était en possession de documents. Le F.B.I. et l'administration Nixon prirent cette information pour argent comptant, ce qui aurait eu notamment pour conséquence la création des « pionniers » de la Maison Blanche chargés d'espionner les opposants à la politique de M. Nixon, qui devaient plus tard s'illustrer dans l'affaire du Watergate.

« Fedora » contribua également à protéger un autre espion, Youri Ivanovitch Nosenko, agent du K.G.B., qui avait demandé à travailler pour les services secrets américains en 1964, après avoir affirmé qu'il connaissait le dossier que le K.G.B. possédait sur Les Harvey Oswald, l'assassin du président Kennedy. Nosenko se serait également rendu au service des Soviétiques. Le F.B.I. commença à avoir des doutes sur « Fedora » en 1978, mais celui-ci put retourner tranquillement en U.R.S.S. en 1980.

INSTITUT DE GESTION DÉPARTEMENT FORMATION CONTINUE

MAÎTRISE de GESTION

- Cadres, techniciens : niveau BAC + 2, 5 ans d'expérience, dossiers individuels.
- 4 jours ouvrables par mois sur 2 ans.
- Financement : Conventions de formation.
- Options : P.M.E., Finances, Ressources humaines, Jeunes Dirigeants, Informatique de Gestion.

(1^{er} COURS : le 17-09-81 - 8 h. 30)

Dossiers et inscriptions : Didier DARFUEILLE - 886-11-79 (10 heures à 12 heures et 16 heures à 18 heures)

Université de PARIS-XII
58, avenue Didier - (94) SAINT-MAUR

- Autres types de formations en gestion : renseignements sur demandes des entreprises. (CEUC, DESS, « sur mesure »...)

Célibataires aimeriez-vous changer votre vie ?

Sachez qu'il existe maintenant un moyen sérieux de rencontrer, en toute liberté, des personnes répondant réellement à votre attente et à votre personnalité définie par une véritable étude psychologique.

A l'efficacité, ce moyen ajoute un charme neuf : le plaisir classique de la rencontre vivifié par l'attente couronnée de succès imprévus hors des cadres traditionnels.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1960

Sur un échantillon de 5.000 personnes ayant déclaré s'être connues ainsi, on a relevé 6 fois plus de mariages réussis que dans la vie courante (1).
Du titre, prêté par Louis Armand, de l'Académie Française (2), des communications aux grands congrès internationaux de psychologie (3), des centaines d'articles d'articles (radio et T.V.) ont déjà informé public et spécialistes de ces résultats étonnants.

(1) 57 fois moins de divorces (étude statistique envoyée sur demande).
(2) « Vers une civilisation du couple » L.M. Jénot (tous libraires).
(3) Congrès de l'Ass. Inter. de Psy. Appl. (Lille, Montréal, Munich).

BON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs. Pour un couple nouveau.

M. Mlle Age

Prénom Age

Adresse

ION FRANCE (M 75) 94, rue Saint Lazare, 75008 PARIS - Tél. 886.70.85 +

ION MIDI-PYRÉNÉES (M 31) allées Demolseilles 31400 TOULOUSE - Tél. 53.25.99

ION RHÔNE-ALPES (M 69) 35, avenue Rocardier - 69003 LYON - Tél. 84.25.44

ION BELGIQUE (M 105) 105, rue de la Liberté 1050 BRUXELLES - Tél. 517.1.28

ION SUISSE (M 26) 10, r. Peltier, C.P. 283 1211 GENEVE 11. Tél. (022) 21.75.11

AMÉRIQUES

Tribune internationale

La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador

Ingérence ou responsabilité ?

par JACQUES CHONCHOL (*)

La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador exprime la reconnaissance qu'au-delà des relations diplomatiques courantes avec chaque gouvernement il y a des forces et des mouvements sociaux représentatifs qui doivent être traités en conséquence et avec lesquels il est normal d'établir des liens directs.

Dans une optique latino-américaine non gouvernementale, il convient de relever les principaux facteurs en jeu :

a) Dans les deux dernières années, il y a eu 25 000 êtres humains tués et 400 000 ont dû émigrer (en terme relatif, l'équivalent en France serait de 250 000 morts et 4 000 000 d'émigrés). C'est une tragédie humaine et sociale de telle portée qu'il est impossible de rester moralement indifférent.

b) On est en face d'une guerre civile dans laquelle aucune des deux parties n'arrive à s'imposer. Les risques d'intervention extérieure s'accroissent de jour en jour. La possibilité que l'incendie salvadorien mette feu à l'Amérique Centrale est réelle. C'est un foyer de tension internationale qui demande une solution politique.

c) L'interprétation des origines et motivations des forces en lutte ne peut se réduire à l'application mécanique des conceptions Est-Ouest. C'est un réductionnisme historique qui nie le fondement national du conflit. On vit aujourd'hui le processus d'une décolonisation interne du tiers-monde.

d) La diplomatie n'est plus seulement un instrument de relation entre États puisqu'elle a incorporé des acteurs et des organisations non gouvernementaux représentatifs : SWAPO en Namibie, F.S.L.N. (Front sandinista de libération nationale) au Nicaragua de Somoza, Front Polisario dans le Sahara.

e) L'exigence principale du moment est de créer les conditions politiques internes et internationales qui permettront au peuple du Salvador d'exercer librement et d'une façon autonome son droit à l'autodétermination. En face de l'absence d'une légitimité démocratique préexistante, la solution politique du conflit peut seulement être atteinte moyennant la pleine participation de toutes les parties concernées.

f) La diplomatie nord-américaine a choisi le Salvador comme un « cas type » où elle veut mettre en pratique sa vision stratégique globale par rapport à l'Union soviétique, en alliance avec les gouvernements de la région qui lui sont proches. Face à cette position, il y a d'autres gouvernements et secteurs non gouvernementaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'Amérique latine qui tiennent à éviter de porter et d'autre les dangers d'une vietnamisation du problème.

g) Le F.D.R. (Front démocratique révolutionnaire) et le F.M.L.N. (Front Farabundo Martí de libération nationale) ont manifesté publiquement leur disposition à participer à la recherche d'une solution politique et ont exprimé à maintes occasions leur vocation démocratique et pluraliste.

C'est dans ce cadre que la déclaration « rappelle qu'il appartient au peuple du Salvador d'engager un processus de solution politique globale... qui assure le respect de la volonté populaire, exprimé à travers des élections authentiquement libres et d'autres mécanismes propres à un système démocratique ».

Au-delà du Salvador, cette position constitue, en Amérique latine d'aujourd'hui, un acte de conviction démocratique, un engagement pour la défense des droits de l'homme et une manifestation pratique de solidarité avec les secteurs persécutés et réprimés par des gouvernements de facto. C'est sous cet éclairage que la grande majorité des Latino-Américains interprètent cette déclaration. Néanmoins, cette Amérique latine ne peut pas toujours s'exprimer librement parce qu'elle court des risques pour sa sécurité.

Dans cette situation, on parle d'ingérence dans les affaires intérieures quand il s'agit de défendre certaines valeurs démocratiques que la grande masse du peuple latino-américain porte dans son cœur et aspire à voir se réaliser chacun chez soi. Il faut se rappeler que cet argument d'intervention a été invariablement utilisé en leur faveur par les dictatures lorsqu'elles ont été condamnées aux Nations unies pour violation des droits de l'homme.

La réaction des gouvernements qui se sentent touchés est toujours le résultat visible d'une politique de principe. Dans cet acte politique, M. Mitterrand est conséquent avec son époque, ses idées et lui-même.

Il est ironique de penser que dans quelques semaines, le président de la République française va célébrer, à Yorktown, aux côtés de Ronald Reagan, la solidarité française avec la révolution d'indépendance des États-Unis, il y a plus de deux cents ans. Faudrait-il parler d'ingérence de la France dans les affaires intérieures du Royaume-Uni de l'époque ?

(*) Ancien ministre de l'Agriculture du Chili.

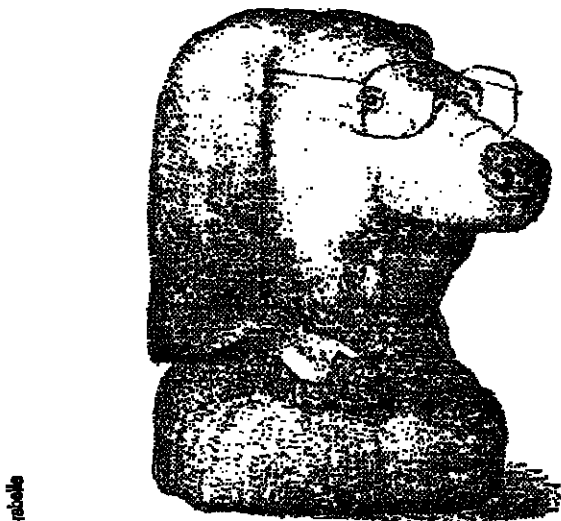
C'EST VRAI EXPRESS-ASSISTANCE

VOUS LOUE UN VÉHICULE A DES PRIX DÉFIANTS
TOUTE CONCURRENCE

R 5 TL ou 104 18 F par jour
GOLF GTI ou R 20 TS 38 F par jour
604 - R 30 TX ou R 20 TX 38 F par jour
+ facturation d'au moins 50 km par jour
à partir de 0,90 F le kilomètre

EXPRESS-ASSISTANCE - 504-10-50
65, rue Lauriston - 75116 PARIS

Comment repérer un bon film dans un champ de navets ?



A TRAVERS LE MONDE

Chine

• « DECOLLECTIVISATION » DENS LE FUJIAN. — La radio locale a annoncé, jeudi 4 septembre, que les paysans auraient désormais le droit d'exploiter à titre privé et de façon permanente des lopins de terre situés dans les montagnes et sur les plages. La portion de terre ainsi cultivée ne devra pas dépasser 15 % des terres cultivables. — (A.F.P.)

Lesotho

• LE VICE-PRÉSIDENT DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE DU LESOTHO aurait été enlevé et son petit-fils tué au cours d'une attaque menée par des inconnus, à Maseru, capitale du royaume, la semaine dernière, a-t-on appris mardi 8 septembre, à Paris, auprès de la Fédération protestante de France. L'Église évangélique du Lesotho a adressé un télégramme à la Fédération protestante de France l'informant de cette attaque au cours de laquelle « M. Ben Masilo et sa famille ont été sérieusement et brutalement attaqués avec des rafales de balles par des assassins inconnus. Le petit-fils de M. Masilo, âgé de trois ans, a été tué », ajoute le télégramme de l'Église évangélique. M. Masilo, un homme d'affaires laïc, connu pour son opposition au gouvernement, avait reçu à plusieurs reprises des menaces anonymes. Précise-t-on à la Fédération protestante. — (A.F.P.)

Portugal

• LE DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. PINTO BAL-SEMAO a été complété mardi 8 septembre avec l'investiture officielle par le chef de l'État portugais, le général Spâes, de quarante secrétaires et sous-secrétaires d'État. Le chef du

gouvernement ainsi que quatorze ministres et cinq secrétaires d'État dépendant du premier ministre avaient été investis le 4 septembre. Le quatorzième gouvernement portugais depuis la révolution du 25 avril 1974 comptera donc soixante membres. — (A.F.P.)

R. D. A.

• UN PÂTEUR, M. KLAUS DETLEF BECK, a été condamné à dix-huit mois de prison avec sursis par un tribunal est-allemand siégeant à huis-clos, a-t-on appris mardi 8 septembre à Berlin-Ouest, pour avoir accompagné au printemps dernier un groupe de ses paroissiens, qui voulaient quitter la R.D.A., jusqu'au siège de la représentation permanente de la R.F.A. à Berlin-Est. Le tribunal militaire de cette ville a d'autre part condamné mardi à quinze ans de prison un ressortissant ouest-allemand, M. Udo Harms, accusé d'espionnage au profit de la R.F.A. « dans le cadre des plans d'agression de l'O.P.A.N. » a précisé l'agence officielle ADN. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

• DEUX CENT CINQ SYNDICALISTES NOIRS ont été arrêtés, lundi 7 septembre à Mdantsane, par la police du Bantoustan (foyer tribal) du Ciskei. Le général Charles Sebe, chef des services de sécurité du Ciskei (et frère du « premier ministre » Lennox Sebe), a confirmé mardi ses arrestations et précisé que les responsables syndicaux seront inculpés de violation de la loi sur les rassemblements séditieux. Selon le général Sebe, les personnes arrêtées — qui entraient d'une réunion

inter-syndicale — ont « chanté des chants de liberté dénonçant l'actuel système de gouvernement et fait le salut du Pouvoir noir ». — (A.F.P.)

• LE CHEF DU BUREAU DE L'AGENCE AMÉRICAINE UNITED PRESS INTERNATIONAL (U.P.I.) en Afrique du Sud, M. Nat Gibson, a comparu mardi 8 septembre devant un tribunal sud-africain sous l'inculpation de « diffusion de nouvelles visant délibérément à semer l'incertitude ou à plonger l'opinion publique dans le pessimisme ». Les autorités lui reprochent une dépêche envoyée en juin 1980 sur des terres dans la province du Cap oriental et mentionnant

des mouvements de troupe. Le procès a été ajourné au 5 octobre. S'il est reconnu coupable, le journaliste risque une peine maximale de six mois de prison. — (Reuter.)

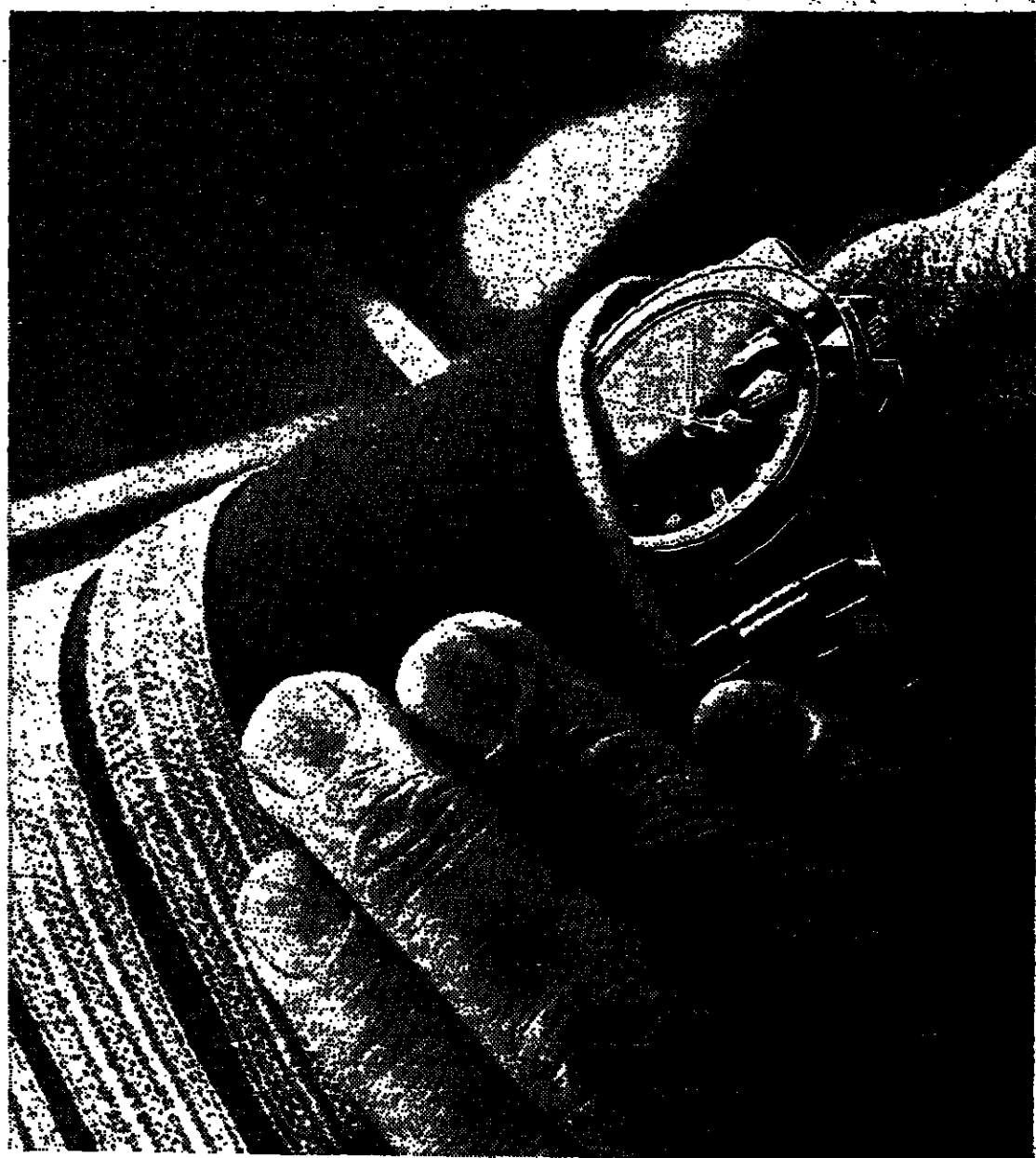
Roumanie

• CREATION DE CINQ NOUVEAUX MINISTÈRES EN ROUMANIE : production des machines et machines-outils, électronique et électrotechnique, pétrole, mines et géologie. Ces derniers ministères seront plus particulièrement chargés d'accroître la production pétrolière et charbonnière du pays pendant le quinquennat en cours. — (Reuter.)

Comment s'orienter dans la jungle-à-musiques ?



Nous sommes précis parce que vous êtes pressés.



Notre ponctualité c'est notre meilleure publicité. Et nous la soignons en investissant dans tout ce qui compte. L'entraînement intensif du personnel. Les systèmes de communication les plus performants. La maintenance. Et la flotte la plus moderne d'Europe. C'est votre exigence qui fait nos différences.

Lufthansa

orientations politiques des organes représentant la souveraineté nationale. »

Le député de la Réunion affirme qu'il n'y aura pas « d'ici longtemps, des recourses de l'Etat abandonnés aux collectivités locales, qu'on régiona ». En conclusion, il demande que l'Assemblée adopte deux amendements spécifiques que les régions sont des collectivités, à « contributions spécifiques » et que les régions ne dirigent pas la région ne dépendent pas directement du suffrage universel.

M. Flosse (R.P.R., Polynésie) souligne que les articles relatifs à l'allègement des charges de la région, les articles relatifs à l'application de la Polynésie des janvier 1982, et M. Foyer (R.P.R.,

M. de Launay : Je ne suis pas d'accord avec vous sur l'absence de précisions concernant la transformation de la région en collectivité territoriale. Je déclare : *« Vous nous faites mal dire, car les 22 février 1974, j'affirme qu'il n'y a pas de place pour deux collectivités de plein exercice, l'une à l'échelon régional, l'autre à l'échelon départemental »* ; rappelle à ce sujet le proverbe africain selon lequel *« il n'y a pas de place pour deux crocodiles mûles dans le même marigot »*.

**êtes centralisateurs
c'est tout !**

A black and white illustration of a stylized, rounded, and somewhat abstract figure, possibly a character or a piece of art, rendered in a high-contrast, grainy style. The figure has a large, rounded head with two prominent, circular eyes or openings. The body is also rounded and appears to be composed of several stacked or layered sections. The overall style is reminiscent of a woodcut or a high-contrast photograph.

Avec cette masse de manœuvres, j'ai joué dès lors un rôle important dans la constitution de chaque gouvernement de la IV^e République. J'ai été, en effet, le chef de l'Etat par le congrès du Parlement. Ainsi, en 1953, j'ai contribué à l'échec de Joseph Paul à la congrégation de la rue d'Alsace, que dirigea Blaise et, autre, « indépendant », René Coty.

Entre-temps, Roger Duchet entre au gouvernement. Il est secrétaire d'Etat aux travaux publics, sous le général de Gaulle. En 1951, ministres du T.T. dans ce même cabinet et dans les

● Après les plaintes de M. Gaston Defferre sur les articles publiés dans nos n^{os} 15, 22 juillet et 12 août par Minute, et qui le mettent en cause, M. Jean-Claude Mondeau, directeur de l'hebdomadaire « l'Europe », nous a informés, par l'intermédiaire de M. Claude Gratiot, juge d'instruction, de diffamation envers un membre du ministère et de la dégradation de la réputation d'un citoyen chargés d'un mandat public.

M. Defferre estime avoir été attaqué en sa double qualité de ministre et de député de Marseille. Il a demandé au Procureur de la décentralisation et de maire de Marseille.

(1) La loi du 5 juillet 1972 prévoit la création et l'organisation des régions.

Roger Duchet avait épousé, en 1963, Mme Andrée Debar, productrice de films et actrice. Lui-même se consacrait au cinéma comme directeur de la société de production Euro-France-Films. Dans la République épinglée (éditions Alain Moreau), Roger Duchet avoue, en 1975, tracé à travers une série de portraits un bilan alerte et parfois acéré de quarante années de passion politique. — A.P.

● **Après les plaintes de M. Gaston Defferre** :issant des articles publiés les 1^{er}, 15, 22 juillet et le 12 août 1961, *l'Espresso* s'est vu menacer en cause de M. Claude Gondeau, directeur de l'hebdomadaire, a été inculpé, le 8 septembre, par M. Claude Grelhier, juge d'instruction, de diffamation envers un membre du ministère et de diffamation envers un citoyen chargé d'un mandat public.

M. Defferre a répondu avoir été inculpé et sa double qualité de ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et de maire de Marseille.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le débat sur la motion de censure se déroulera le mardi 15 septembre

Le débat sur la motion de censure, déposée mardi 8 septembre par le groupe R.P.R., commencera mardi 15 septembre, à 17 heures, après la déclaration de politique générale que le premier ministre doit faire devant l'Assemblée dès 15 heures. Contrairement à ce qui avait été initialement prévu, l'interpellation de M. Mauroy ne sera pas suivie d'un débat. Au cours de la discussion sur la censure, un orateur

de chacun des quatre groupes interviendra, notamment M. Claude Labbé pour le R.P.R. La discussion du projet sur la décentralisation se poursuivra, d'autre part, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 septembre, et pourrait reprendre, si besoin est, lundi 13 septembre. Ces décisions ont été prises par la conférence des présidents qui s'est réunie ce mercredi matin 9 septembre.

Le débat de la rentrée parlementaire, le R.P.R. a atteint la première partie de son objectif : les motions ont moins parlé de la reprise du débat sur la décentralisation que de la censure. Si celle-ci était discutée mardi, les députés gaullistes attendraient leur tour, faire parler d'eux et prendre de vitesse le premier ministre.

M. Joux, président du groupe socialiste, ne s'y est pas trompé : pour lui, cette discussion aurait pu fort bien avoir lieu lundi, ce qui, aux yeux de M. Labbé, aurait constitué une « manœuvre maoïste » à l'égard du R.P.R. En décidant que la discussion de la motion de censure aura lieu immédiatement après la déclaration de M. Mauroy, la conférence des présidents a tenu une attitude de compromis : le premier ministre garde la « vedette » de cette journée et le R.P.R. a obtenu — partiellement — satisfaction.

LAURENT ZECCHINI.

Déposée en vue d'occuper le terrain à l'entrée de la rentrée parlementaire, la motion de censure du groupe R.P.R. a causé une certaine surprise, mardi 8 septembre, à l'Assemblée. Le groupe U.D.F., qui n'a pas été associé à cette initiative, et qui n'en a été averti qu'au début de l'après-midi, n'est pas hostile à un texte qui condamne la « détérioration accélérée de la situation économique et sociale » et dénonce « l'absence de tout programme cohérent et crédible » pour lutter contre le chômage et l'inflation, et votera donc la censure. Le président du groupe U.D.F., M. Jean-Claude Gaudin, a cependant émis des doutes quant à l'opportunité d'une telle décision, estimant que celle-ci a été prise peut-être un peu tôt. Les explications de M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., selon lesquelles c'est un manque de temps qui a empêché les députés gaullistes de prévenir, voire d'associer, ceux de l'U.D.F.

à cette initiative, n'ont pas convaincu. À l'évidence, le R.P.R. souhaitait faire cavalier seul. Et si les députés du parti républicain, réunis en « université d'été » à La Canourgue (Lozère), se sont félicités du dépôt d'une motion de censure, M. Solson, député de l'Yonne, n'a pas vu dans la démarche solitaire du R.P.R. un geste très amical à l'égard de l'U.D.F.

M. Gaudin craint, d'autre part, que le débat de censure n'ait de nature à désorganiser la tenue des journées parlementaires de l'U.D.F., prévues pour les lundi 14 et mardi 15 septembre.

Le choix de la date de dépôt de cette motion de censure n'est en effet pas anodin. L'article 154 du règlement de l'Assemblée prévoit que la discussion d'une motion « doit avoir lieu au plus tard le troisième jour de séance qui suit le dépôt de la motion ». L'Assemblée nationale de quarante-huit heures consécutives au dépôt. Celui-ci

L'intention est transparente : M. Mauroy ne s'exprimerait plus solennellement devant les députés pour présenter les grandes options du gouvernement. Il répondrait à l'interpellation des députés gaullistes. En déposant une motion dès le premier

jour de la rentrée parlementaire, le R.P.R. a atteint la première partie de son objectif : les motions ont moins parlé de la reprise du débat sur la décentralisation que de la censure. Si celle-ci était discutée mardi, les députés gaullistes attendraient leur tour, faire parler d'eux et prendre de vitesse le premier ministre.

M. Joux, président du groupe socialiste, ne s'y est pas trompé : pour lui, cette discussion aurait pu fort bien avoir lieu lundi, ce qui, aux yeux de M. Labbé, aurait constitué une « manœuvre maoïste » à l'égard du R.P.R. En décidant que la discussion de la motion de censure aura lieu immédiatement après la déclaration de M. Mauroy, la conférence des présidents a tenu une attitude de compromis : le premier ministre garde la « vedette » de cette journée et le R.P.R. a obtenu — partiellement — satisfaction.

Enfin conséquents, mais...

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., député de Paris, n'ayant pas attendu la rentrée anticipée des Assemblées pour déclarer que « le gouvernement enregistre des échecs très graves » et que « l'on assiste, à l'heure actuelle, à une dupes (1) », ses collègues chiraquiens l'auraient cruellement déçu. Et se seraient ridiculisés eux-mêmes s'ils n'avaient pas décidé de censurer le gouvernement Mauroy dès l'ouverture de la deuxième « session extraordinaire de la législature ».

Ils censurent donc, d'entrée de jeu. Et apparaissent enfin conséquents après avoir oublié de l'être pendant plus de quatre ans, s'il est vrai qu'entre la date de la fondation du R.P.R. (5 décembre 1976) et celle du premier tour de l'élection présidentielle (26 avril 1981) ils n'avaient jamais cessé de vilipender M. Giscard d'Estaing sans jamais aller pour autant jusqu'à censurer les gouvernements de M. Barre.

Après avoir chèrement payé cette durable incohérence lors de la « présidentielle » puis lors des « législatives », ils étaient cent cinquante-cinq et ne sont plus que quatre-vingt-huit, ils peuvent espérer qu'on leur saura gré d'accorder enfin leurs votes à leurs raisonnements.

Rien n'est pourtant assuré. Quelques-uns risquent de se demander s'il est raisonnable de contribuer de façon décisive, en contribuant de façon décisive, au renouveau de la République, à la victoire de M. Mitterrand sur M. Giscard d'Estaing, puis de prétendre en septembre répudier le premier ministre de M. Mitterrand après avoir supporté celui de M. Giscard d'Estaing du 25 août 1976 au 13 mai 1981.

Question naïve et idiote, diront-ils. Mais rien ne prouve qu'il n'y ait plus, en France, ni naïfs ni idiots.

RAYMOND BARRILLON.

UNE DÉTÉRIORATION ACCÉLÉRÉE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Se fondant sur l'article 154 du règlement de l'Assemblée nationale (1), M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., a interpellé le gouvernement, mardi 8 septembre, à l'Assemblée, en déposant une motion de censure. Le texte de cette motion stipule : « Considérant qu'en dépit de l'attente des Français, malgré la détérioration accélérée de la situation économique et sociale du pays et contrairement à de nombreuses affirmations de principe émises par les faits, le gouvernement n'a pas orienté son action dans le sens de la priorité à reconnaître à la lutte contre le chômage et l'inflation. »

« Considérant que des références constantes à l'héritage de la gestion passée ne sauraient masquer plus longtemps l'absence de tout programme cohérent et crédible en la matière. »

« Considérant qu'au surplus diverses initiatives récentes, loin de répondre aux nécessités de l'heure, ont contribué à créer un climat d'incertitude, de doute, de

renoncement, qui hypothèque par avance les chances d'une reprise de l'activité, seule susceptible d'assurer l'équilibre de l'économie française, donc seule garante du plein emploi, et de progrès social », les députés R.P.R. censurent le gouvernement.

Ce texte est signé par cinquante-huit députés R.P.R.

(1) « Le député qui dépose une interpellation au gouvernement, en informe le président de l'Assemblée au cours de la séance publique en joignant à sa demande une motion de censure... »

Le R.P.R. veut être le fer de lance de l'opposition

Quelques heures avant l'ouverture, mardi 8 septembre, de la session extraordinaire du Parlement, le bureau du groupe R.P.R. de l'Assemblée a pris l'initiative de déposer une motion de censure contre le gouvernement.

Certaines réticences étaient pourtant exprimées dans les rangs des élus chiraquiens quant à l'opportunité d'une telle « décision ». Quelques députés préférant attendre la fin de la session d'automne — qui commence le 2 octobre — pour sanctionner le gouvernement. Mais, au cours de la réunion plénière du groupe, ces hésitations ont disparu et c'est à l'unanimité que la décision a été adoptée.

Seul M. Jacques Chaban-Delmas a maintenu ses réserves et n'a pas voté avec ses collègues. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'un membre du bureau du R.P.R. le maire de Bordeaux prend une attitude originale, mais solitaire. Les autres parlementaires ont été convaincus par les arguments présentés à tour à tour par MM. Séguin, député des Vosges, Jacques Chirac et Claude Labbé, président du groupe.

En déposant la première motion de censure de la nouvelle législature quatre mois — à deux jours près — après l'élection de M. François Mitterrand, le groupe R.P.R. veut se faire l'interprète de l'opinion qui s'inquiète de l'évolution de la situation économique et sociale. Des députés

action dans les seuls domaines de l'emploi et de l'inflation. Ils veulent éviter le reproche de partialité que l'électeur qui lui a confié ses suffrages les 14 et 21 juin pourrait adresser à l'opposition d'aujourd'hui.

Il est aussi très encourageant à la faire par l'actuelle des députés du groupe U.D.F. — bien peu de « giscardiens » étaient en séance mardi — et par quelques autres députés socialistes qui accordent leur soutien à la motion de censure. M. Chirac, une nette préférence comme chef de l'opposition par rapport aux autres responsables de l'ancienne majorité (le Monde du 8 septembre). Toutefois, le maire de Paris ne prendra pas la parole dans le débat de censure, réservant sa première intervention pour le compte rendu des élections de juin aux journées parlementaires R.P.R. qui se tiendront à La Baule, le 26 septembre, ou, pour une conférence de presse.

En usant d'une des armes constitutionnelles qui restent à la disposition de l'opposition — ainsi que la gauche le faisait sous les présidences séparées des députés R.P.R. — veulent également « prendre de court » M. Mauroy, qui doit faire le 15 septembre une déclaration économique. Il souhaite aussi, selon M. Labbé, mettre le premier ministre « au pied du mur » et l'obliger à dire quelques vérités sur la situation qu'il a prise depuis trois mois « pour juguler les deux maux de l'économie française ».

Les gaullistes reprochent, en effet, aux socialistes de se retrancher toujours derrière la gestion du gouvernement et du président précédents, dont ils ont eux-mêmes dénoncé les carences pendant les campagnes électorales du printemps dernier. Enfin par cette initiative, le R.P.R. veut rappeler qu'il entend se comporter comme le fer de lance de l'opposition.

ANDRÉ PASSERON.

M. Pierre Mauroy affirmé, dans une interview à l'hebdomadaire le Pétit, publiée le 9 septembre, que :

« Nous ne porterons jamais atteinte au droit de choisir tel ou tel type d'enseignement, il y aura donc toujours un enseignement religieux et notamment religieux. La plupart des établissements d'enseignement religieux sont des associations à but non lucratif, nous leur proposons de garantir et de renforcer cette association. Une négociation doit donc s'ouvrir sans perdre de temps pour préparer une évolution dont le rythme sera fixé d'un accord commun. Le débat parlementaire ne pourra s'engager que sur la base de cette libre négociation, qui se déroulera au début de l'année prochaine. »

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES VONT CONSULTER LES COMITÉS D'ENTREPRISE DES SOCIÉTÉS NATIONALISABLES

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a déclaré le mardi 8 septembre, après une réunion du groupe, que les communistes abordent les travaux de la session « avec la volonté de faire avancer les choses et de marquer des points, malgré la réduction de leur groupe parlementaire ».

M. Lajoinie a indiqué que le groupe avait décidé de créer des « missions de députés » qui vont se rendre auprès des comités d'entreprise des entreprises nationales et de leurs filiales à travers tout le pays, et qui seront chargées de recueillir l'opinion des travailleurs et de leur faire part des propositions communistes. Il a également déclaré que le groupe communiste ne veut pas « modifier le champ des nationalisations, bien qu'il ait souhaité qu'il soit plus étendu ».

Il a indiqué que deux groupes de travail avaient été créés, l'un sur les nationalisations, l'autre sur l'énergie. Les députés communistes souhaitent d'autre part, que soit établi un ordre du jour complet des travaux de l'Assemblée afin que soient discutés des textes proposés par les parlementaires. Une vingtaine de propositions ont déjà été déposées sur le bureau de l'Assemblée par le groupe communiste. Elles portent, notamment, sur les droits des femmes, le problème des expulsions de locataires et les allocations versées aux chômeurs en fin de droits.

Le parti communiste est favorable à l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne. Le comité régional du parti communiste s'est déclaré favorable le 8 septembre, à la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne et pour l'extension de la Bague (Manche).

M. Louis Leroux, membre du comité central, rendant compte des travaux du comité régional d'action et de concertation du P.C.F., a affirmé, au cours d'une conférence de presse à Rennes, que « la nucléaire est une base de développement indispensable pour développer l'économie, pour créer des emplois ». Il a estimé qu'il était nécessaire de créer onze mille emplois industriels et stratégiques pour mille dans le bâtiment, les travaux publics et les services publics dans le cadre du plan intérimaire de deux ans.

Suppléant au Palais-Bourbon de Mme Questiaux

M. MOULINET (P.S.) RENONCE À SIEGER AU CONSEIL DE PARIS

M. Louis Moulinet a renoncé à exercer ses fonctions de conseiller suppléant de Paris (troisième arrondissement) pour se consacrer à son mandat de député de la troisième circonscription, où il avait été élu, au sein du ministère de la solidité nationale.

Dans une lettre adressée à M. Chirac, il explique : « Avec l'arrivée au Palais-Bourbon d'une nouvelle majorité, l'importance des travaux parlementaires est devenue telle qu'il me paraît souhaitable, pour remplir avec tout le sérieux et la compétence de la tâche qui m'est confiée, de lui consacrer, pour les mois importants qui s'annoncent, la quasi-totalité de mon temps. »

M. Moulinet, qui était conseiller de Paris depuis 1971, sera remplacé au sein de l'assemblée parisienne par son suppléant, M. Alexis Manzanache.

BREVE MANIFESTATION DEVANT L'ÉLYSÉE POUR LA LIBÉRATION DES « PRISONNIERS POLITIQUES »

Une vingtaine de jeunes gens ont tenu devant l'Élysée une manifestation de protestation contre la libération des « prisonniers politiques » et se réclamant du comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques. Ils ont manifesté ce mercredi 8 septembre vers 13 h 30, devant le palais de l'Élysée, où était encore réuni le conseil des ministres.

Dans des tracts, le comité a invité à manifester le jeudi 10 septembre devant le palais de justice de Paris la chambre d'accusation devant statuer sur la demande de mise en liberté de quatre détenus. Selon des témoins, le service d'ordre, intervenu très rapidement, a fait montre de brutalité, tirant par les cheveux et frappant à coups de pied et coups de poing les manifestants, qui ont été aussitôt emmenés à bord de fourgons de police vers le commissariat du 6^e arrondissement, pour vérification d'identité.

UNESCO

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Un milliard d'illettrés en l'an 2000

La quinzième Journée internationale de l'alphabétisation, organisée par l'UNESCO, a été célébrée le mardi 8 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation. M. M. Bow, directeur général, l'occasion de rappeler au monde entier que l'alphabétisation est une condition indispensable pour le développement économique et social. Il a estimé qu'il était nécessaire de créer onze mille emplois industriels et stratégiques pour mille dans le bâtiment, les travaux publics et les services publics dans le cadre du plan intérimaire de deux ans.

Cet accroissement numérique masque toutefois la réduction du taux global d'alphabétisation, de 22,40 % en 1970 à 28,90 % en 1980 et selon les dernières estimations à 29,70 % en 1980. « Réduire le taux global d'alphabétisation, c'est réduire le nombre de personnes qui ne peuvent être combattues que par l'éducation », a déclaré M. Bow.

La Journée internationale de l'alphabétisation a donné lieu, comme chaque année, à une réunion de prix récompensant les efforts accomplis en la matière. Le président du jury international, M. Malcom Adeshiah, a remis le prix Nadia K. K. à la Fédération des femmes cubaines « pour son action dévouée au service de l'éducation des femmes cubaines converties par l'alphabétisation ». Le prix de l'Association internationale pour la lecture a été décerné au département de l'éducation de l'État de Bihar (Inde) « pour avoir mené, dans des conditions extrêmement difficiles une vaste et efficace campagne d'alphabétisation à l'échelle de cet État ».

Dans un appel international lancé depuis Addis-Abeba le 27 juin, M. Bow avait rappelé que lors de leur première rencontre, en 1961, les ministres de l'éducation des États membres de l'UNESCO ont convenu d'un objectif commun : éliminer l'illettrisme. En 1980, dans chaque pays, un enseignement primaire universel est loin d'être atteint, et

M. M. Bow, dans la carte mondiale de l'alphabétisation, correspond dans une large mesure, à celle de la pauvreté. Ce n'est pas un hasard. Pauvreté et analphabétisme se renforcent mutuellement. Et c'est pourquoi ils ne peuvent être combattus que simultanément.

Le pape Jean-Paul II a salué la Journée internationale par un message adressé au directeur général de l'UNESCO. Il a déclaré que l'alphabétisation est une condition indispensable pour le développement économique et social. Il a estimé qu'il était nécessaire de créer onze mille emplois industriels et stratégiques pour mille dans le bâtiment, les travaux publics et les services publics dans le cadre du plan intérimaire de deux ans.

La Journée internationale de l'alphabétisation a donné lieu, comme chaque année, à une réunion de prix récompensant les efforts accomplis en la matière. Le président du jury international, M. Malcom Adeshiah, a remis le prix Nadia K. K. à la Fédération des femmes cubaines « pour son action dévouée au service de l'éducation des femmes cubaines converties par l'alphabétisation ». Le prix de l'Association internationale pour la lecture a été décerné au département de l'éducation de l'État de Bihar (Inde) « pour avoir mené, dans des conditions extrêmement difficiles une vaste et efficace campagne d'alphabétisation à l'échelle de cet État ».

Dans un appel international lancé depuis Addis-Abeba le 27 juin, M. Bow avait rappelé que lors de leur première rencontre, en 1961, les ministres de l'éducation des États membres de l'UNESCO ont convenu d'un objectif commun : éliminer l'illettrisme. En 1980, dans chaque pays, un enseignement primaire universel est loin d'être atteint, et

15.000 TAPIS D'ORIENT

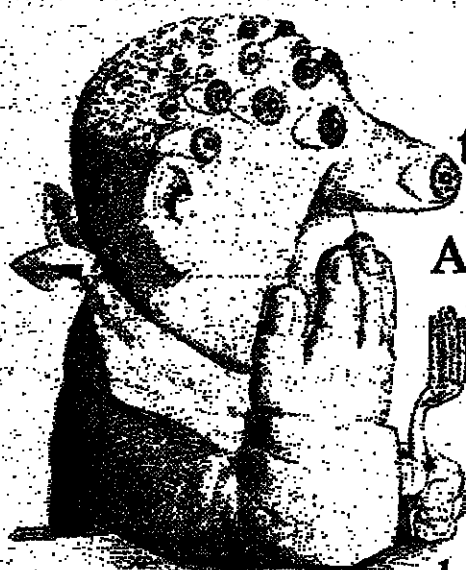
CERTIFICAT D'ORIGINE - CREDIT GRATUIT immédiat sur demande

Ouvert tous les jours, DIMANCHE INCLUS, à partir d'aujourd'hui de 10 à 19 h dans les entrepôts

COMPTOIR FRANCE ORIENT 15 RUE DIEU - 75010 PARIS Métro République Tél. : 239.32.00

مقران ارميل

Télévision, cinéma, radio, disques, livres, théâtre: comment **Télérama** vous branche sur les bons spectacles.



Pour prévenir
la téléindigestion.

La plupart des téléspectateurs se nourrissent mal. A raison de 25 heures par semaine, ils finissent par succomber à la téléindigestion, victimes de leur boulimie incohérente.

C'est parce que cette maladie chronique est par trop répandue que **Télérama** a imaginé une formule préventive originale. Pour chaque jour de la semaine, chaque émission, chaque film sont analysés, commentés, appréciés : de quoi vous composer au jour le jour un menu équilibré et frais, sans fadeur ni mauvaise surprise.

Mais au-delà de cet art de consommer la télé, qui n'exclut pas quelques gourmandises, **Télérama** déborde largement le cadre du petit écran.

Vous aimez le cinéma, et vous faites une allergie aux navets? Chaque semaine, **Télérama** voit tous les films qui sortent, vous les présente et les critique.

Vous voulez vous repérer dans les salles obscures? Voici les portraits, les aveux et les révélations de ceux



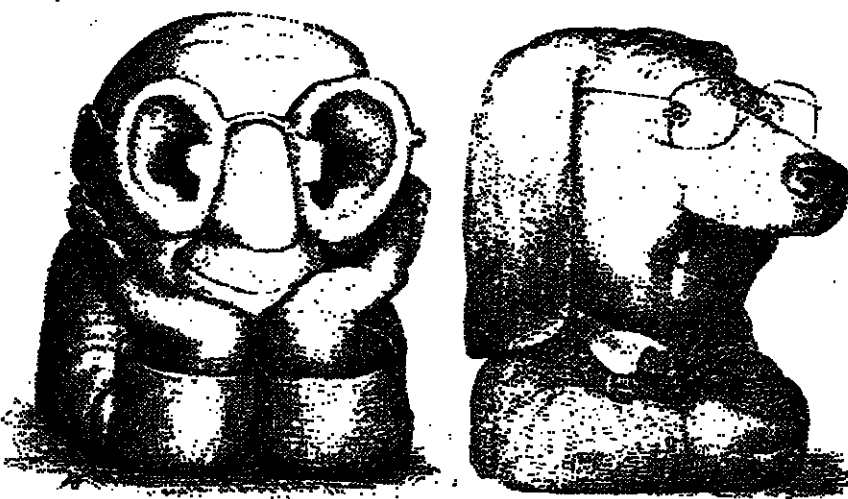
Pour s'orienter
dans la jungle-à-musiques.

qui, créateurs ou acteurs, font le cinéma d'aujourd'hui.

Classique, rock, jazz, variétés, à nous, à vous toutes les musiques!

Parmi les milliers de disques nouveaux, **Télérama** vous livre ses coups de cœur, ses émerveillements.

Radio : c'est le seul hebdo qui vous

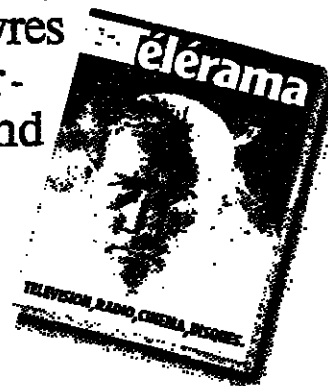


Pour détecter les ondes de plaisirs... et pour repérer
les bons films dans les champs de navets.

donne tous les programmes de toutes les stations nationales. Amateurs de musique ou de grands débats, d'interviews-vérité ou de voyages au fond de la nuit : voici votre guide.

Certains soirs, **Télérama** vous pousse vers d'autres plaisirs : ouvrir un bouquin ou aller au théâtre. A vous de choisir suivant vos désirs.

Télérama : un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, le cinéma, la radio, les disques, les livres et le théâtre. Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, pour vous brancher sur les bons spectacles.



ÉDUCATION

Enseignants, encore un effort...

Voilà donc l'école réhabilitée. Telle est, du moins, l'intention qu'aura manifestée l'été. Choyée au collectif budgétaire, nourrie de milliers d'enseignants supplémentaires, gratifiée d'un soulagement moral et matériel, l'institution scolaire s'inscrit au tableau d'honneur de l'état de grâce. On appréciera le changement de ton : l'entreprise n'est plus le modèle de référence ; la mode inégalitaire semble un mauvais souvenir ; c'en serait fini de cette complaisance pour les hiérarchies « naturelles » et les positions acquises. En ce centenaire des grandes lois scolaires républicaines, le nouveau pouvoir, par tradition et par conviction, dit nettement que l'école sera de ses protégés. Et que l'honneur social serait d'y amener le plus grand nombre le plus loin possible.

Les premiers satisfaits seront sans doute les enseignants. Car il n'est d'école sans eux ; et ce qui profite à l'une profite aux autres. Mais, qu'à troubler la distribution des prix, on souhaite, ici, qu'ils ne soient pas les seuls. Non que ces mesures indifférentes ne traduisent un mieux. Toutefois, elles ne suffisent pas : si la scène change de décor, encore faudrait-il que le livret soit déposé. Et c'est aux maîtres qu'on voudrait le faire : à ceux qui, entre quatre

murs, feront l'école de tous les jours. La corps enseignant, en ses pesanteurs majoritaires, a la tâche de l'enseignant d'identifier le bien-être de l'école avec le sien propre. C'est affaire d'isolement : quelque peu retranchée et mise à distance de la vie sociale, cette institution que, de leur vie, les ne quittent guère, les entretient peut-être plus que leurs élèves eux-mêmes. Affaire de corporatisme aussi, pour mieux défendre ses adhérents, le syndicalisme enseignant ne s'est-il pas moulé dans les divisions catégorielles, se concentrant sur des revendications essentiellement matérielles ?

Probablement y a-t-il de bonnes raisons : la situation financière de nos maîtres ne nous a jamais grand. « Honte ! Infamie ! Le peuple qui paye le moins ceux qui instruisent le peuple, c'est la France » : on n'oserait reprendre ce cri de Michel en 1846, affirmant qu'un garçon boulangier parisien gagnait alors autant que six maîtres d'école. Tout au plus, rappellerait-on que, de 1948 à 1978, le profil de carrière d'un instituteur n'a pas changé, tandis que celui d'un commissaire de police gagnait 24 points. De bons salaires pour une meilleure école : si elle n'est suffisante, la condition est au moins nécessaire.

Un bel enjeu

Mais l'adéquation entre l'amélioration de l'enseignement, et le confort enseignant ne vaut pas toujours. Un exemple, et non des moindres : la reproduction par l'école des inégalités sociales. Si l'on reconnaît, que la combattre suppose d'interroger la distance culturelle qui éloigne les maîtres des enfants de familles populaires de prendre le temps de discuter une pédagogie par trop centrée sur la compétition ; d'ouvrir l'école aux familles défavorisées, et aux organisations ouvrières ; — on admettra alors que la rénovation entraîne des remises en cause douloureuses.

N'est-il pas cependant plus bel enjeu ? Si, comme l'affirment les sondages, les enseignants épousent largement la gauche et ses idéaux égalitaires, n'est-il pas temps d'accorder les actes aux paroles ? Avec le changement politique, s'amenuisent les réticences : on ne peut plus guère imputer l'immobilisme aux débouchés du pouvoir en place. Que d'attitudes et de pratiques, des plus infimes aux plus essentielles, n'alimenteraient-elles pas ? Ces fiches jaunies, où s'étole le même cours indéfiniment ressassé ; cet emportement contre les « mauvais élèves », bons émissaires de l'impulsion pédagogique ; cette crispation sur les titres, les catégories et les hiérarchies qui fait le

silence des « salles de profs » ; ces habitudes perverses qui veulent que les classes de relégation, celles du rejet de l'école et de son ordre, soient le lot des plus jeunes et des moins expérimentés ; cette réticence à l'interdisciplinarité, au travail d'équipe, à la disponibilité hors des heures de cours ; cette innocence aveugle sur les finalités d'une école qui, pour l'heure, n'en finit pas de produire l'échec d'un grand nombre et le tri d'une minorité...

Certains maîtres font, bien sûr, exception. Et, sans doute aussi, le changement demande-t-il à être encouragé d'en haut. On aurait aimé, par exemple, que, plutôt que de recruter précipitamment de nouveaux enseignants, le gouvernement fasse une priorité de la titularisation des maîtres-adjoints, ces éternels bouche-trous du second degré. On apprécierait également quelques décisions concernant l'inspection, dont le rôle hiérarchique paralyse et étouffe maintes initiatives. Mais cela ne dérive pas, pour autant, les enseignants de leurs responsabilités propres.

Plutôt que d'accabler, on voudrait donc exhorter. Il est temps, grand temps de changer l'école. Y a-t-il eu, depuis longtemps, moment plus favorable ?

EDWY PLENEL

Réconcilier le peuple avec son école

(Suite de la première page.)

Il ne faut pas se dissimuler dès lors que, si la pluralité des sensibilités se traduit par une pluralité d'institutions concurrentes, voire rivales, il y a danger pour l'unité nationale. Mais, d'autre part, si l'unité nationale sert de prétexte à la conformation des esprits et des consciences, coulés dans un même moule, il y a danger pour les libertés individuelles et collectives. C'est la fin de la démocratie.

Tel est le fond du débat.

Si les questions sont simples dans leur formulation, les réponses ne le sont pas. Elles relèvent de la conscience de chacun, donc de conceptions très différentes de la société et de la place qu'elle fait aussi bien à l'individu qu'à la communauté nationale.

Radicaliser les positions, faire des procès d'intention, lancer des invectives ou des anathèmes, ne peuvent en rien modifier les données du problème. C'est, à coup sûr, retarder la solution qu'il faudra bien trouver un jour. Faire jouer les seuls rapports de force n'est ni réaliste, ni constructif, ni équitable. Ni la raison ni le cœur ne peuvent y trouver leur compte. Il ne doit y avoir, en ce domaine surtout, ni vainqueurs ni vaincus, mais tout simplement des hommes et des femmes de bonne volonté sachant se dépasser eux-mêmes pour vivre ensemble dans un pays libre.

Le problème scolaire français — et la nationalisation de l'enseignement n'en est qu'un aspect — ne trouvera pas de solution dans des lois contraignantes pour une partie de notre peuple. On l'a bien vu avec les lois scolaires de Vichy, on le voit aujourd'hui avec celles de la Cinquième République. On le verra demain si on les abrogeait brutalement.

Si l'on veut admettre que la nationalisation peut constituer « la » solution, elle doit correspondre au désir, à l'aspiration, à la volonté de la grande majorité de tout un peuple. Une loi scolaire, surtout si elle émane de la « gauche », ne peut être une loi partisane et encore moins de revanche. La majorité au pouvoir, en l'occurrence, ne doit pas faire « acte de parti », mais « acte de nation ».

Telles étaient les lois scolaires de la III^e République, auxquelles tout le monde se réfère aujourd'hui, y compris les héritiers spirituels et politiques de ceux qui les combattent. Elles mirent cependant plus de vingt années pour être progressivement appliquées et entraînèrent de nombreux. Elles ne triomphèrent vraiment dans les esprits que grâce au dévouement sans limites, à la valeur morale, à la compétence de milliers d'hommes et de femmes devenus légendaires, prêts à bien des sacrifices pour le bien de l'éducateur.

C'est dire que le peuple tout entier doit avoir tout se réconcilier avec « son » école, se reconnaître en elle, dans son idéal interne et humain, mais aussi dans sa vie et son fonctionnement quotidiens. Elle doit être, devenir ou redevenir indiscutable et indiscutée par les « honnêtes gens » de tous bords. Tout, alors, devient possible, et, si la pluralité des sensibilités se retrouve dans l'institution faite pour tous ouverte à tous, un espoir de solution peut raisonnablement naître.

Une école exemplaire

Mais l'exigence demeure d'abord de dépolitiser le débat. Ensuite, d'ouvrir une large concertation où le corps enseignant, les familles et les pouvoirs publics débattent de ce qui les concerne au premier chef, sans perdre de vue, cependant, que l'école n'est pas leur affaire exclusive. Elle est celle de la nation parce qu'elle engage tout entière dans toutes ses composantes. Elle concerne en particulier ses couches les plus humbles et les plus démunies, qui, sans elle, ne seraient rien, et en attendent tout.

Il faudra, enfin, abandonner esprit de système et dogmatisme pour ne jamais oublier que l'enfant est au centre du débat, qu'il demeure l'objectif essentiel, voire unique, il doit être instruit, éduqué, formé, révéler à lui-même, épanouir, dans son

seul intérêt et pour son avenir. Étranger aux querelles des hommes et aux ségrégations du passé, il a droit au bonheur par son travail, son effort et ses victoires sur lui-même.

Bien des schémas simplistes et des habitudes de pensée sont à reconsidérer et à modifier si l'on accepte d'aborder ainsi ce trop vieux problème.

Une réforme institutionnelle d'une telle portée réclamerait, cent ans après, aux « îles organiques » de Jules Ferry. À l'aube du vingt et unième siècle, elle engagerait à son tour, et durablement, l'avenir, dans la mesure où elle traduirait un très large consensus dépassant la volonté politique exprimée par une consultation électorale. Touchant aux convictions intimes de chaque citoyen, elle devrait être littéralement « portée » par un puissant courant d'opinion qui déborderait les clivages politiques, philosophiques ou religieux.

Mais pour que les Français et les Françaises soient prêts à recevoir cette institution scolaire nationale, faut-il encore qu'elle soit largement admise, donc exemplaire.

Exemplaire quant à la qualité et au contenu de l'instruction, de l'éducation, de la formation qu'elle prodigue à la fois sur les plans intellectuel, physique, moral et civique. Exemplaire quant à la compétence, le dévouement, la valeur humaine et l'enthousiasme des maîtres, instituteurs et professeurs, qui l'animent et prennent en charge les enfants et les adolescents.

Pour cela, impérativement, deux conditions doivent être remplies.

Il importe, d'abord, que l'État — et, par conséquent, le gouvernement responsable — mette à la disposition de l'école de la nation les moyens nécessaires dans tous les domaines. En particulier doivent être définis les critères d'un recrutement des personnels où les qualités humaines et la volonté d'enseigner soient prises en compte au même titre que le niveau des connaissances en vue d'une formation complète, harmonieuse, bien adaptée aux exigences de la profession et aux besoins des enfants. De même

convient-il d'assurer à ces maîtres, sur les plans moral et matériel, la place qui leur revient dans la communauté nationale.

Il est ensuite non moins indispensable que les enseignants ainsi préparés, disposant de moyens concrets, soient réclassés dans le milieu où s'exerce leur action, mobilisant au service des enfants comme de l'institution toutes leurs forces, leurs connaissances, leur savoir-faire, et leur talent. L'accomplissement de cette mission requiert leur adhésion et tout leur cœur.

Préparer les esprits

Cette double exigence satisfait, l'école sera en mesure de donner à chaque enfant, quels que soient ses origines sociales, son milieu culturel, son lieu de naissance, l'option de ses parents, ses facultés ou ses handicaps, le maximum de chances pour aborder la vie. Pourquoi alors les familles de ce pays, faisant confiance à « leur » école de toutes — et chacune — se reconnaissent et ont leur place, iraient-elles chercher ailleurs ce qu'elles sauraient, déjà, être le meilleur ?

Le temps faisant son œuvre, l'école et ses maîtres faisant l'éclatante démonstration de leur valeur et de leur réussite, alors pourrait être mis en marche un processus de nationalisation, non pas imposé, mais très largement souhaité et voulu.

Forgeant l'avenir en renforçant l'unité nationale dans le respect des consciences, comment cette école ne serait-elle pas porteuse d'espoir ?

Préparer les esprits à cette évo-

lution doit être, dans les temps présents, la préoccupation majeure des pouvoirs publics comme des fonctionnaires de l'éducation nationale et de leurs organisations professionnelles. Chacun faisant son devoir, les premiers donnant les moyens, les seconds le meilleur d'eux-mêmes dans une sérénité retrouvée, le problème de la nationalisation doit se poser, en d'autres termes.

Avec les précautions, la prudence, l'esprit de responsabilité et le respect d'autrui qui s'imposent, qui pourrait refuser de rouvrir le débat et remonter au dialogue ? Dans un climat nouveau, il doit être possible de trouver en commun des formules acceptables pour que tous les petits Français et toutes les petites Françaises puissent grandir en paix.

Pour ces enfants, qui sont les nôtres, qui ne voudraient prendre tous sa part d'une existence conquise ?

ANDRÉ OULIAC

MÉDECINE

M. Jack Ralite lance une enquête sur la situation sanitaire de la Corse

Bastia. — M. Ralite, ministre de la santé, a annoncé le mardi 8 septembre, à l'occasion d'un voyage à Ajaccio et à Bastia, la mise en place d'une mission de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), chargée de « réaliser une enquête sur la réalité de la situation sanitaire en Corse ». La mission a été confiée à deux fonctionnaires de l'IGAS, M. François Rocchi et Mme Dr Lisa Lefevre. Elle sera terminée début novembre. A cette date, M. Ralite fera un nouveau voyage pour traduire les conclusions de cette « radiographie en profondeur de la santé de la Corse » en termes budgétaires : les premières mesures

préconisées seront inscrites dans le budget 1982. Si l'on excepte le déplacement effectué le 1^{er} septembre à Longwy (« Le Monde » du 3 septembre) — où les questions soulevées ne touchaient qu'un seul chapitre des maux professionnels, — c'est la première mission officielle « sur le terrain » du ministre. Bien qu'il n'ait pas inscrit au programme du « tour de France » que le ministre effectuera entre le 17 septembre et le 16 octobre, cette tournée inaugure une série de contacts directs, notamment avec les médecins hospitaliers ou libéraux de la « base ».

De notre envoyé spécial

La Corse est une île où la situation sanitaire de l'île ne se caractérise pas par une insécurité de données hospitalières. En cela elle représente sans doute un modèle pour d'autres régions. En novembre, le bulletin d'information de la préfecture de la région corse estimait « suffisante » la densité des personnels médicaux et paramédicaux. De 1970 à 1978, le volume des lits existants (hôpitaux, hospices, maisons de repos, sanatoria) est passé de 2 023 à 2 182. De même, la densité nationale est presque égale à la densité nationale et le nombre des pharmaciens et des infirmières y est plus élevé.

Le paludisme a disparu depuis une dizaine d'années, alors que

le taux de mortalité infantile rattrapait progressivement le moyenne nationale. En réalité, plus que le nombre et le volume des structures sanitaires, ce sont les disparités géographiques qui posent problème, notamment dans les zones rurales et dans l'intérieur. Un dernier chiffre ne peut manquer de surprendre : chaque année, quatre mille Corsais vont se faire traiter sur le continent. Crise de confiance ? Sentiment d'insécurité ? Cette donnée mériterait à elle seule que l'on cherche à prendre le pouls de l'île.

JEAN-YVES NAU.

(1) Il y a quelques années, les normes françaises en matière de soins hospitaliers ne pouvaient être appliquées à la Corse. Les autorisations accordées par M. Ralite portent cette norme à un apaisement pour 600 000 habitants. La Corse, qui compte environ 227 000 habitants, échappe à cette norme.

(Publié)

« Vous souhaitez pour vos enfants une vie saine : à la campagne et des méthodes d'éveil personnalisées. Choisissez une école dans le Gers. Vie familiale. Discipline. Pédagogie moderne par enseignants expérimentés. Transport à partir de Toulouse. Ecole de CARBONET, Mazamet 32230 MARCIAC. Tél. (62) 09-39-40

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
Vous pouvez suivre
- ou reprendre - des études !

LE CENTRE NATIONAL
D'ENSEIGNEMENT
PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(6 centres d'enseignement - 200 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation (Carrières administratives et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements (Ministère de la Police, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc.).
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 18 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel : de 181 à 360 F

POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS DISQUES BBCE
8, rue de Saint - 75008 Paris

(Publié)
DIFFICULTÉS SCOLAIRES
Jeunes de 12 à 16 ans désirant vivre plus à l'aise (scolarité - montagnes - voyages) tout en poursuivant leur scolarité en dehors de l'institution scolaire.
Renseignements : Documentation : Association I.S.E.R. 4 bis, rue des Anglais, 92099 MASTY-PALATREAU
Tél. : (6) 829-33-33.

POUR CHOISIR UNE ÉCOLE PRIVÉE
CENTRE CHOISEUL
23, Rue de Choiseul, 75002 PARIS
Tél. : 742.32.30
742.31.03

LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 18, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.05.94
Documentation M sur demande

BANDE-ANNONCE

man de Bukowski ; je pense organiser des projections pour les éditeurs, les littéraires ; je vais inviter le ministre de la culture. Les intervenants sont relatifs à la culture, à la littérature, à l'écriture, une couverture de Match avec Ornella Muti. Mais les films « faciles » n'existent pas, car nous devons toujours viser au haut, à la culture, à la littérature. 20 heures, une couverture d'hebdo plus deux ou trois pages, et le « cheveu » du Monde (la départ en cretée) passe. La manière de créer l'événement, la couverture, la promotion de la presse. L'événement est devenu professionnel. Il y a vingt ans, vous étiez partout des petites pages d'archiv avec des gens comme Schœnberg, Debussy, Schönberg, Stravinsky, Francis Chabais, Boulez... »

Claude Davy rend hommage à Georges Cravenne, inventeur du gala insolite — au bord du burlesque, comme cette idée de parquer les voitures des invités au lancement de *Cléopâtre* loin du cinéma, et de les faire venir en smoking, robes du soir et émeraudes par le métro.

« On amuse, mais la presse et le public n'assurent pas forcément la suite », dit Shula Sigfried. Elle se souvient des fêtes « western » qu'elle a organisées pendant une semaine au Festival de Deauville pour la présentation du *Buffalo Bill* d'Altman. « On n'a parlé que de ça et malgré l'événement, malgré le titre, Paul Newman et Altman, le film n'a pas marché. Nous proposons, les journalistes disposent, et le public tranche. Pour quoi ? C'est une chose contre laquelle on pour-
laquelle nous ne pouvons rien. »

En cas d'échec, l'éminent producteur-distributeur-metteur en scène assume l'attaché de presse d'être un incapable, tout au moins de n'avoir pas fait son travail. Elle le prend comme bon émissaire de ses paranoïas : l'angoisse des dettes qui se chiffrent en millions de francs, l'angoisse du déclin du crépuscule qui ne peut pas douter de son talent, surtout de s'échouer, justement en cas d'échec. Si cela arrive, l'angoisse existentielle, l'attaché de presse connaît : rien de palpable ne peut le rassurer, pas même le nombre d'articles qu'a écrit pour lui le journaliste de son choix. Malgré tout, il demeure attentif, attentionné à l'égard des journalistes, même les cruels.

A la limite, il se déclare désolé du malentendu. Journalistes et attachés de presse sont destinés à travailler ensemble. Longtemps. Leur rapports doivent être clairs, loyaux, dépassionnés (un rêve !).

Cannes, c'est risqué, raconte Claude Drey, un film peut y trouver la mort. En recherche, dans le cas de Neige, dont le budget ne permettait pas une grosse publicité, l'effort de la presse était énorme. C'était à elle d'être jugulante. La chance a voulu que les jurés baissent les yeux sur une première œuvre. Mais, l'année pour la quinzaine des débutants, la Ferrer, Contes de la folie ordinaire, à Venice. Pour la France, cela ne s'imposait pas. St le film était sorti en octobre, c'était trop près pour que les critiques fussent sévères. Les critiques, et trop late pour que les lecteurs s'en souviennent. Mais il sort en janvier, le délai est comenable, et pour l'Italie. Vers cette époque, l'importance de la compétition est importante.

» Le scénario est tiré d'un ro-

COLETTE GODARD.

OLIVIER DEBRÉ
Abbaye de FONTEVRAUD
Jusqu'au 15 septembre

GROUPEMENT DES
 VEXINAIRES DU
 VEXIN-VAL-D'OISE

les 11, 12, 13
 et 14 septembre

3^e exposition d'antiquités
 dans les salons
 du CHATEAU DE MAISONS-LAFFITTE
 de 10 h à 20 h

A BALE (SUISSE)

Deux grandes expositions
à l'occasion du centième anniversaire
de Picasso.

Musées des Beaux-Arts

PABLO PICASSO

L'œuvre tardive. Thèmes 1964-1972.
6 septembre - 8 novembre 1981.

Tous les jours 10-17h.

DIRECTEUR technique de la société qui porte son nom, Michel François a d'abord été comédien ; et puis un jour il est passé de l'autre côté.

« Mes amis étaient presque toujours des techniciens, dit-il, et au fond cet aspect m'intéressait davantage. » C'était il y a vingt-cinq ans. Depuis il s'est fait un nom, notamment dans un domaine auquel le public ne songe guère : le film-annonce, et qui lui a valu deux fois de suite à Cannes un premier prix, en 1979 pour I comme Icare et en 1980 pour le Sucre. Ce n'est là qu'une partie de ses activités.

» Naturellement, il n'est pas question de raconter l'histoire, plutôt de faire passer l'émotion qu'on a reçue. Cela suppose qu'on ait une. Il m'est arrivé de refuser de travailler si le film était contraire à mes convictions, mais je dois dire que je ne réagis jamais en critique, me réjouis simplement et, comme j'aime toutes les formes de spectacle, le cinéma m'intéresse de par là que la science-fiction ou des sujets dramatiques, cela représente un champ assez vaste. L'essentiel est d'avoir l'esprit de synthèse, pour être capable de traduire en quelques minutes ce qu'on a senti et le communiquer avec efficacité.

» Notre rôle est de motiver le public, c'est pourquoi le rythme est généralement rapide ; il s'agit d'arracher le spectateur à son esquimau. C'est assez proche du film publicitaire, cependant, il les règles diffèrent. On dit

soivent que le producteur, le réalisateur ou le distributeur nous donnent des directives pour faire « vendre ». Ce n'est pas vrai, il y a une entente préalable, naturellement, mais nous sommes absolument libres, et on ne m'a jamais demandé de mentir. D'ailleurs, ce serait d'une efficacité très limitée. Je sais par expérience qu'on ne peut faire un bon film-annonce avec un mauvais film et, de toute façon, nos résultats restent limités : ils sont sensibles surtout sur la première semaine d'exploitation. Après cela, le film marche ou ne marche pas.

« Ma préoccupation n'est donc pas de forcer la main au spectateur mais de trouver une idée directrice, et de ne pas être en contradiction avec le film. Il m'est arrivé de remettre à plat et de recommencer complètement. Pour sentir un film alors qu'on ne nous en donne à voir que des copies de travail, une certaine pratique est nécessaire : il faut faire abstraction des défauts inhérents au premier montage, imaginer les coupures qui y seront pratiquées, et tenir compte.

« Cette idée directrice ne prend jamais la forme d'un scénario ; elle se dégage peu à peu, à force de sélections successives : on choisit d'abord les images qu'on nous accablent et on garde ce qui nous plaît. Ensuite, on choisit les « ambiances, musiques, et harmonies des fragments avec des tranches diversifiées d'ensemble l'information, puisque la durée du message est très brève. Par exemple, dans un film d'actualité d'un acteur, on peut montrer autre chose pendant qu'il parle, on n'a plus besoin de le voir. Ça donne lieu à un travail de montage beaucoup plus important que dans un film normal. Mais on ne peut pas faire d'importance quel : si nous construisons des dialogues en rapprochant des séquences en rapportées, les réponses doivent correspondre à ce qu'on dit, et on ne peut pas fonctionner sans ça. »

» Enfin, bien entendu. On ne doit pas donner trop d'informations afin de préserver l'intérêt du film.

— On parle beaucoup des trucages par ordinateur, qui devraient permettre de créer des images de toute pièce ?

On dit souvent beaucoup d'imaculéités. Bien sûr, nous utilisons l'ordinateur, mais jusqu'au quel, que ce soit en France ou aux Etats-Unis, on l'a refusé à beaucoup de choses. Les géomètres, par exemple, ont pour les titres, pour certaines effets optiques, mais dans l'état actuel, il s'agit seulement d'une aide. Pour *Rééducation*, une partie seulement des images était produite par l'ordinateur, l'autre partie était tout simplement filmée.

En attendant que les possibilités de l'ordinateur se développent, Michel François conserve jalousement ses habitudes : chaque mercredi, il ne va *absolument* pour voir comment ce film, au moment d'être projeté, est perçu par le public. Promoteur habile sans doute, mais, avant tout, spectateur incorruptible.

Propos recueillis par
GERARD CONDE.

(2) Parmi ceux-ci : l'Ombre
rouge, Possession, la Provinciale,
l'Amour nu, les Hommes préfèrent
les grosses. A sortir prochainement :
Mills milliards de dollars, la Soupe
par chœur, le Grand Pardon.

LES visages sortent de l'obscurité de l'écran, comme des têtes d'épingle, qui entrent, tout en se rapprochant, méritoires qui s'écroulent sur vos yeux, monstrueuses pommades de terre. Lino Ventura, Jean Philippe, Lino Vautour, Jean Laroche, Al. Ardant, Belmondo va déglaiser, se contradirent, un regard psychologique de l'inspecteur Hossain. D'elon s'est trouvée une nouvelle partenaire, elle suce son ponce à la hauteur de sa ceinture. Girardot se tord de douleur sous un titre rose. C'est ce qu'elle sait le mieux faire.

vedette dans ses nouvelles fonctions, ses spécialités indécises, ses modernités d'emploi. Quand il n'y a pas de vedette, il faut vendre autre chose, des coups de pied au ventre, des gifles, des baisers, des paysages, des explosions. Attention, James Bond 007, votre hélicoptère est séquestré par le méchant man-about Blarney!

Puis le puzzle est morcelé, plus on devrait avoir envie de le reconstruire. De quoi va-t-il être justicier ou aventurier ? Belmondo, hic ou voyou ? Ventura, commissaire ou professeur de latin ? Noiret, avocat ou chômeur ? Girardot, institutrice ou ouvrière spécialisée ? Montand, père de famille ou rigolo ? Les bandes-annonces sont construites comme des flashs publicitaires : elles vendent le produit.

GALERIE DROUANT
52, rue du Faubourg-St-Honoré, PARIS 8^e - 265-79-45
A. LENOST
Du 8 au 26 septembre 1981

Sotheby's

prépare sa prochaine série de ventes

GENEVE NOVEMBRE 1981



BIJOUX

ORFÈVREURIE - BOITES EN OR

OBJETS DE VITRINE ET D'ART RUSSE -

FABERGE

MONTRES ET MINIATURES



*Brèche en diamants, orne
de pierres de couleur
Vente Genève 2 mai 1982 s
40 000 Francs Suisses.*

*Violet en argent par Louis Combar
Paris 17/18-1/22 s. Hant. 257 cm
Vente Zürich 7 mai 1980 -
115 000 Francs Suisses.*

Les personnes désireuses de soumettre des objets en
vue de ces ventes pourront rencontrer nos spécialistes
sur rendez-vous -

BIJOUX

Paris du 14 au 18 septembre

AUTRES SPÉCIALITÉS

Paris 10 et 11 septembre
Monaco-Casino 14 et 15 septembre

veuillez contacter Sotheby's Paris Berner

MONACO
Spartaco d'Hiver
tel. (93) 30.32.80

PARIS
3, rue de la Harpe
tel. (1) 266.41.60

GENÈVE
24, rue de la Cloie
tel. (22) 21.33.71

سكزا من الاصل

Entretien avec l'affichiste Ferracci

(suite de la page 15.)

« Tout dépend du temps dont les clients disposent pour sortir leur film. Il se peut qu'un passé cinématographique, et que la première série imprimée quelques jours avant la sortie du film.

— Depuis vous à chaque fois faire plusieurs projets ?
— Tantôt l'affiche est sous forme de petits crayonnages de 10 centimètres de côté, mal faits, tantôt elle est complètement réalisée. Quand elle s'agit de la technique, je ne puis pas la présenter autrement, sinon elle ne serait pas lisible. Parfois, les idées se bousculent, et je fais deux ou trois projets, je dis : « Choisissez ! » D'autre fois, je dis : « Ne choisissez pas, c'est celle-là que je veux. »

— Préférez-vous le dessin ou le photo ? Est-ce que peut être qu'il y a eu un tel type de film ?
— Il n'y a pas de règles. La photo, pour moi, n'est qu'un outil, et le principal est que l'outil serve l'idée et exprime son sentiment. Je ne puis jamais en me désoler, je suis réaliste, cette affiche de telle façon. C'est l'idée qui commande la technique.

— A quelle phase de votre travail êtes-vous le plus de plaisir ?

— Mes moments de plaisir, je les ai toujours vécus. Travailler dans les conditions dans lesquelles je travaille, c'est être dérangé toutes les semaines, le téléphone sonne, je n'ai même pas le temps de respirer mon crayon sur le papier. Les maquettes partent, et je me demande ce que j'ai fait. La façon dont j'ai travaillé entre trente-cinq et cinquante ans relevait de la schizophrénie. Je n'avais plus le temps de penser. Pendant toute cette période, je passais deux nuits par semaine, je faisais des journées de trente-cinq heures, je n'avais ni samedi ni dimanche. Alors mes moments de plaisir, je les trouve avec les bons films.

— Que la commande soit urgente ou que j'ai tout mon temps importe peu. Quand un film m'intéresse, par rapport aux possibilités de renouvellement, c'est la joie. Dans le cinéma, l'exercice consiste à changer de style le plus souvent possible. Je ne compte pas de dessinateurs d'affiches de cinéma qui ont débüté en 1945 et qui sont encore là. Ce métier devient des enfants.

— Depuis 1945, qu'est-ce qui a changé justement ?

— Les procédés techniques. Dans les années 50, jusque dans les années 60, les affiches étaient dessinées, à la « dimension », sur lithographie, c'est-à-dire certaines contraintes techniques : la limitation dans la couleur seulement quatre ou cinq couleurs, de manière qu'elles puissent être imprimées facilement. Avec l'offset, toutes les possibilités ont été ouvertes, et c'est à ce



Affiche de Ferracci, refusée.

moment-là qu'on a utilisé la photo. La technique a libéré en même temps les idées. Le dessinateur d'affiches n'avait plus besoin d'être seulement un peintre, il pouvait être un humoriste.

— Préférez-vous rencontrer le réalisateur ?

— C'est une des satisfactions de ce travail : on parle le même langage, on a les mêmes problèmes. Le commercial pense toujours que ce qu'il appelle commercial fera mieux vendre son film. Et, quand ce commercial n'a qu'une ambition limitée : faire de l'argent, on souffre de rapports de forces abominables. On ne peut rien prouver dans ce métier, chaque film est un cas unique qui sort à un moment donné, on ne peut pas répéter six mois après la même ficelle.

La référence

— Est-ce qu'il y a des époux-épouses ?

— Ce qui peut apparaître comme négatif : le noir ? mettre quelqu'un de dos ? un jour ça marchera, un autre jour non. Il ne faut pas mettre un couteau sur une affiche, mais, pour un film d'horreur, il sera peut-être bon. J'ai l'exemple de la croix gammée, qui était intouchable jusqu'à *Dernier métro*. Maintenant vous allez voir beaucoup d'affiches avec la croix gammée, parce qu'elle fait vendre. Elle n'est plus associée à Hitler et au nazisme, mais au *Dernier métro*. Et ça s'est aussi.

— Où en est l'élément sexe ?

— Tout dépend de la façon dont il est placé, à quel acteur et à quel contexte. L'homme est associé. Mais vendre du sexe à l'état brut, comme *Orgasme* par exemple, serait maintenant difficile. On va tendre à vendre du sentiment. Quand on voit l'affiche du *Dernier Truffaut*, la femme d'à côté, c'est du sentiment, et ça, je suis sûr que c'est de l'or en barre. Le sexe va se transformer en sentiment, et l'homme agresse va balancer un peu. Je crois que le changement de régime s'est apporté un calme, et qu'on doit en tenir compte pour la publicité. Un film de violence politique comme *L'Homme de fer* a dû pâtir de cet état d'esprit, il ne marche pas comme un film qui a eu la Palme d'or devrait marcher.

— Vous suivez le box-office ?

— Oui ; moi aussi, malheureusement, je dépende de la réussite ou de l'échec d'un film. Mais je ne m'en sens pas responsable, parce que le film les porte en lui-même, à l'état d'indépendance de la production. A mon niveau je ne sens que d'avertisseur, de klaxon.

— Est-ce que l'affiche de film a les mêmes codes que l'affiche publicitaire ?

— J'avoue ne pas m'inspirer d'affiches publicitaires. En revanche, le commercial s'inspire du cinéma. Quand Loris essaie de vendre ses jeans, il utilise le western. Les affiches de Mitterrand, et par le slogan et dans la présentation de l'image, avaient des reminiscences de cinéma évidentes. Le mot « force » était repris du slogan de la *Guerre des étoiles*, et les photos découpées sur fond de ciel bleu rappellent *L'Homme sans pitié*. Ce n'était plus le petit homme vert mais le grand homme bleu-blanc-rouge, la renouance du premier type.

— N'avez-vous pas l'impression de détenir un monopole, d'empêcher d'autres dessinateurs de travailler ?

— Je me hâsais quand on me parle de monopole. Je ne vois pas comment je pourrais avoir une situation de monopole en restant chez moi et en ne fonctionnant que lorsqu'on m'appelle. Je suis toujours dans la position du débutant : chaque fois que j'apporte une maquette, je me trouve dans la situation du petit garçon qui montre son dessin au professeur. Cela dit, je vais essayer de tout faire pour perdre ce « monopole », je vais me rendre insupportable. Tous les moyens seront bons, sauf le travail.

— Votre travail d'affichiste a dû vous empêcher de poursuivre un travail plus personnel, en avez-vous le regret ?

— C'est ma plaie. Mais beaucoup de choses sont passées dans le commercial. L'affiche du *Charme discret de la bourgeoisie* est un dessin que j'avais fait à vingt-cinq ans et que j'ai ressorti à quarante-cinq ans. Il n'aurait pas existé si je n'avais pas fait de recherches personnelles et si je n'avais pas regardé autour de moi.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

Le rôle ambigu des festivals aujourd'hui

C'EST une fausse querelle qui a été soulevée de Paris, à propos des déclarations de Carlo Lizzani, directeur de la section cinéma de la Biennale de Venise. Volontiers susceptibles pour tout ce qui touche au prestige français, nous n'avons peut-être pas bien saisi la justesse de l'analyse de Carlo Lizzani : face au grand américain en pleine mutation, dont le dynamisme naturel fait fi de toutes les théories et autres pétitions de principe, Carlo Lizzani se demandait si Cannes avait choisi la bonne méthode pour affronter la crise qui secoue le monde du cinéma. « L'opération n'est pas un marché et Venise-culture mérite d'être approfondie », faisait-il remarquer.

M. Giuseppe Galasso, président de la Biennale de Venise, l'organisateur qui chapeaute toutes les activités artistiques réunies sous ce titre, nous le répète avec insistance. Historien de profession, homme politique, M. Galasso considère que la querelle Cannes-Venise n'a jamais existé : « Nous nous devons d'établir une collaboration entre les deux ou trois grands festivals européens, pour permettre l'expression de nos particularités nationales et pouvoir traiter avec les Américains sur un pied d'égalité, dans le respect des intérêts de chacun. » M. Galasso insiste sur le contenu culturel du cinéma : « Nous ne voyons pas d'opposition entre marché et culture, dans le monde contemporain, la culture se transmet par la voie économique. » Elle est, dit-il, « un contre-pouvoir qui n'a pas à célébrer les fastes du monde officiel ».

Cette politique, car il s'agit bien d'un choix et non d'une improvisation, pour le jour, nous semble un peu le jeu de reprocher aux organisateurs de Cannes, se traduit, parallèlement à ce côté vitrine du cinéma mondial où Cannes reste imbattable, par un triple effort : un travail de recherche sur les possibilités électroniques du cinéma ; une étude ponctuelle sur les rapports

du son et de l'image ; une analyse des conditions économiques et juridiques de la production et de la diffusion des films.

Malgré la crise qui affecte le cinéma italien, on est frappé à Venise par l'ampleur et la solidité des structures d'une industrie désireuse de retrouver au plus tôt sa place, la première pour les intéressés, sur le marché européen. Les journaux corporatifs, autrement importants que leurs équivalents français, mettent immédiatement en valeur les problèmes concrets, gardent les yeux perpétuellement braqués sur ce qui se passe à Venise. De son contact étroit avec Hollywood dans l'après-guerre, l'industrie italienne reçoit un souci de lucidité, le refus de lâcher la proie pour l'ombre. Le cinéma est un art populaire, en même temps qu'un phénomène culturel. Il n'y a pas d'un côté les marchands capitalistes et de l'autre les gauchistes géniaux.

La Mafia

David Stone, un Américain fixé à Londres (il fut le producteur de Robert Kramer et dirige aujourd'hui à Londres les meilleurs réseaux de salles d'art et d'essai), est à Venise. Il nous parle d'Hollywood un peu dans le même sens : « Tout a changé. Les amis que j'ai connus autrefois dans le « mouvement » (contre la guerre du Vietnam) sont aujourd'hui aux commandes des grands studios. »

Dans un tel contexte, la conjonction italo-américaine — avec toutes les réserves qui s'imposent — devient presque naturelle. Il faudrait y ajouter une autre influence plus trouble, discutée sous le manteau, mais malheureusement imaginaire : l'emprise croissante d'organisations comme la Mafia dans la direction du Hollywood des années 80. L'énorme opération réussie par Kirk Kerkorian, directeur de casinos à Las Vegas, mais aussi patron de la M.G.M., qui vient de racheter United Artists, re-

Les réalisateurs, les oubliés

La Société des réalisateurs de films (S.R.F.) a délégué plusieurs de ses membres dans les diverses commissions de la mission Bredin. Attachés en ce moment à la défense des droits d'auteurs dans un contexte européen, les représentants de la S.R.F. s'inquiètent également de la proportion des fonds qui, dans l'industrie cinématographique, ne servent plus à la fabrication du produit qui passera sur l'écran mais aux « a-côtés », à tous les frais — commissions agiles et autres à-valoir, — à toutes les dépenses d'édition et surtout de publicité. Frais entièrement à la charge des producteurs.

Lancer un film c'est donc — le plus souvent en l'espace d'un mois — assurer sa publicité. Bertrand Tavernier, Bertrand Verrier, Serge Luyet et Maurice Degoussin, d'une seule voix, disent ici le point de vue de la S.R.F. sur les contraintes de ce box-office érigé en loi du métier.

Il y a des ratios aux allures de statistiques inexorables. Exemple : un film qui fait dix mille entrées le premier jour, fera quatre-vingt mille entrées la première semaine.

« Elle est loin la belle époque où John Ford, quand il avait terminé un film, s'embrassait sur son paco et n'y pensait plus. Aujourd'hui, l'angoisse du cinéaste au moment de la sortie, c'est ce qui se passe le mercredi à 14 heures : le nombre de spectateurs enregistré dès la première séance est de cruciale importance. Car, dès le jeudi matin, les exploitants, au vu des résultats, décident de continuer ou non à montrer tel ou tel film.

« On devrait interdire Ciné-Chiffres comme on devrait supprimer les sondages à la télévision. Ciné-Chiffres ? C'est le « jack-pot », le « box-office ». Et, pire, ça devient même entre les réalisateurs un sujet de conversation. La seule question est : « Combien avez-vous fait d'entrées ? » Comme dans l'édition où l'on ne parle plus des livres mais de leur tirage, les réalisateurs entre eux ne parlent plus des films.

« Un vrai cercle vicieux. Les exploitants annulent leurs contrats et, de semaine en semaine, le film perd ses chances. On est condamné au succès, qu'il s'agisse de dire, comme Claude Sautet qui, avec *Max et les ferrailleurs*, écroulait à cinq cent quatre-vingt mille entrées. « Alors, il paraît que ton film ne marche pas fort ? » (C'était un bon ami qui le croissait dans la rue.)

« Parfois, ce cercle vicieux tue des films qui nécessiteraient une sortie restreinte. *L'Homme*

de fer, de Wajda, a été massacré. Avec huit ou dix salles de moins, il pouvait marcher. Il vaut mieux une seule bonne salle que dix lieux inappropriés.

« Il m'est arrivé pour *Une semaine de vacances*, dit Bertrand Tavernier, d'être distribué au cinéma. Publics d'Orly. Incapable de dire que, dans cette salle-là, on n'a même pas remboursé le prix de la copie (10 000 francs).

« Or, le pallier au-dessous duquel l'exploitant peut refuser de continuer à montrer un film est calculé d'après des moyennes bizarres. Le distributeur indépendant qui ne propose qu'un seul film a moins de chances que le circuit capable d'imposer une prolongation des projections. Il faudrait arriver à rendre obligatoire quatre ou cinq semaines de présence à l'affiche. Obliger les exploitants à raisonner comme les marchands qui sont contraints de gérer un stock.

Chiffres

« Il ne faut pas oublier que les trois grands circuits — Gaumont, U.G.C., Parafrance — sont d'abord des créations d'exploitants. Parafrance n'a pas joué d'abord le rôle de distributeur, et U.G.C. ne l'est que depuis peu de temps. Les frais astronomiques de publicité restent à la charge du producteur et rendent son métier impossible. Avec l'inflation, on en arrive — comme aux Etats-Unis — à consacrer plus d'un tiers du devis d'un film à sa publicité à faire croire au moindre réalisateur qu'il a moins de sortir dans quatre-vingt salles il n'a aucune chance d'entrer dans le « état système ». Dès lors, les petits films ont de moins

en moins de chance. Pour ceux-là, on ne recouvrira pas d'affiches les abruis, les couleurs du métré. Et l'affichage sauvage n'étant plus autorisé.

« Quand, il y a dix ans, on sortait la *Salamandre*, d'Alain Tanner, au Saint-Séverin, on n'avait pas besoin du minimum actuel de 5 à 7 millions de publicités pour le rendre visible. Il s'agit d'une véritable censure, sans rémission pour les petits distributeurs comme « Molière ». Ils disent : « Votre film est bien mais il ne fera pas vingt-cinq mille entrées, je ne le prends pas. » La décision de la survie d'un film n'est plus fondée que sur la rentabilité des salles. Et difficile de faire comprendre aux exploitants qu'ils pourraient prendre en charge la moitié des frais de diffusion. Alors une publicité chasse l'autre. Un film chasse l'autre.

« Les essais d'entente avec les producteurs pour ramener la publicité à un niveau raisonnable ont tous échoué : pas de tarifs dégressifs, pas de limite à la surenchère. Et voilà pourquoi, à moins de cinquante mille entrées sur Paris (quatre-vingt mille en France), un réalisateur se retrouve à la case départ, et doit repartir de zéro s'il espère faire un second film. C'est-à-dire devenir un businessman, monter une autre « affaire » : convaincre avec un scénario, ou la commission d'avance sur recettes, ou un comédien vedette (qui devient de plus en plus une sorte de producteur), trouver des accords avec telle ou telle chaîne de télévision. Et ensuite, ensuite seulement, tenter de persuader quelque producteur. Ces démarches peuvent durer des années, le cinéaste finit par perdre de vue le pourquoi de son envie de faire un film. Il se retrouve au moment du tournage moralement épuisé. Alors, à moins d'être très combatif, il renonce. »

LOUIS MARCORELLES.

LOUIS MARCORELLES.

UGC NORMANDIE - GRAND REX - HELDER - UGC ODEON - BRETAGNE
LES MONTARNOS - WEPLER PATHE - UGC OPERA - MISTRAL - UGC GARE DE LYON - 3 MURAT
3 SECRETAN - UGC GODEFINS - PARAMOUNT PALAIS - LE PASSY - GAUMONT LES HALLES
CLUNY PALACE - MAGIC CONVENTION - CONVENTION ST-CHARLES
CINEMA Versailles - 4 TEMPS La Défense - VELIZY 2 - C2L St-Germain
GAMMA Argenteuil - MELIES Montreuil - ARTEL Nogent - ARTEL Rosny - ARTEL Créteil
CARREFOUR Paris - 4 PERRAY St-Germain des Bois - FRANCAIS Enghien - FLANADES Sarcelles
PARINOR Aubervilliers - GAUMONT Evry - BUXY Boussy St-Antoine - PATHE Champigny - CLUB Colombes
PARAMOUNT La Varenne - R.B. Cergy - DOMINGO Meudon - ANIEL Corbeil - 123 MEAUX
VOX Rambouillet - CALYPSO Vry Chamillon - CLUB Les Mureaux - A.B.C. Sartrouville - ARTEL Ruell

ALAIN DELON

POUR LA PEAU D'UN FLIC

ALAIN DELON - ANNE PARILLAUD - DANIEL BOCCARD - MICHEL AUCLAIR
JEAN PATRICK MANCHETTE

LA CANNE
A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

Si on vous demande de vous rappeler à fleur de mémoire de grands moments de télévision qui vous ont fait frémir ou éclater de rire, que choisirez-vous ?

C'est ce qu'ont proposé Régine Chaniac et Philippe Sainteny à six personnalités : Françoise Giroud, Jean-Jacques Sempé, Marie-Christine Barrault, Barouk Tassell, Pierre Dumayet, et Michel Tournier. On a ainsi six mémoires subjectives et contrastées qui, sans chercher à couvrir tout le répertoire du petit écran, ont songé surtout à se faire plaisir.

Ce large panorama, variétés, grands reportages, actualités, constitue non seulement une petite histoire de la France, de 1960 à nos jours, mais surtout celle du petit écran. Curieusement, les œuvres de création (téléfilms ou dramatiques) n'ont guère retenu l'attention de ces invités.

De tempérament réservé, gêné par la caméra, Jean-Jacques Sempé avoue ne regarder que rarement la télévision, sauf plaisir suprême, quand un match de football est retransmis. C'est la beauté du sport qui l'intéresse : la chute de Viren au cours du 10 000 mètres des Jeux olympiques de Munich en 1972. Outre le sport, sa passion du jazz nous fait admirer l'élégance du Duke (Ellington). Enfin, en esthète fasciné par la magie des gestes et de la parole, il écoute, pense, le docteur Jacques Lacan dans l'émission « Un certain regard ».

Une charte de la télégenie

PAR MARC GIANNESINI

Tout aussi calme devant l'image belle, transparente, Marie-Christine Barrault retrouve une enfance passée chez une gentille grand-mère à regarder les feuilletons à l'eau de rose. C'est et de « Janique Aimée ». De fiction théâtrale en grands reportages, nous visions le paysage de la France de ces dernières années ; l'affaire Dominici dans « Cinq colonnes à la une », Jean Nohain et les « Trente-six chandelles », un extrait de « Sous Gréboville » et des « Joyeuses Comédiennes de Windsor », pour déboucher brusquement sur des images du pulchre, marqué en Espagne, cette année. Avec Françoise Giroud, la télévision en « boîte » entre de plain-pied sur les lieux où l'histoire se déroule. C'est le direct : l'assassinat

éclair de Lee Oswald et d'un journaliste américain au Nicaragua, les pas élastiques des premiers hommes sur la Lune, les yeux stupéfaits de Jean Popov, l'antenne de Maurice Clavel claquait la porte de l'émission « A armes égales ». Mais ces instants inoubliables, tragiques, où « la vie porte la mort et se maintient dans la mort même », disait Hegel, ne peuvent être servis qu'une seule fois. Cela, sont moins le retour quand l'œil respicace de cette famille artiste du petit écran dissèque sans scrupules les faces épurées de nos hommes politiques séducteurs : un Jean Lecanuet en collégien soligné se présentant aux Français en 1966 ; un Georges Marchais furibard, en direct de Moscou ; Michel Rocard, romain dans la défaite de la

gauche en 1978, sans oublier les premières pressions médiatiques, mais, une souveraineté de de Gaulle. Tous ces visages graves annoncent avec aplomb des catastrophes inévitables et nous amènent à la question où : quelles secrets qualifiés faut-il posséder pour être « bon » à la télévision. Michel Tournier, qui clôture cette série d'émissions, la pose clairement. En nous introduisant chez Casson Bachard, pure image de la sagesse du philosophe, en un couplet de François Mauriac délicieusement attendu, sur sa jeunesse barbaque, il nous permet d'apprécier leur impact à l'écran.

L'interview d'André Schwarz-Bart par Pierre Dumayet est un moment d'émotion, où les silences deviennent éloquentes. Selon Michel Tournier, qui tente de fixer une charte de la télégenie, « pour bien passer à la télé », il faut être sincère ou sans complexe comme Mafoux.

De même que la harpe, celle, par exemple, que Jean-Pierre Chabrol intègre dans un visage rond, comme celui de Jean Zola, en nous montrant que vous avez pour un futur passage au petit écran, et surtout n'oubliez pas votre pipe ou une cigarette qui, en cas de brusque apathie, gratifiera votre tête creuse d'un air satisfait. La « nouvelle télévision » tiendra-t-elle compte de ce mini-sondage ?

Les Lundis 7, 14, 21, 28 septembre, 5 et 12 octobre sur Antenne 2, « La télévision qui s'aima ». Prod. D.A.

Dimanche 13 septembre

Deux films

VAS-Y MAMAN

Film français de Nicole de Buron (1978), avec A. Girardot, P. Mondy, H. Garcin, N. Calan, C. Plépin.

TF 1, 20 h 30.
Le « vas-le-boi » d'une épouse et mère de famille qui veut reconnaître son auto-nomie, se voit personnellement. Anne Girardot se déchaîne dans une comédie dont le « féminisme » est parfaitement démocratique.

AUTOUR D'UNE ENQUÊTE

Film français de Robert Siodmak et d'Henri Chomette (1951), avec J. Perier, J. Maury, Annabella, P. Richard-Willm, Morella, C. Darfeuil.

FR 3, 22 h 30.
* Version française d'un film policier tourné à Berlin et tiré d'une pièce de théâtre. Le réalisme noir de Siodmak apparaît surtout dans la première partie (l'insoluble pauvre, habité par des personnages pittoresques et louches, atmosphère nocturne d'une gare du métro). La deuxième partie (l'enquête) est trop baroque, mais le film est d'une telle rareté qu'il faut le voir, en attendant l'arrivée de ce chef-d'œuvre.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 Télématin.
9 h 30 Sources de vie.
10 h 30 Presse matinale.
10 h 30 Le jour de la semaine.
11 h 30 L'heure de la semaine.
11 h 30 L'heure de la semaine.
12 h 30 L'heure de la semaine.
13 h 30 L'heure de la semaine.
14 h 30 L'heure de la semaine.
15 h 30 L'heure de la semaine.
16 h 30 L'heure de la semaine.
17 h 30 L'heure de la semaine.
18 h 30 L'heure de la semaine.
19 h 30 L'heure de la semaine.
20 h 30 L'heure de la semaine.
21 h 30 L'heure de la semaine.
22 h 30 L'heure de la semaine.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 English spoken.
11 h 15 Dimanche matin.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Dimanche matin (suite).
14 h 30 Dimanche matin (suite).
15 h 30 Dimanche matin (suite).
16 h 30 Dimanche matin (suite).
17 h 30 Dimanche matin (suite).
18 h 30 Dimanche matin (suite).
19 h 30 Dimanche matin (suite).
20 h 30 Dimanche matin (suite).
21 h 30 Dimanche matin (suite).
22 h 30 Dimanche matin (suite).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h 30 Aspects du court métrage français.
17 h 30 Aspects du court métrage français.
18 h 30 Aspects du court métrage français.
19 h 30 Aspects du court métrage français.
20 h 30 Aspects du court métrage français.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h 30 Aspects du court métrage français.

Deux films

LA COURONNE DU DIABLE

N° 12 : Jean sans Terre : Le roi couronné.

16 h 30 Sports première.
18 h 30 Série : Les roues de la lune.
19 h 15 Les arnaqueurs du monde.
19 h 45 Série : Suspense.
20 h 30 Cinéma : Vas-y maman, de N. de Buron.
22 h 15 Sports : tennis.
22 h 15 Sports : tennis.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 English spoken.
11 h 15 Dimanche matin.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Dimanche matin (suite).
14 h 30 Dimanche matin (suite).
15 h 30 Dimanche matin (suite).
16 h 30 Dimanche matin (suite).
17 h 30 Dimanche matin (suite).
18 h 30 Dimanche matin (suite).
19 h 30 Dimanche matin (suite).
20 h 30 Dimanche matin (suite).
21 h 30 Dimanche matin (suite).
22 h 30 Dimanche matin (suite).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h 30 Aspects du court métrage français.
17 h 30 Aspects du court métrage français.
18 h 30 Aspects du court métrage français.
19 h 30 Aspects du court métrage français.
20 h 30 Aspects du court métrage français.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h 30 Aspects du court métrage français.

Scandale et images pieuses

VIVIANE ROMANCE
L'INVITE DE FR 3
FR 3, 21 h 40

C'est de brutes, sourires agaçants, corps pulpeux de gourmandise, on aurait pu l'appeler la « pull-over girl » comme la blonde glamouruse Liane Turner. Mais Viviane Romance est brune et canaille, elle fut reine de Paris au temps de l'avant-guerre où elle et ses amis étaient les héros populaires du réalisme poétique. Le Parisien, la Bédouine, la Belle Équipe, Viviane Romance traîne un parfum vénérable de scandale depuis le soir où, gît aux Folies-Bergère, elle gifla Mistinguett. Mais elle

avait aussi posé pour des images pieuses. C'est tout son malheur, cette contradiction : elle aurait aimé des rôles complexes, on n'a jamais utilisé que son personnage de « garce à la culotte légère ». Naples au bal de ses, Solenne aid d'espions, la Maison du Malin, Carmen — ou de vamp maléfique en dépit de son cœur pur —, l'athlète, reine des gars, Viviane Romance a essayé d'en sortir en s'écrivant elle-même des comédies, les résultats ont été désastreux. Aujourd'hui, elle dit que c'est sans importance. Elle a oublié la Viviane Romance des grands jours. Son nom est Pauline. — C. G.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 English spoken.
11 h 15 Dimanche matin.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Dimanche matin (suite).
14 h 30 Dimanche matin (suite).
15 h 30 Dimanche matin (suite).
16 h 30 Dimanche matin (suite).
17 h 30 Dimanche matin (suite).
18 h 30 Dimanche matin (suite).
19 h 30 Dimanche matin (suite).
20 h 30 Dimanche matin (suite).
21 h 30 Dimanche matin (suite).
22 h 30 Dimanche matin (suite).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

16 h 30 Aspects du court métrage français.
17 h 30 Aspects du court métrage français.
18 h 30 Aspects du court métrage français.
19 h 30 Aspects du court métrage français.
20 h 30 Aspects du court métrage français.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h 30 Aspects du court métrage français.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son : Folklore international.
8 h 30, Protestantisme.
8 h 45, Histoire de la pensée contemporaine : La libre pensée française.
9 h 30, Regards sur la musique : Don Pasquale, de Donizetti.
10 h 30, La trilogie.
10 h 45, Le théâtre.
11 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
12 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
13 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
14 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
15 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
16 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
17 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
18 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
19 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
20 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
21 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
22 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert-promenade : Musique viennoise et musique légère (Mozart, Gounod, Borodine, Falla, Tchaïkovski, Paganini, Schostak, J. Strauss, Rostrop, Verdi, Lander, Dvorak) ; 7 h 30, Choral d'Europe ; 8 h 30, Choral d'Europe ; 9 h 30, Choral d'Europe ; 10 h 30, Choral d'Europe ; 11 h 30, Choral d'Europe ; 12 h 30, Choral d'Europe ; 13 h 30, Choral d'Europe ; 14 h 30, Choral d'Europe ; 15 h 30, Choral d'Europe ; 16 h 30, Choral d'Europe ; 17 h 30, Choral d'Europe ; 18 h 30, Choral d'Europe ; 19 h 30, Choral d'Europe ; 20 h 30, Choral d'Europe ; 21 h 30, Choral d'Europe ; 22 h 30, Choral d'Europe.

cinquante-quatre voix (extraits)

œuvre anonyme, par le Chœur des garçons de Tois, l'École de Montreuil, l'Antique de Londres et le Collegium Aureum, dir. P. J. Sempé ; 8 h 30, Polyphonie de l'été ; 9 h 30, Polyphonie de l'été ; 10 h 30, Polyphonie de l'été ; 11 h 30, Polyphonie de l'été ; 12 h 30, Polyphonie de l'été ; 13 h 30, Polyphonie de l'été ; 14 h 30, Polyphonie de l'été ; 15 h 30, Polyphonie de l'été ; 16 h 30, Polyphonie de l'été ; 17 h 30, Polyphonie de l'été ; 18 h 30, Polyphonie de l'été ; 19 h 30, Polyphonie de l'été ; 20 h 30, Polyphonie de l'été ; 21 h 30, Polyphonie de l'été ; 22 h 30, Polyphonie de l'été.

14 h. Tel qu'en lui-même

Arthur Rubinstein interprète Chopin et Brahms (« Nocturnes », « Études », « Concertos » de Chopin ; « Premier Concerto », de J. Brahms) ; 15 h 30, Polyphonie de l'été ; 16 h 30, Polyphonie de l'été ; 17 h 30, Polyphonie de l'été ; 18 h 30, Polyphonie de l'été ; 19 h 30, Polyphonie de l'été ; 20 h 30, Polyphonie de l'été ; 21 h 30, Polyphonie de l'été ; 22 h 30, Polyphonie de l'été.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son : Folklore international.
8 h 30, Protestantisme.
8 h 45, Histoire de la pensée contemporaine : La libre pensée française.
9 h 30, Regards sur la musique : Don Pasquale, de Donizetti.
10 h 30, La trilogie.
10 h 45, Le théâtre.
11 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
12 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
13 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
14 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
15 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
16 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
17 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
18 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
19 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
20 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
21 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
22 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert-promenade : Musique viennoise et musique légère (Mozart, Gounod, Borodine, Falla, Tchaïkovski, Paganini, Schostak, J. Strauss, Rostrop, Verdi, Lander, Dvorak) ; 7 h 30, Choral d'Europe ; 8 h 30, Choral d'Europe ; 9 h 30, Choral d'Europe ; 10 h 30, Choral d'Europe ; 11 h 30, Choral d'Europe ; 12 h 30, Choral d'Europe ; 13 h 30, Choral d'Europe ; 14 h 30, Choral d'Europe ; 15 h 30, Choral d'Europe ; 16 h 30, Choral d'Europe ; 17 h 30, Choral d'Europe ; 18 h 30, Choral d'Europe ; 19 h 30, Choral d'Europe ; 20 h 30, Choral d'Europe ; 21 h 30, Choral d'Europe ; 22 h 30, Choral d'Europe.

Lundi 14 septembre

Deux films

SUR LES QUAI

Film américain d'Elia Kazan (1954), avec M. Brando, E. M. Saint, L. J. Cobb, R. Marden, R. Steiger.

TF 1, 20 h 30.
* Sur un scénario de Budd Schulberg, l'un des écrivains américains les plus courageux, une description violente des docks de New-York avec leurs ouvriers, leurs chômeurs, le racket syndical et des méthodes de gangster. Mal accueilli en France par certains critiques à cause de l'attitude de Kazan pendant la chasse aux sorcières, de McCarthy, ce film n'en est pas moins une de ses plus grandes œuvres. Il reçut le Lion d'argent au Festival de Venise 1954 et, aux États-Unis, l'Oscar du meilleur film. Marion Brando — superbe.

LA PEUR AU VENTRE

Film américain de Stuart Heigler (1935), avec J. Palanca, S. Winters, L. Nelson, L. Marvin, L. Carey.

FR 3, 20 h 30.
* « Remake » en couleurs du célèbre « Film noir » de Raoul Walsh, la Grande Évasion avec Humphrey Bogart et Ida Lupino. Plus spectaculaire, la Peur au ventre est aussi, par rapport au genre auquel il appartient, d'un style plus classique. Jack Palanca, avec son physique caractéristique, et Shelley Winters donnent à l'histoire un ton différent.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Journal.
12 h 5 Journal.
13 h 30 Presse matinale.
13 h 30 Presse matinale.
14 h 30 Presse matinale.
15 h 30 Presse matinale.
16 h 30 Presse matinale.
17 h 30 Presse matinale.
18 h 30 Presse matinale.
19 h 30 Presse matinale.
20 h 30 Presse matinale.
21 h 30 Presse matinale.
22 h 30 Presse matinale.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 55 English spoken.
11 h 15 Dimanche matin.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Dimanche matin (suite).
14 h 30 Dimanche matin (suite).
15 h 30 Dimanche matin (suite).
16 h 30 Dimanche matin (suite).
17 h 30 Dimanche matin (suite).
18 h 30 Dimanche matin (suite).
19 h 30 Dimanche matin (suite).
20 h 30 Dimanche matin (suite).
21 h 30 Dimanche matin (suite).
22 h 30 Dimanche matin (suite).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 5 Passer dans le voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
13 h 30 Série : La vie des autres.
14 h 30 Série : La vie des autres.
15 h 30 Série : La vie des autres.
16 h 30 Série : La vie des autres.
17 h 30 Série : La vie des autres.
18 h 30 Série : La vie des autres.
19 h 30 Série : La vie des autres.
20 h 30 Série : La vie des autres.
21 h 30 Série : La vie des autres.
22 h 30 Série : La vie des autres.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, La fenêtre ouverte.
7 h 15, Horizon, magazine religieux.
7 h 40, Chasseurs de son : Folklore international.
8 h 30, Protestantisme.
8 h 45, Histoire de la pensée contemporaine : La libre pensée française.
9 h 30, Regards sur la musique : Don Pasquale, de Donizetti.
10 h 30, La trilogie.
10 h 45, Le théâtre.
11 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
12 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
13 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
14 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
15 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
16 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
17 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
18 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
19 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
20 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
21 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.
22 h 30, Les chemins de la spiritualité : L'écrit, le geste, le corps.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert-promenade : Musique viennoise et musique légère (Mozart, Gounod, Borodine, Falla, Tchaïkovski, Paganini, Schostak, J. Strauss, Rostrop, Verdi, Lander, Dvorak) ; 7 h 30, Choral d'Europe ; 8 h 30, Choral d'Europe ; 9 h 30, Choral d'Europe ; 10 h 30, Choral d'Europe ; 11 h 30, Choral d'Europe ; 12 h 30, Choral d'Europe ; 13 h 30, Choral d'Europe ; 14 h 30, Choral d'Europe ; 15 h 30, Choral d'Europe ; 16 h 30, Choral d'Europe ; 17 h 30, Choral d'Europe ; 18 h 30, Choral d'Europe ; 19 h 30, Choral d'Europe ; 20 h 30, Choral d'Europe ; 21 h 30, Choral d'Europe ; 22 h 30, Choral d'Europe.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert-promenade : Musique viennoise et musique légère (Mozart, Gounod, Borodine, Falla, Tchaïkovski, Paganini, Schostak, J. Strauss, Rostrop, Verdi, Lander, Dvorak) ; 7 h 30, Choral d'Europe ; 8 h 30, Choral d'Europe ; 9 h 30, Choral d'Europe ; 10 h 30, Choral d'Europe ; 11 h 30, Choral d'Europe ; 12 h 30, Choral d'Europe ; 13 h 30, Choral d'Europe ; 14 h 30, Choral d'Europe ; 15 h 30, Choral d'Europe ; 16 h 30, Choral d'Europe ; 17 h 30, Choral d'Europe ; 18 h 30, Choral d'Europe ; 19 h 30, Choral d'Europe ; 20 h 30, Choral d'Europe ; 21 h 30, Choral d'Europe ; 22 h 30, Choral d'Europe.

ront aussi leur compte avec une version nordique du célèbre drame.
T. Fr.

المعتمد بالله

سكندرية

MUSIQUE

A METZ

Inauguration d'un orgue Renaissance et d'un Institut de musique ancienne

Grande journée pour la musique à Metz le 12 septembre qui verra tout à la fois l'inauguration de la cathédrale d'un petit orgue Renaissance et les premières manifestations d'un Institut de musique ancienne. De l'orgue construit par Jehan de Trépes en 1536, il ne restait qu'un buffet mutilé par les restaurations. Une équipe groupée autour de l'abbé J. Rabier et composée par des spécialistes tels que Pierre Hardouin et Bernard Vogel, directeur de la Norddeutsche Orgelbauwerkstatt, a entrepris de lui rendre sa voix depuis 1974 et a recueilli les fonds nécessaires grâce à la ville, au conseil général, au ministère de la culture et à un comité mécénat collectif.

À partir du buffet initial, dont il a pu retrouver les structures originales, le facteur Marc Caron, du Mont-Vandil, a donc édifié un orgue, aussi proche que possible des instruments de l'époque, de pure forme, au tempérament métronique, avec deux claviers, à octaves croisées, qui a été réinstallé à son emplacement initial, suspendu entre ciel et terre, d'où il rayonne merveilleusement, d'après les témoins.

L'orgue sera aussi bémol du cours d'une messe pontificale par l'évêque de Metz, le 13 septembre, à 8 h. 30, sera présenté et expliqué l'après-midi au grand public, avec démonstrations de la mécanique sur écran vidéo, puis inauguré à 17 heures par un

concert d'œuvres des siècles de «Frescobaldi, Luzzini, Schütz, Sweelinck, etc.», donné avec le concours de la «Musicalische Compagnie» de Berlin et d'Alain Vogel.

Ce concert et la veille nocturne à la belle chapelle Sainte-Gloesinde marqueront également les débuts de l'Institut de musique ancienne de Metz (IMAM), dont la direction a été confiée à M. Alain Pacquier, le fondateur du Centre de recherches musicales de l'abbaye aux Dames et du Festival de musique ancienne de Subitane. Cet Institut se consacrera plus spécialement au Moyen Âge et à la Renaissance, avec un vaste projet d'exploitation et d'animation et un programme pédagogique développé autour du conservatoire et du nouvel orgue.

Parmi les premières réalisations prévues, on notera deux stages sur «Les Mystères» et «La Madrigal», pendant la semaine sainte 1982, la remise en honneur de la musique liturgique au sein de la cathédrale, un colloque autour de l'orgue Renaissance, des mises en scène d'œuvres datant d'avant l'éclatement de l'orgue, etc.

L'Institut de Metz devrait donc être complémentaire des recherches de Saintes et de l'Institut de musique et de danse anciennes de l'U.C.F. de France, dans un dialogue sur le dix-septième et le dix-huitième siècles.

JACQUES LONCH-MPT.

EXPOSITIONS

Benjamin Rabier ou le rire à poil

Benjamin Rabier, c'est qui ? Bien sûr, le père de Gédéon le canard, un héros de basse-cour. Bien sûr, un auteur d'albums et de livres pour enfants. Mais ce n'est pas tout. C'est aussi un dessinateur tout terrain, un «graphiste» comme on dit aujourd'hui, qui fait débouler l'encre, chats, vaches, cochons dans la vie quotidienne, au-delà des frontières de l'illustration de livres et de journaux, au-delà du support-texte : jeux pour enfants, puzzles, vignettes pour écoles, sagas, affichettes et cartes postales, chromos, affiches, assiettes, plumes, coussins, décalcomanies et même objets de bureau de cheminée. Ce qui montre bien sa popularité.

Mais est-ce que cela suffit pour nous dire qui est notre homme ? Nous ne sommes pas des enfants (enfants qui trouveraient d'ailleurs bien du plaisir à visiter l'exposition très jolie, très bien faite de la galerie de la SETA, si l'accrochage n'était pas fait pour des géants), et, au-delà du plaisir de découvrir ou de redécouvrir son imagier, l'univers de Rabier, derrière les évidences, derrière les gags au premier degré, réside.

Fabuliste et moraliste, Rabier ? C'est loin d'être ce qui domine, même s'il illustre superbement les fables de La Fontaine. Les leçons, chez lui, se soldent, un point c'est tout, par des jambes dans le plâtre et du sparadrap, non par des remontrances verbales.

Gédéon, le redresseur de torts, est en fait plus prompt à dévaler, ouvrir les portes, briser les chaînes, qu'à punir son monde, parallèle à celui des humains, autonome, à poil, et doté du rire, par exemple celui tendu jusqu'aux oreilles de la vache pour crème de gruère : La vache qui rit, c'est lui. Mais même doté du rire, le bestiaire de Rabier ne joue pas à l'homme : le lion et le rat y ont la même place, et ce ne fait pas problème. N'y aurait-il pas de l'anthropologie en lui ? En tout cas, non, décidément Rabier, ce n'est pas Babar, sa tendre, gentille et tranquille transparence, dont on peut aller saluer les cinquante ans au centre culturel du Marais.

Vandéenne de naissance (en 1894), Rabier avait commencé par faire de la peinture (réaliste) dans l'indifférence totale. Alors il monta à Paris

vers 1920. Là, on le retrouve simultanément aux Halles centrales, où il est vannicteur, au Nouveau Cirque de Paris, où il est contrôleur, et dans le milieu des revues et publications grivoises, qui fleurissent à la fin du siècle, comme fleurissent les affiches et les livres pour enfants. Et il rencontre Caran d'Aché, un des «papas» de la bande dessinée.

Rabier commença donc dans le dessin d'humour, pour l'Assiette au Beurre, l'Album, le Rire, Gil Blas, etc., puis il donna dans la publicité et aussi dans le théâtre (tableaux vivants et spectacles pour enfants au St-Té-Clan, à Clunij, et même dans le cinéma d'animation avec Emile Cohl), déboucha l'orgue pour ses cavalcades. Gédéon finalement arriva tard, en 1923. Mais sans lui, sans ses aventures, Doria ne serait peut-être pas tout à fait ce qu'il est, ni Milou.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Galerie de la SETA, 11, rue Surcouf, jusqu'au 12 septembre. Catalogue et livre : Benjamin Rabier, par Christian Alberdi, éditions Glénat.

DESSINS FRANÇAIS DU MUSÉE DE ROUEN A WASHINGTON

La National Gallery de Washington vient d'inaugurer une exposition d'œuvres sur papier prêtées par le Musée des Beaux-Arts de Rouen. Elle réunit cent dix aquarelles, pastels et dessins du seizième au dix-neuvième siècle, choisis dans les collections du musée par M. Pierre Rosenberg, conservateur du département des peintures du Louvre, et François Berger, conservateur du musée de Rouen.

Parmi les œuvres les plus remarquables, il faut citer trois dessins de Vouet, autant de pastels de Watteau et de Hubert Robert, ainsi que des œuvres de Puget et de Calot. De Gérard, dont Rouen est la ville natale, trois dessins, dont une étude du Radeau de la Méduse. L'exposition présente aussi des dessins de plusieurs artistes nés à Rouen, comme Jean Jouvenet, Jean Bessout, Charles-Nicolas Cochin et Paul Huet, ainsi qu'une étude d'un tableau de Veronese faite par Delacroix lors d'une visite au musée de Rouen.

L'exposition sera ensuite accueillie à New-York, à Minneapolis et au musée Paul-G Getty de Malibu, en Californie.

THÉÂTRE

Au Festival d'Edimbourg

Le risque et l'invention

Ivor Cutler est poète, et homme de théâtre. Depuis plusieurs années, il retourne à Edimbourg un public fidèle à ses séances de lecture, à sa silhouette confortable, à son charme de vieillesse, devant penser sur le haut de son crâne, un chapeau vert usé, qui abrite quelques cheveux sans couleur et le grain d'une folie de dire et d'écrire. Deux cents personnes l'écourent attentives, ébahies, car ces minutes comme lorsque s'élève au Usher Hall les voix de Jessye Norman ou de Margaret Price, ont un moment de «grâce» au Festival d'Edimbourg.

Comme dans de nombreux festivals, le théâtre est divisé entre deux territoires, celui du Festival officiel, et l'autre, terrain vague plus ou moins aménagé. Entre le premier et le «Fringe», en «marge», des manifestations officielles, la frontière reste partiellement marquée pendant les trois semaines du Festival. D'un côté les spectacles de comédie, légers et prompts à être écopés, et les grandes lectures littéraires (Grèce, Roumanie, le Britannicus du Théâtre de la Salamandre, très apprécié). De l'autre, dans une zone plus sombre, plus au monde (près de huit cents spectacles), le désordre et la rudesse d'un marché, mais aussi le risque et l'invention pour nombre de troupes professionnelles. Il est vrai que le «Fringe», à la différence du «off», avignonais, a pour lui plusieurs atouts : le soutien du public (plus de dix mille personnes d'autochtones), les relations avec la presse locale, un sens très pragmatique de la dépense. Les «sponsors» aussi sont là.

Perrier, pour que le Fringe pétille de «sucres», offre 1000 livres sterling au meilleur spectacle comique. Lieu de rencontre avec l'authenticité d'un personnage, avec la puissance d'un acteur, le Festival est aussi l'occasion de mettre à l'épreuve de nouveaux textes.

An Travers Theatre, Accountants était l'un d'entre eux. Deux fils de la même famille, à un moment de la grande scène au sud de l'Ecosse, par la qualité du dialogue, par la passion dans l'étude des personnages, il y avait là, un modèle de cette «naturalité» britannique, un modèle de sa forme, efficace et simple. Pendant un an, Michael Wilson était, et restait, un «playwright», auteur attaché au Travers Theatre, position commune en Grande-Bretagne, si rare de ce côté-ci de la Manche.

An cœur de la vieille ville se trouve l'«Edinburg» — galerie d'art de Richard Demarco, personnage excentrique, incompris, qui pourrait être le symbole de l'ouverture internationale à Edimbourg. Il lui revient d'avoir introduit en Grande-Bretagne Tadeusz Kantor et Joseph Beuys. Cette année, il s'est tourné vers les États-Unis, avec le succès off-Broadway, For Colored Girls Only. Autre ouverture, cette fois-ci vers la France : l'adaptation par le Almeida Theatre de la pièce de Bernard-Marcel Koltès présentée dernièrement au Théâtre de l'Odéon, la Nuit juste avant les Forêts. Baptiste Twilight Zone, de monologue de l'incertain, de l'absolu, de l'étranger était dit par un comédien noir, Trevor Laird, qui en donnait une interprétation moins virante, moins univoque, intérieure que celle de Richard Fontana. Certains ont vu l'image déclinée de Tordella et de Britton dans ce texte où s'entrecroisent, fragiles, ambiguës la solitude et la recherche de l'autre, le désir et la peur.

MARC PÉRI.

Les syndicats de comédiens britanniques ont refusé la proposition des directeurs de théâtres londoniens de faire du festival le jour de congé pour jouer la demande tant que les acteurs n'obtiendraient pas une double paie ce jour-là.

CINÉMA

« Messe noire » d'Eric Weston

Esteban l'hérétique fut, au XVI^e siècle, accusé et déporté avec ses fidèles sur les rives lointaines du Nouveau Monde, qu'il baptisa et consacra à son maître Satan en sacrifiant une vierge. D'un seul coup de son épée ornée d'un rubis, il lui trancha la tête et elle vola très haut dans le ciel, pareille à un ballon de football. Ce ballon que les diables d'une école militaire bûchée se virent au pied pendant leur entraînement.

L'école aujourd'hui s'élève sur l'emplacement même de la tombe d'Esteban d'où, bien sûr, le portrait réside dans la chapelle. Les futurs officiers sont tous fils de famille, à l'exception d'un bon gros (Clint Howard) : Soutre-douleur d'une petite bande particulièrement odieuse menée par un garçon qui ressemble au prince Charles moins les oreilles, il deviendra par cynisme mégalomane, le bras vengeur d'Esteban.

Dans l'école, il y a des porcs et un ordinateur. Les porcs forment une bande disciplinée et capable. L'ordinateur sert à décrypter un grimoire et à mettre en communication Esteban et Clint Howard. C'est l'idée du film, qui était également l'histoire de l'horreur. Mais quand elle arrive, elle fait presque oublier sa grande sœur de l'horreur. Et on ne regrette pas l'attente patiente. — C. G.

★ Voir les encadrés.

PRESSE

LE FIGARO-T.V. ARRÊTE SA PUBLICATION

Le groupe Hersant a décidé, mardi 8 septembre, d'arrêter la publication du supplément hebdomadaire «Figaro-T.V.», dont le premier numéro portait la date du 7 mars 1980. Une certaine absence de contrepartie publicitaire équilibrant le coût de fabrication serait à la base de cet arrêt.

De même source, on annonce que la plupart des textes et un journaliste qui collaboraient à cette publication seront réaffectés, soit au «Figaro-Magazine», soit au «Figaro-Madame», soit encore au «Figaro» quotidien. Une vingtaine d'entre eux sont rattachés à l'A.G.P.F. (Agence du groupe Hersant) et une dizaine à la société de gestion du «Figaro».

M. Pierre Mauroy, qui était l'hôte à déjeuner, mardi 8 septembre, du Groupement des grands quotidiens régionaux dont M. Jean-Jacques Kiehlols (Derrière Nouvelles d'Alsace) est le président, s'est déclaré «prêt à faciliter attentivement les positions de la presse face aux mutations qui se préparent dans l'audiovisuel».

ÉDITION

Dans le groupe Hachette

M. JEAN ROSENTHAL DEVIENT P.-D. G. DES ÉDITIONS STOCK

M. Jean Rosenthal devient président-directeur général des éditions Stock, filiale du groupe Hachette. Il succède à M. Christian de Bardilhat, qui a rélié ses fonctions de Monde daté 6-7 septembre. Rappelons que M. Bernard Barraud assistait le nouveau P.-D.G. en tant que directeur général.

M. Jean Rosenthal est né à Paris le 2 août 1922. Après des études de lettres classiques et de littérature anglaise, il débute comme journaliste puis il devient traducteur. Il fait ses premières armes aux éditions Grasset, sous l'égide de Marcel Duhamel, à la «Séda» de Marcel Duhamel, à la «Séda» de Marcel Duhamel, à la «Séda» de Marcel Duhamel. Il retourne à la littérature et à l'édition qui vont devenir des amis. C'est ainsi qu'il traduit, avec Jean Miller, John Updike.

En 1957, il fonde, aux éditions Grasset, la collection de «Bibliothèque de la Pléiade», avec : Eschyle, le Persique, Solonaste, le Souffle de la guerre, et aussi, Pierre Bay et J. Lévesque.

En 1962, M. Rosenthal devient directeur du service étranger des Lettres, tout en continuant à traduire : il contribue à faire connaître au public français : J. G. Le Carré, Mario Puzos, Norman Mailer, dont le Chien de berronnie a paru dans la petite collection de poche. Il fait découvrir des auteurs aussi différents que Dostoevski, Bertolt Brecht et Boulgakov.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à des jeunes cadres.

prochaine session de recrutement : 21 septembre 1981
date limite de dépôt des dossiers : 17 septembre 1981
dossiers de candidatures et brochures détaillées

I.G.S. - PROGRAMME MANAGEMENT AVANCÉ
établissement privé d'enseignement supérieur
25, rue François-I^{er} 75008 Paris

SORTIE MERCREDI 16 SEPTEMBRE

Détournement de mineure corsé d'inceste. C'est du joli. Mirade. C'est joli. Et mieux que ça, tendre, drôle, pudique, évident.

L'EXPRESS Daniele Heymann



ALAIN SARDE présente

BEAU PERE

PATRICK DEWAERE
et ARIELE BESSE

avec la participation de
NATHALIE BAYE
NICOLE GARCIA
MAURICE RINET

UN FILM DE
BERTRAND BLIER

Scénario et dialogues de BERTRAND BLIER et Musique de PHILIPPE SARDE
L'adaptation de JEAN-PAUL SARTRE et la mise en scène de ALAIN SARDE

LE MONDE DES ARTS

Les séances spéciales

En 1981, vivait un moine
(MARTY FELDMAN)
 au visage si ingrat que seuls Dieu
 et sa mère pouvaient l'aimer

LA BIBLE NE FAIT PAS LE MOINE

UN FILM DE MARTY FELDMAN
 LA BIBLE NE FAIT PAS LE MOINE (IN GOD WE TRUST)
 avec MARTY FELDMAN - PETER BOYLE - LOUISE LASSER avec RICHARD PRYOR (Dir.)
 et ANDY KAUFMAN (Arranged by T. Thunderbird)
 UNE PRODUCTION HOWARD WEST - GEORGE SHAPIRO
 Scénario de MARTY FELDMAN & CHRIS ALLEN Musique de JOHN MORRIS
 Producteur exécutif NORMAN T. FELDMAN Producteurs associés LAURETTA FELDMAN
 Producteur par HOWARD WEST GEORGE SHAPIRO
 UN FILM UNIVERSAL. DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

**ASNIERES Tricycle • BOUSSY ST ANTOINE Buxy • BOULOGNE Gaumont Ouest
ARGENTEUIL Gamma**

MARIGNAN PATHÉ, v.o. - U.G.C. NORMANDIE, v.o.
U.G.C. ODEON, v.o. BIENVENUE-MONTPARNASSE, v.o.
BERLITZ, v.f. - RDK, v.f. - MONTPARNASSE 83, v.f.
U.G.C. Gobelins, v.f. - CLICHY PATHÉ, v.f. - MISTRAL, v.f.
CONVENTION ST-CHARLES, v.f. - 3 MURAT, v.f. - 3 SECRETAN, v.f.
GAUMONT Evry - PARLY II - ARTEL Reany - VÉLIZY II
ARGENTUEIL - AVIATIC Le Bourget - 4 TEMPS La Défense
MÉLIES Montreuil - GERGY Pontoise - BUXY Boussy-Saint-Antoine

LA GRANDE
Zone

GAUMONT AMBASSADE VO (70 min Daily) • HAUTEFEUILLE PATRE VO (70 min Daily)
GAUMONT LES HALLES VO Daily • BROADWAY VO Daily • FRANÇAIS PATHE VF Daily
A.B.C. VF Daily • MONTPARNASSE PATHE VF Daily • WIEFLER PATHE VF Daily
GAUMONT CONVENTION VF Daily • 3 MATION VF • LA FANETTE VF
GAUMONT OUEST Boulogne VF Daily • GAMMA Argentuil VF Daily
PATHE Clairvoyance VF • BELLE ÉPIQUE Pathe Thine VF • CIJUS Colombes VF
STUDIO Park 2e VF • 4 TEMPS Le Désen VF • ULIS Océan VF • FRANÇAIS Boulogne VF

SUR LA FRONTIÈRE ÉPIQUE, LES HOMMES TRAVAILLENT
LA NOUVEAU PAYS.

OUTLAND

... LE DÉBUT DE LA TERRE.



SEAN CONERY dans "OUTLAND" PETER DINKLE

FRANCIS STEPHANER JAMES B. SHAWING YOUNG MORGAN
produit par ROBERT A. FORTY coproduit par STEPHEN T. O'NEILL et JERRY GOLDBERG
écrit par PETER DINKLE scénariste JAMES B. SHAWING
réalisé par PETER DINKLE

ELYSÉES LINCOLN (v.o.)
 7 PARNASSIENS (v.o.)
 14 JUILLET BEAUGRENELLE (v.o.)
 QUINTETTE PATHÉ (v.o.)
 IMPÉRIAL PATHÉ (v.f.)
 NATION (v.f.)

**Les copains
d'abord...**

L'événement du
Festival de Deauville.

Rendez-vous
**CHEZ
MAX'S**

UGC BIARRITZ VO • UGC OPERA VO • RACINE VO • UGC ROTONDE MONTPARNASSE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO • 14 JUILLET PARNASSE VO • 14 JUILLET REAUGRENELLE VO

**PRIX DU CINEMA
CONTEMPORAIN
CANNES
1981**

**Après KES et FAMILY LIFE
le nouveau film de KEN LOACH**

REGARDS ET SOURIRES

هكذا من الأصل

Place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : **742.09.39**

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Toile au mur

Pour habiller les murs de textile, les revêtements contre-collés sur papier ou sur mousse se posent par collage. Après une longue période où seuls les tons « naturels » (de l'écru au beige) étaient proposés, la couleur s'affirme dans toutes les nouvelles collections.

A Paritex, le Salon professionnel des textiles, qui se tient à Paris chaque mois de juin, trois tendances ont défini le nouveau revêtement mural. D'abord la couleur, avec des tons pastel, acidulés ou légèrement poudrés, et quelques coloris « onctueux » comme le prune ou le bordeaux. Ensuite, des effets brillants pour un décor raffiné. Enfin des jeux de relief où les chevrons et les rayures dominent.

Les tissés contre-collés sur papier, dont les prix vont de 80 F à 120 F environ le mètre carré (1), ont diverses textures. Dans la collection « Textile 2 » de Salubre-Viscose des revêtements évoquant le shantung ou la soie sauvage, dans une palette de tons clairs; des galons assortis assurent une finition soignée. De style très différent, le nouveau « Relief structure » de Corona est un tissage de lin et coton à grands chevrons, losanges ou diagonales, dans des coloris très doux. Chez Insiterra, la collection nouvelle est placée sous le signe des rayures: rouge vif ou roses, bleues, vertes — toujours sur fond blanc — elles se marient à des unis.

Le tissu mural Sari, stabilisé par enduction et non contre-collé sur papier, se colle également au mur. « Camaleux » est une toile chinée où les tons de rose tendre dominent, tandis que « Couleurs » est un tissage fibré dans des tons francs de bleu, jaune et rouge.

Les fils collés sur papier constituent un revêtement attrayant et moins cher que les tissés: de 50 F à 70 F environ le mètre carré. Parmi les nouveautés, la « Miral mélodie » de Corona a un aspect fin et soyeux, dans une quinzième de coloris pastel. « Oslo » de J.J.P., qui a la particularité d'être lavable au savon, allie des unis et des camaleux de rayures.

Les aluilletés sur papier ont un toucher velouté et valent entre 30 F et 40 F environ le mètre carré. La collection « Bouillie » de Sommer a une gamme de coloris allant du gris-cendré au violet. Nouvelles textures pour le « Balatex » de Balade-Dalami, avec un aspect de velours côtelé et des rayures irrégulières à gros relief.

Les tissés sur mousse, à coller au mur, donnent l'apparence d'un tissu tendu sur mouton. Leur très grande largeur de 2,60 mètres élimine les raccords entre les lés. Les prix sont de 85 F à 90 F environ le mètre carré. Deux nouveautés chez Lesura: un fin tissage genre doupion, et des structures à chevrons irréguliers ou à diagonales. « Somline » est une nouvelle toile tissée sur mousse présentée par Sommer au dernier salon Paritex. Pour accorder la couleur du sol à celle des murs, Tapist et Art mural ont mis au point des coordonnées moquette-tissu. A chacun des coloris de sept types de moquette s'harmonisent trois tentes de tenture murale. Cette toile, de 2,55 mètres de large, existe ainsi en quatre-vingts coloris, soit en tissu classique à tendre au mur, soit contre-collée sur mousse.

JANY AUJAME.

(1) Les revêtements textiles sur papier ont des largeurs allant de 0,70 mètre à 1 mètre.

BREF

DÉCORATEURS AU GRAND PALAIS.

— Du 10 septembre au 4 octobre, le Grand Palais des Champs-Élysées accueille le cinquantième et unième Salon des artistes décorateurs. Sur le thème « Habiter, c'est vivre », cette manifestation biennale comprend cette année trois zones d'intérêt: l'environnement extérieur, l'habitat et son décor et les arts décoratifs et plastiques.

Des projets et réalisations de mobilier urbain et d'espaces publics définissent « la ville d'aujourd'hui ». Les propositions d'architecture intérieure s'étendent d'une rétrospective du contemporain (avec des rééditions d'Eileen Gray et Le Corbusier) aux prototypes de meubles d'avant-garde, réalisés avec une nouvelle gamme de services. Pour le présent, une douzaine d'éditeurs de mobilier contemporain ont confié à des architectes d'intérieur de renom le soin d'intégrer leurs modèles nouveaux dans des décorations originales. Une sélection des dernières créations de tissus est également mise en ambiance par les décorateurs.

Les écoles d'art et des artisans de toutes les disciplines présentent leurs œuvres, ainsi qu'une cinquantaine de créateurs de bijoux de style contemporain. — J. A.

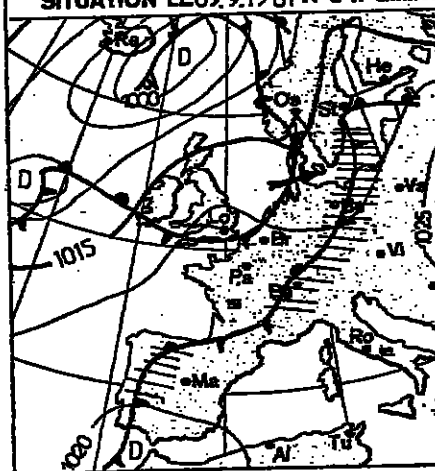
* Du 10 septembre au 4 octobre, Grand-Palais, tous les jours, de 10 h à 20 h. Entrée: 20 francs; étudiants, 10 francs.

PRODUIT ANTICAFARDS. — Pour se débarrasser des cafards, qui profitent dans les gaines d'électricité et de chauffage des immeubles, Ciba-Geigy a mis au point un produit à base d'azométhiphos, substance nouvelle sans danger pour les humains et les animaux de la maison. Présenté en aérosol, ce produit a une action destructrice immédiate et draine un barrage contre les cafards pendant plusieurs semaines.

* Néodis anticafards, 13,50 F. 22 drogueries et au rayon « produits d'entretien » des grandes surfaces.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9.9.1981 A 0 h G.M.T.

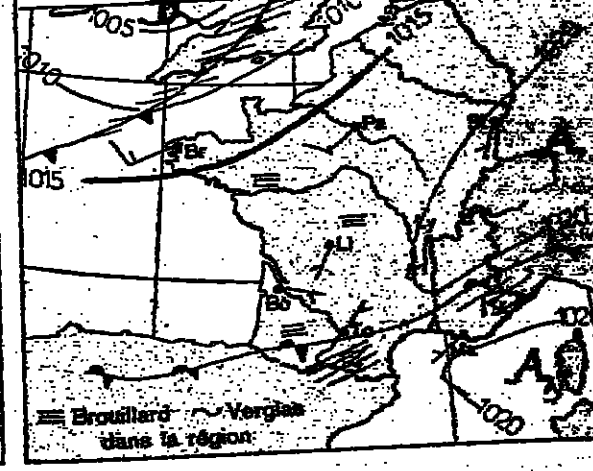


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 septembre à 0 heure et le jeudi 10 septembre à 24 heures:

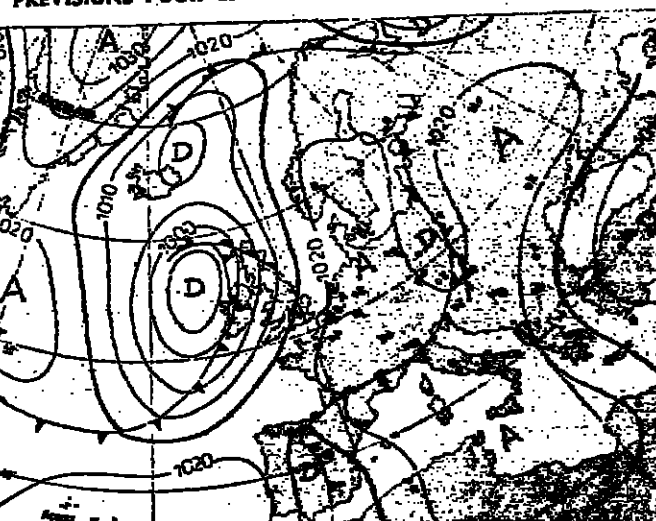
La perturbation orageuse qui a traversé la France évoluera lentement sur nos régions du Midi. Une autre perturbation, circulant sur l'Atlantique, se dirigera vers les îles Britanniques; son front froid atteindra la Bretagne jeudi soir. Jeudi 10 septembre, le temps restera nuageux et orageux des Pyrénées à la Provence. Sur les autres régions la matinée sera très brumeuse mais de très larges éclaircies se développeront l'après-midi. En fin de journée, cependant, les nuages deviendront abondants en Bretagne et en Normandie, et il y pleuvra dans la nuit. Les températures viteront peu par rapport à celles de la veille. Les vents, généralement faibles, deviendront modérés l'après-midi et le soir de la Bretagne au Pas-de-Calais.

Le mercredi 9 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1022,5 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9): Ajaccio, 26 et 14 degrés; Biarritz, 24 et 13; Bordeaux, 24 et 13; Bourges, 24 et 13; Brest, 22 et 18; Caen, 22 et 13; Cherbourg, 18 et 12; Clermont-Ferrand, 20 et 15; Dijon, 24 et 14; Grenoble, 23 et 17; Lille, 23 et 12; Lyon, 22 et

PRÉVISIONS POUR LE 10.9.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 10 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



17: Marseille, 26 et 19; Nancy, 25 et 13; Nantes, 23 et 14; Nice, 25 et 17; Paris-Le Bourget, 23 et 14; Paris-Montparnasse, 23 et 14; Rennes, 24 et 15; Strasbourg, 23 et 15; Toulon, 25 et 13; Toulouse, 26 et 18; Tours, 25 et 13; Valenciennes, 23 et 15; Vannes, 23 et 14; Verdun, 23 et 14; Vichy, 24 et 14; Yverdon, 23 et 14.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 9 septembre

DES DÉCRETS

● Relatif aux cotisations des régimes d'assurance-vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité - décès des auxiliaires;

● Relatif au montant des cotisations de la République française et du gouvernement de la République démocratique allemande sur le développement de la coopération entre les entreprises des deux États sur les marchés tiers, signé à Paris, le 6 janvier 1979;

● Portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République démocratique allemande sur le développement de la coopération entre les entreprises des deux États sur les marchés tiers, signé à Paris, le 6 janvier 1979;

● Fixant les dispositions applicables au prêtèvement exceptionnel sur les banques et établissements de crédits prévus par l'article 6 de la loi de finances rectificative pour 1981 (n° 61-734 du 3 août 1981) en cas de création, cessation d'activité, cession ou transfert d'établissement.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

VENDREDI 11 SEPTEMBRE

● Crypte archéologique à 15 h. parvis Notre-Dame, 8000 parkings (Approche de l'art).

● Vestige et souterrain de la montagne Sainte-Geneviève à 15 h. métro Cardinal-Lemoine, Mme Raguenau.

● L'île Saint-Louis à 15 h. métro Pont-Marie, Mme Lamber (Commissaires d'art et d'histoire).

● De la rue de la Ferronnerie aux routes des Halles à 15 h. au pied de la tour Saint-Jacques, Mme Heger.

● Vie artisanale du Faubourg Saint-Antoine à 14 h. 30, faubourg Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

● Hôtels du Marais, place des Vosges à 14 h. 30, métro Saint-Paul (Mémorisation du passé).

● De la rue de la Paroisse à la Comédie-Française, le café Procope à 14 h. 30, rue des Carmes, M. Teulier.

● Hôtels du Marais illuminés à 20 h. 30, place de l'Hotel-de-Ville, M. Teulier (de Vieux Paris).

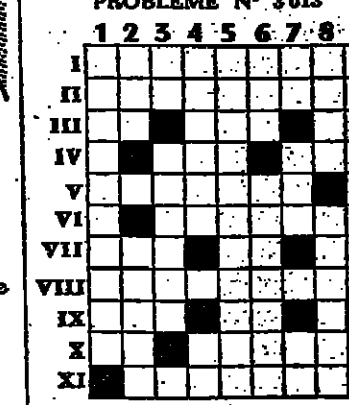
● Le centenaire de l'Ecole française du Caire à 15 h. palais de Tokyo (Vieilles Paris).

CONFÉRENCES

20 h. 30, 199 bis, rue Saint-Martin, « La Rose-Croix, mythes et réalité » (AMORC).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3013



HORIZONTALEMENT

1. Est capable de planer pendant des heures. — II. Lait pour l'adulte. — III. Soutien de la réaction. — IV. Rongeur de vers. Lettre grecque. — V. Elle promet, des us de distraction. — VI. Tante. — VII. Tête d'empoté. — VIII. Victime de la neige. — IX. Fine en place. Fait la queue dans un magasin. — X. Rivière à Bordeaux. Sous par-

fois en l'île et reçoit des marins. — XI. Qui fait beaucoup cracher.

VERTICALEMENT

1. Transforme la guigne en chose très douce. — 2. Maison de maître. Personne de « marque ». — 3. Symbote. Opposé à la réaction. — 4. Rongeur de vers. Lettre grecque. — 5. Elle promet, des us de distraction. — 6. Tante. — 7. Tête d'empoté. — 8. Victime de la neige. — 9. Fine en place. Fait la queue dans un magasin. — 10. Rivière à Bordeaux. Sous par-

Solution du problème n° 3012

Horizontalement

1. Escalator. — II. Couleurs. — III. Huitième. — IV. Aïre. — V. Na. Elol. — VI. Inol. — VII. Inn. Ge. Se. — VIII. Livres. — IX. Laine. — X. Tête. — XI. Balle. — XII. Balle.

Verticalement

1. Echamillon. — 2. Sout. — 3. Nias. — 4. Cuir. — 5. Bricole. — 6. Ailes. — 7. N. — 8. Lee. Loge. — 9. Aéroles. — 10. Tri. — 11. Tes. — 12. Oses. — 13. Nardine.

GUY BROUÏ.

NOS PRIX RENTRÉE DES CLASSES

| | | | |
|-------------------------------------|--------|--|--------|
| 120 copies doubles, 70 g | 4,53F* | Pochette 4 bic cristal | 2,15F |
| 150 feuillets perforés, 80 g | 5,35F* | Stylo plume stypen + 6 cartouches | 4,00F |
| 10 cahiers brouillon, 60 g | 0,80F | 8 crayons, bout gomme | 3,00F |
| l'unité | 1,94F | Pot de colle blanche, 50 g | 2,00F |
| Cahier de travaux pratiques, 70 g | 2,41F | Rouleau adhésif 19 mm x 10 m avec dévidoir | 3,00F |
| Cahier de textes, 140 pages | 0,60F | Trousse P.V.C. garnie 22 pièces | 35,00F |
| Protège-cahier toilé, 10 coloris | 3,00F | Boîte de peinture 12 godets + 1 tube Lefranc-Bourgeois | 8,50F |
| Classeur, 4 coloris | 4,00F | Gibecière 38 cm P.V.C. granité | 39,00F |
| Ardoise naturelle, cadre bois | 2,00F | La même, 44 cm | 52,50F |
| 20 cartouches d'encre | 4,00F | Sac à dos toile fantaisie | 37,50F |
| Stylo-bille automatique, 4 couleurs | | | |

* au lieu de 240 copies doubles et 300 feuillets perforés 70 g. Cette publicité tient compte des modifications demandées par l'Union Fédérale des Consommateurs-Que Choisir, à la suite des relevés effectués par cet organisme.

مكتبة الامم المتحدة

حسبنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Jeudi 10 septembre 1981 - Page 29

| OFFRES D'EMPLOI | Large | Large T.T. |
|----------------------|--------|------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| IMMOBILIER | 21,00 | 24,70 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 58,45 |
| AGENDA | 48,00 | 58,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Large | Large T.T. |
|--------------------|-------|------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GESTION-COMPTABILITE

3 Directions à prendre

Nous sommes un Groupe de Sociétés de Transports Routiers (CA 1 milliard de F., 2000 personnes, 1200 véhicules).
Notre politique de décentralisation, autant qu'une forte expansion, nous amène à rechercher pour BORDEAUX, LYON et RUNGIS 3 nouveaux DIRECTEURS.
Le niveau de leurs responsabilités nous conduit à exiger un sérieux passé professionnel : une bonne formation d'abord (DECS + Ecole de Gestion et/ou Expertise Comptable) et, naturellement, plusieurs années d'expérience en cabinet et/ou en entreprise.
Immédiatement opérationnels, et selon une politique définie par le siège, ils interviennent en place :
- la comptabilité générale et analytique
- les procédures budgétaires
- le système informatique.
Diplomatie mais fermeté, dynamisme et ambition correspondent bien à votre personnalité. Ce sont des qualités qui, au sein de notre Groupe, faciliteront un véritable développement de carrière.
Veuillez adresser votre dossier de candidature sous réf. 2632 (précisez SVP la ville pour laquelle vous postulez) à

daphné samson

Conseil en Recrutement 32 rue de Sablonville 92200 NEUILLY SUR SEINE
qui vous assure son absolue discrétion.

Les Laboratoires pharmaceutiques
SMITH KLINE & FRENCH
recrutent Jeune Diplômé pour

CONTROLE FINANCIER USINE

à PESSAC près Bordeaux - 33

Poste :
- Contrôle et valorisation du stock (systèmes informatiques)
- Détermination des prix de revient
- Analyse financière de l'activité de l'usine (Tableau de bord)
- Relations entre la Division Financière au Siège et la Direction de l'Usine.

Profil :
- Jeune Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ayant quelques années d'expérience dans une fonction similaire.
- Connaissances informatiques et Anglais indispensables.

Notre établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (90 personnes), tout en offrant des possibilités de progression en FRANCE ou à l'ETRANGER au sein d'une Société internationale en expansion.
Avantages sociaux : vacances hiver et été : 5 semaines, restaurant d'entreprise, 13ème mois, journal continué.
Ecrire au Siège Social sous référence JJCH SMITH KLINE & FRENCH 15, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX Cedex.



elf aquitaine

recherche pour sa
DIRECTION EXPLORATION PRODUCTION
dans la FONCTION APPROVISIONNEMENT

acheteurs

Chargés de réaliser les achats de matériaux pétroliers pour le compte des filiales d'exploration production.

agents de transport transit

Chargés d'organiser le transport de matériels pétroliers à destination de nos filiales à l'étranger dans les meilleures conditions de coût et de délais.

agents polyvalents d'approvisionnement

Chargés, au siège ou dans les filiales d'exploration production à l'étranger, d'intervenir dans le domaine des achats de matériels pétroliers, du transit, de la gestion des stocks, du fonctionnement des magasins...

Le profil des candidats recherchés :
- DUT ou BTS technique ou transport logistique ou techniques de commercialisation
- ou Bac Technique ou Commercial + expérience professionnelle dans la fonction approvisionnement ou dans l'exploitation des installations pétrolières.

L'anglais est indispensable.
Ces fonctions impliquent des alternances entre postes en France et filiales à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo sous No 7572 à
SNEAP - DC Recrutement - 26, Avenue des Lilas
Tour 12-04 - 64018 PAU CEDEX.

INGENIERIE D'ENSEMBLIER IRAK

Le groupe français doit nous faire partie est l'un des plus importants dans son domaine : l'ingénierie du bâtiment et des travaux publics. Spécialistes en construction industrielle, nous concevons et réalisons, clés en main, des usines de préfabrication de grands panneaux en béton simple.

DIRECTEUR DE TRAVAUX

(Réf. M 5479 A)

Nous recherchons un Directeur de Travaux auquel nous confierons le management d'un contrat de construction de trois usines de préfabrication en Irak. En liaison avec les ingénieurs du siège, il pilote une opération d'entreprise générale, coordonne et supervise les travaux des sous-traitants, la réception des fournitures et équipements, leur montage. Il assure personnellement les relations avec l'investisseur.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant une expérience confirmée d'opérations de montage industriel à l'étranger. C'est un meneur d'hommes et un négociateur qui, naturellement, s'exprime en anglais.

INGENIEUR BATIMENT

(Réf. M 5479 D)

Adjoint du Directeur des travaux, il se charge pour l'ensemble des questions techniques (calcul et plans, études complémentaires, supervision des travaux, ordonnancement et pilotage) et assiste dans les autres domaines.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'au moins 25 ans, ayant quelques années d'expérience des chantiers bâtiment BA, génie-civil.

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser, sous la référence choisie, un dossier complet de candidature, en précisant leur rémunération actuelle, à

EGOR INTERNATIONAL

8 rue de Belfort 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO



L'INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION
A L'INFORMATIQUE APPLIQUEE
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE DUNKERQUE
PROPOSE

aux cadres en gestion d'entreprise, demandeurs d'emploi, un stage de formation rémunéré par l'Etat de

GESTIONNAIRE INFORMATICIEN

Durée : 620 heures, du 5 octobre 1981 au 27 janvier 1982

Renseignements au SIFOP, avenue de la Grande, 58840 DUNKERQUE - Téléphone : (28) 24-38-22

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SEMI-CONDUCTEURS JEUNES INGÉNIEURS

E.S.E., E.S.M.E., I.N.S.A. ou équivalent

Pour l'étude et la fabrication de composants de puissance (redresseurs, thyristors, transistors) et de composants hyperfréquences.

Les candidats devront posséder quelques années d'expérience dans les domaines proposés. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable. Lieux de travail situés en province.

Ecrire avec C.V., manuscrit et photo s/r 7.911, Caisse Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE DIRECTEUR COMMERCIAL
D'UNE ENTREPRISE DE TISSAGE NOUVEAUTÉS
RÉGION LYONNAISE

UN ASSISTANT FORMATION INGÉNIEUR TEXTILES ou ÉQUIVALENTE

Responsable à ses côtés de la conception des produits, 30 ans min.

Connaissances souhaitées : domaines fibres naturelles et synthétiques.

Le titulaire du poste sera impliqué dans des tâches, variable selon les goûts et les idées des clients, très variées et très stimulantes.

Nombreux déplacements envisagés.

Perspectives d'avenir intéressantes à moyen terme.

Ad. C.V. détaillé, photo et présent. à Cabinet Champagnac, 16, rue Sentes-Dumont, 69008 LYON.

BANQUE DE PROVINCE

recherche pour sa Division informatique

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expérimenté en A.P.B. 3600 IBM

Ecrire lettre avec C.V. détaillé à n° 7.802, Caisse Publiée, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiée » ou d'une agence.



chef des services personnel et administratif

Importante société recherche pour l'une de ses usines situées dans le LOT ET GARONNE (effectif 135 personnes) un Chef des Services Personnel et Administratif.

Ce poste implique la responsabilité des relations sociales, de l'administration et de la gestion du personnel, de la comptabilité usine. Il ira de préférence à un homme de terrain, originaire du Sud-Ouest ou/et y étant domicilié.

Si possible de formation supérieure, âgé d'au moins 35 ans, ce cadre possède une expérience étendue des différents aspects de la fonction (principalement personnel). Il a une connaissance fine de la législation sociale, car il sera le conseil du Chef de l'établissement et le correspondant du siège social pour tout ce qui touche les Relations Humaines.

Nombreux avantages sociaux. Facilités de logement. Entretiens prévus à Paris.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo (retournée) sous référence 7968 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.



elf aquitaine

recherche pour sa Direction
DEVELOPPEMENT et TRAVAUX

UN INGENIEUR STRUCTURES EN MER

PROFIL :
ayant nécessairement quelques années d'expérience (5 ans minimum) des problèmes de réalisation et d'installations pétrolières marines.

MISSION :
Ses tâches seront celles de la responsabilité d'études d'ingénierie de structures offshore, faisabilité, conception, chiffrage, ainsi que de l'animation et du contrôle d'ingénierie de détail.

FORMATION :
- supérieure
- connaissance forage production
- anglais indispensable
- pratique de l'ingénierie offshore
- 5 ans au moins.

INTERET :
situation d'avenir pour un élément dynamique souhaitant faire carrière dans une activité à caractère technique et attiré par des missions ou séjours à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et présentations sous n° 7408 au Service Recrutement - Tour 12-04 - S.N.E.A. (P) - 26, avenue des Lilas 64018 PAU CEDEX

FILIALE MATRA Alsace

cherche :

INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE CHEF DE FABRICATION et DEVELOPPEMENT

Atelier Galvanoplastie peinture et vernis (30 personnes) expérience de quelques années en production et développement dans le même secteur d'activité pour participer à la mise en œuvre de procédés nouveaux de décoration sur métaux et plastiques.

Ecrire avec C.V. à MATRA, bureau de recrutement (J.D.) 37, avenue Louis Bréguet, 78140 VÉLIZY.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING recherche INGENIEUR LOGISTIQUE

Il aura à prendre en charge le planning du personnel, ainsi que le transport et le logement de celui-ci.

Lieu de travail : GOLFE PERSIQUE.

Anglais courant obligatoire.

Env. C.V. sous référence 3366/S à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

IMPORTANTE ENTREPRISE ÉLECTRIQUE

cherche pour son chantier de ligne T.H.T. en ARABIE SAOUDITE.

• CHEFS DE CHANTIER, CHEFS D'ÉQUIPE

• MONTEURS C.B.O. SPÉCIALISTES DE DÉROULAGE, GRUTERS SUR CAUE MOBILE 50 T ET 80 T.

Disponibilité immédiate.

Téléphone : 49-71-01, ligne bureau.

Cadre de pour Côte d'Ivoire, prof. comptable et secrétaire, classe DECS. Ecole supérieure comm., B.T.S., si poss. couple. Téléph. : (93) 95-51-74, Carr. v.

GESTION 2000 Pour chantiers ALLEMAGNE et TUNISIE

INGÉNIEURS

Responsables de chantier, génie civil, charpente, montage et coordination. Grande expér. expér. Angl. allemand souhaité. Téléphone : 240-42-01.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



elf aquitaine

RECRUTE POUR SA DIRECTION DE LA RECHERCHE
DEVELOPPEMENT - INNOVATION
à PARIS

INGENIEUR D'AFFAIRES

PROFIL :
- Diplômé Grande Ecole : Polytechnique - Mines - Centrale...
- Quelques années d'expérience souhaitées dans les problèmes de développements techniques
- Anglais courant.

MISSION :
- Assurer la valorisation externe des techniques développées par le groupe
- Définir une politique de valorisation (licences - associations - création d'activités nouvelles)
- Mettre en œuvre la politique retenue (depuis la recherche de partenaires jusqu'à la conclusion des accords).

INTERET :
- Situation d'avenir pour élément dynamique souhaitant faire carrière dans le groupe et attiré par missions ou séjours à l'étranger.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous référence 7683
Service Recrutement ELF FRANCE 137, rue de l'Université 75340 PARIS CEDEX 07
Discretion assurée.

SOCIÉTÉ
D'IMPORTANCE INTERNATIONALE
située dans le Sud de PARIS

Ingénieur Logiciel

Il sera chargé de la conception et du développement de logiciels scientifiques, de l'élaboration de la documentation, du suivi de la maintenance et de l'interface avec les utilisateurs. Parallèlement il assurera l'exploitation d'un mini système HP 1000.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur logiciel de formation grande école ou universitaire, ayant 2 à 5 ans d'expérience dans la conception et le développement de logiciels scientifiques, ayant utilisé des techniques de programmation structurée et développé des chaînes de documentation.

La maîtrise de l'anglais lu et écrit est indispensable.

Connaissances souhaitées :

- réseaux de télécommunications
- langage de programmation PASCAL
- utilisation de mini-systèmes (DEC et HP, ...)

Une évolution ultérieure vers des problèmes de télécommunications est à envisager.

Adresser C.V., prétentions et photo à no 07590 CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

chef de publicité

Venez développer le secteur P.A. Immobilier de

regie presse Le Monde

Un poste de chef de publicité est créé. Le titulaire aura pour mission de développer sur la Région Parisienne une clientèle d'Agents immobiliers, promoteurs et notaires.

Nous souhaitons rencontrer un commercial à l'initiative, autonome et d'une expérience réussie dans la vente et d'une parfaite connaissance du monde de l'immobilier.

Le salaire comporte un fixe plus un intéressement lié aux résultats d'ensemble du département.

Les perspectives d'évolution de ce poste sont intéressantes pour un candidat de valeur.

Envoyez CV, photo et salaire actuel sous ref. 17529 à Regie Presse LE MONDE, 85 bis rue Rougemur, 75002 PARIS

NOS CONSULTANTS "MANPOWER CADRES" DES VRAIS TECHNICIENS.

100 - 130.000 Frs.

Un défi : développer les missions temporaires pour les cadres. Une méthodologie : des professionnels pour parler aux professionnels.

A ce titre, nos consultants sont des techniciens de haut niveau.

Cinq à sept ans de pratique leur ont donné une solide connaissance du milieu industriel. Leur langage de spécialité est un des meilleurs garants de leur réussite auprès des entreprises clientes. Sur le terrain - le chantier ou l'usine - ils peuvent détecter et analyser rapidement les besoins en cadres temporaires. Avec la même précision, ils savent où trouver les candidats adéquats et les sélectionner.

Consultant Manpower - Cadres, c'est à la fois une fonction technique, commerciale (suivi et développement de la clientèle), humaine (recrutement), administrative (suivi des cadres en mission).

Pour le secteur mécanique / électromécanique / électronique, nous cherchons un homme spécialisé dans une de ces trois disciplines.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de 35 ans environ, praticiens avertis, aimés d'un certain goût du défi, ou du moins d'un véritable esprit d'entreprise.

Adresser votre dossier de candidature à A. ENGLER - Service du Recrutement - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS.

MANPOWER

LA MUTUALITE AGRICOLE

recherche

chargés d'études

débuts ou non, avec maîtrise de sciences économiques ou plus, pour travaux statistiques et économiques.

juristes débutants

avec maîtrise en Droit pour études sur la formation professionnelle ou sur la législation sociale.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions en indiquant le poste choisi à U.C.C.M.A. - Département Gestion du Personnel 8/10, rue d'Astorg - 75008 PARIS.



emploi/regionaux

Paris (75) place Vauban, cherche étudiant (17) pour garder enfant de 4 ans, de 16 h. 30 à 19 h. 30. Téléphone : 58-15-45.

Cabinet de Conseil, spécialisé en ressources humaines, rech. un

JEUNE CONSULTANT EN RECRUTEMENT

De formation de psychologue ou équivalente, il aura à sa disposition une première expérience dans ce type de poste ou, sera débutant, ayant un goût prononcé pour les contacts humains et le commercial. Ce poste offre des possibilités de carrière intéressantes.

Salaire fixe + intéressement. Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo (retournée) sous référence 006 RC à

RATIO CONSEILS, 39, rue Étienne-Maillard, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ DYNALISE RECHERCHE

UN DESSINATEUR DE PUBLICITÉ

Ayant une formation commerciale et en photographie pour s'occuper :

- De la mise en pages de catalogues.

- De vente par correspondance.

Ecrire à société DYNALISE, 1, boulevard de la Chantourne, 38700 LA TRONCHE

Association ch. amateurs de stages de formation pour 7 mois. Ecrire : Unité de Formation Carrière - Méditerranée, 23, av. du D-Picard, 06400 Cannes.

Recherches PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUE

Pour classes de 5^e, 4^e, 3^e. Enfants intelligents mais difficiles. Petits effectifs. Contrat d'association. Téléphone pour R.V. : Institut Psychopédagogique, et de l'Église, 80740 St-Maurice. Téléphone : 16 (4) 424-09-10.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHES recrute pour son centre de NANTES

INGENIEUR Haut niveau (E.N.P.C., E.C.A.M., ou équivalent) pour poste comportant travaux de recherche appliquée en dynamique des sols et études particulières dans le domaine des fondations. Connaissances en programmation FORTRAN, ainsi que pratique de l'anglais lu et écrit exigées.

Poste stable. Horaires 8 X 8. Carrière, avantages sociaux. Env. avec C.V. et prétentions, n° 7.841, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, a. tr.

CABINET D'AUDI INTERNATIONAL recherche pour son bureau de LYON

RÉVISEUR CONFIRMÉ

Il est demandé :

- une expérience acquise en cabinet de révision comptable de 3-4 ans,

- des études d'expertise comptable en cours,

- connaissances de l'anglais nécessaires.

Env. C.V., prêt et photo à M^{me} Sourd 18, rue Louis-Guérin, 69100 Villeurbanne.

M.J.C. recherche éducatrice, spéc. pour mettre en place une animation préventive. Env. C.V. et photo à M.J.C. VALVIER, 16, av. de la Résistance, 93000 Aubert.

C.A.C. DOLE (Jura) recherche

PLASTICIEN p. conception, réalisation, expo. Solère : 5.200 F.

RESPONSABLE RELATIONS PUBLIQUES. M-temps. Salaire 2 700 F. Rem. tél. : (84) 72-95-97.

Filiale groupe important FOUCHER-VISODACT/C.P.A.V. recherche

DÉLÉGUÉ(E) COMMERCIAL(E)

pour diffuser les SYSTÈMES AUDIO-VISUELS D'ENSEIGNEMENT auprès des établissements de l'Éducation nationale, des écoles privées, chambres de commerce, administrations, etc.

Il faut :

- 30 ans minimum ;

- bonne culture générale ;

- être actif, efficace, disponible (déplacements province fréquents) ;

- excellente présentation ;

- aisance dans les contacts ;

- motivation pour la vente ;

- connaissance du milieu enseignant appréciée ;

- voiture indispensable ;

- résidence Paris ou proche banlieue.

Nous offrons :

- important portefeuille de clientèle ;

- stage de formation rémunéré ;

- salaire très motivant : fixe + intéressement ;

- indemnité de déplacements.

Si vous avez 2 ou 3 années d'expérience d'un poste similaire, veuillez adresser votre candidature par lettre manuscrite avec C.V. et photo, en précisant rémunération actuelle à :

P.D.C., 156, r. du Fr-Saint-Denis, 75010 PARIS, qui tr.

AGENCE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT recherche pour PARIS

CHEF de PUBLICITÉ

- Avoir de responsabilité, capable d'assurer le traitement de budgets, services et industrie de haut niveau (réception, conception, recommandation) ;

- Formation souhaitée :

● Ecole supérieure de commerce (H.E.C., ESSEC...),

● Expérience agence grand public indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 028742 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 - PARIS

ÉLECTRONICIENS

- INGÉNIEURS pour bureau d'études et de développement.

- TECHNICIENS pour service après-vente (anglais indispensable).

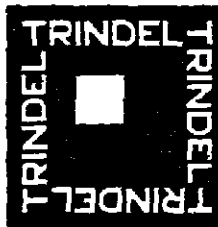
AGENT TECHNIQUE

EN CONSTRUCTION MÉCANIQUE

Formation BTS micromécanique de préférence.

Pour travailler dans une société comprenant 2 centres d'études en région parisienne et 4 centres industriels dans les activités : télévision, péritelvision, péri-informatique, autoradio électronique de bord.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae n° 7.720 CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er} qui transmettra.



TRINDEL

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES, ÉQUIPEMENTS, AUTOMATISMES et INFORMATIQUE INDUSTRIELS

Notre DIRECTION COMMERCIALE FRANCE désire confier à plusieurs

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Diplômés Grandes Ecoles

une importante mission de prospection de nos marchés potentiels. D'abord en aval, leur action implique une participation aux négociations auprès d'interlocuteurs de haut niveau et un suivi Clientèle de grande qualité.

Véritables « ENTREPRENEURS », les hommes que nous attendons devront posséder une réelle expérience (5 ans minimum), acquise dans un domaine et auprès d'une clientèle analogues. La connaissance du contexte professionnel concerné, associée à une envergure personnelle certaine, seront les atouts majeurs de leur réussite.

Ces postes, basés au siège (PARIS 8ème), ouvrent d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière dans un grand groupe.

Nous étudierons avec intérêt et discrétion la candidature détaillée que vous voudrez bien adresser, sous référence A 81/19 M à

TRINDEL - Service DP/PS 44, rue de Lisbonne - 75383 PARIS - Cédex 08

DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

TRINDEL

حکومتی ادارہ

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Jeudi 10 septembre 1981 - Page 31

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

juriste

SPECIALISE EN

fiscalité & droit de sociétés

Un GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT (C.A.: 5 milliards de F) recherche pour sa société Holding, un JURISTE EXPERIMENTE.

Dependant du DIRECTEUR ADMINISTRATIF & JURIDIQUE il sera plus particulièrement chargé des questions FISCALES et de DROIT des SOCIÉTÉS.

Ce poste conviendrait à un DIPLÔMÉ en DROIT (LICENCE ou MAÎTRISE), âgé de 30 ans minimum. Ses connaissances de la législation actuelle devront être à jour et lui permettre d'être opérationnel très rapidement.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2249 M.A. - préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



auditeur interne

Le cadre recherché débutant ou ayant une première expérience professionnelle devra être diplômé d'une grande école de gestion. La possession d'un D.E.C.S. est souhaitée ainsi que la connaissance de l'utilisation des moyens informatiques.

Au sein d'une équipe de quelques personnes, il sera responsable de missions d'audit opérationnel et d'évaluation des contrôles internes dans l'ensemble des sociétés filiales du Groupe.

Une partie des activités (20 % environ) sera consacrée à des travaux de révision comptable en liaison avec les commissaires aux comptes.

Des déplacements en province ainsi qu'à l'étranger sont à prévoir.

La rémunération prévue ainsi que le bon niveau de politique sociale pratiquée par le Groupe DARTY intéresseront les candidats (es) de valeur.

Ecrire au : Groupe DARTY - Direction des Relations Sociales
Tour Rosny II - 93118 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX

Bank Populaire

LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

Jeunes diplômés (ées)

HEC-ESSEC-IEP

ou équivalent (double diplôme...)
après des obligations militaires
la possibilité de débuter leur carrière dans son

inspection

Après une première période de formation, ils auront pour mission de porter un diagnostic sur les divers aspects de la gestion d'établissements du Groupe : sécurité, rentabilité, développement, perspectives.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront en province des déplacements d'environ trois/quatre mois chacun (deux ou trois par an) alternant avec des séjours plus longs à Paris.

Ces fonctions, qui nécessitent une forte personnalité caractérisée par de bonnes facultés de synthèse, le sens de la rigueur, l'aptitude à la négociation et à l'expression, peuvent conduire à terme à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous réf. M1 à M. CASIERS.

CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
131, avenue de Wagram 75017 PARIS CEDEX 17

on peut être ingénieur électricien et aimer les relations publiques.

Cette annonce est alors pour vous une opportunité.

Ingénieur Electricien (option AUTOMATIQUE), vous possédez l'art de la mise en valeur des produits et services offerts. Vous avez une grande curiosité technique alliée à la capacité d'analyse et de synthèse.

Vous avez un goût prononcé pour les contacts humains, vous aimez et savez rédiger.

Vous pratiquez l'Anglais et, si possible, l'Espagnol.

Vous habitez la Région Parisienne.

Le Groupe PRODUCTION D'ENERGIE de la GCEE ALSTHOM vous offre la possibilité d'exploiter des caractéristiques en assurant la PROMOTION de ses équipements d'automatisme pour les centrales électriques.

Votre mission s'effectuera auprès de clients et d'ingénieurs conseils importants implantés en France et à l'Etranger.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions à Mr ANDRY - GCEE ALSTHOM, 13, rue A. Raymond - 92309 LEVALLOIS.

GCEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

DIRECTEUR GENERAL

Un groupe industriel international, spécialiste mondial des systèmes d'irrigation goutte-à-goutte et aspersion, désire confier à un Directeur dynamique, le développement de sa filiale française, de taille encore modeste. Celle-ci possède une place d'avenir sur son marché grâce à des produits performants.

Il développera, avec un objectif prioritaire de rentabilisation des opérations, les activités commerciales sur l'ensemble de la France en recherchant de nouveaux marchés auprès d'une clientèle essentiellement agricole, et aura l'entière responsabilité de la gestion et de la bonne marche de la société. Il sera chargé de la stratégie commerciale : recherche et lancement de nouveaux produits et rachats possibles de sociétés pouvant permettre une meilleure pénétration des produits.

Répondant directement au General Manager Europe et Middle-East pour les résultats financiers de la société, il devra être habitué à travailler sur objectifs budgétaires.

Nous recherchons un homme d'environ 40 ans, de formation supérieure technique (ingénieur agronome), ou de gestion (HEC, Essec, Sup de Co) maîtrisant bien l'anglais et justifiant d'une solide expérience de direction opérationnelle à dominante marketing industriel impliquant la responsabilité d'un centre de profit. La connaissance du milieu agricole, le sens du développement des affaires et l'habitude des contacts à haut niveau seront des atouts particulièrement recherchés.

Le poste est basé en Provence.

Réf. M 168

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes un des leaders français dans le domaine du nettoyage industriel, filiale d'un important groupe anglo-saxon. Notre politique de décentralisation autant que notre développement futur nécessiteront une meilleure organisation et coordination des systèmes, circuits et procédures administratives.

Le Président recherche un collaborateur qui s'attachera. Bien entendu, votre responsabilité recouvrira aussi les budgets et plans, le reporting mensuel, la trésorerie, le personnel, l'informatique ainsi que les éléments d'analyse et de contrôle destinés à la Direction Générale.

Vous aurez toute latitude pour mener à bien votre tâche au sein d'une Direction Générale qui désire votre réussite.

Une position qui requiert une formation supérieure (type HEC, Sup de Co ; option : Fin. Compt.) et/ou l'Expertise Comptable et une solide expérience du contrôle de gestion, acquise de préférence au sein d'un groupe anglo-saxon. Cette expérience témoigne de votre fermeté, de vos qualités de négociateur et de contacts.

Il est indispensable de parler Anglais.

Ce poste, basé à Paris, nécessitera quelques déplacements.

Réf. M 169

ANALYSTE FINANCIER

La filiale en pleine expansion d'un groupe international fabricant une des principales gammes mondiales de Hi-Fi TV et vidéo recherche pour son siège à Paris un Analyste Financier.

Sous l'autorité du Contrôleur Financier et animant une petite équipe, il sera plus spécialement chargé, tant au niveau de la société que dans ses relations avec la maison-mère, de :

- préparer et coordonner les différentes phases de l'établissement du budget en collaboration avec les directions opérationnelles.

- définir et mettre en place des systèmes de prévision des performances.

- de préparer les rapports financiers mensuels, d'analyser les écarts entre réalisations et prévisions financières et de tenir les tableaux de bord.

- d'améliorer les outils de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (option finances/compta), ayant une expérience pratique d'environ 4 ans acquise au sein du service financier d'un groupe anglo-saxon.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Réf. M 170

INGENIEURS INFORMATIENS EXPERIMENTES

SYSTEMA, solide société de Conseil et d'Etudes en Informatique, chargée de projets de premier plan et correspondant d'un des plus importants groupes internationaux d'Audit, recherche des Ingénieurs Informaticiens.

Réf. M 171

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs de formation supérieure (Grandes Ecoles et/ou Maîtrise en Informatique), dont l'expérience aurait couvert les aspects suivants : schéma directeur, études, conception, encadrement et suivi de projets de réalisation.

Ils seront susceptibles de mener, tant en France qu'à l'étranger, toute action d'études et de conseil.

Nous leur offrons des perspectives de carrière au sein d'une société en expansion continue.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence correspondante à Rudolph von Raesfeldt, TEG, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine

75755 Paris Cedex 15. Discretion assurée.

Correspondant de SYSTEMA



Informaticiens

Un Constructeur de périphériques.

Des nouvelles fonctions intégrées au matériel jusqu'aux applications en relations avec les systèmes les plus variés dans un domaine de pointe.

Voici la synthèse des activités de développement que nous pouvons offrir à de jeunes Ingénieurs et DUT en plus de notre renom et de notre expansion.

Ingénieurs Microprocesseurs:

intégration des fonctions graphiques dans nos gammes de périphériques.

Ingénieur Logiciel:

développement de connexions en télétransmissions.

Programmeur:

orientation micro-ordinateurs, expérience BASIC, FORTRAN éventuellement APL.

Ecrivez au Service du Personnel, 21 des Petites Haies

- 1, rue Jean-Lemoine - 94015 CRETEIL

benson
leader de l'informatique
graphique.

LE CREDIT NATIONAL

IMPORTANT ORGANISME SPECIALISE
dans le financement des investissements des entreprises
recherche pour
son DEPARTEMENT DES PRETS

CADRES FINANCIERS

(Grandes Ecoles de Commerce - I.E.P. - Université)

possédant impérativement 3 à 8 ans d'expérience acquise dans une entreprise ou une banque.

Après une première affectation au siège social à PARIS, ces Cadres Financiers seront chargés d'instruire les demandes de prêts et de crédits formulées par les entreprises dans une des dix délégations régionales du CREDIT NATIONAL.

Il leur est offert :

- un travail intéressant et vivant
- une rémunération et des perspectives de carrière attrayantes.

Prière d'envoyer lettre manuscrite et C.V., avec photo au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales 45, rue Saint-Dominique 75000 PARIS.

JEUMONT-SCHNEIDER

Département
SIGNALISATION FERROVIAIRE

La Plaine Saint Denis - 93

recrute pour son

LABORATOIRE DE

RECHERCHE APPLIQUEE

UN AGENT TECHNIQUE

Titulaire d'un DUT en automatisme
Libre rapidement

Dégage des O.M. et désireant s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique utilisant la micro informatique pour des applications ferroviaires.

Adresser C.V. avec prétentions sous référence SN à JEUMONT SCHNEIDER

M. COURTEAUX

194, avenue du Président Wilson

93212 LA PLAINE SAINT DENIS.

IMPORTANTE
SOCIETE
FILIALE D'UN GRAND
CONSTRUCTEUR EUROPEEN
(BANQUE SUD DE PARIS)

recherche

CONSEILLER DE GESTION

28/30 ans

Niveau ESC - DECS

Bonne formation comptable, fiscale et juridique pour assistance auprès de son réseau de concessionnaires.

Une expérience de 2 ans minimum sera exigée.

Déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous No 7817

CONTESSÉ PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra

75040 PARIS Cedex 01
qui transm.

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | brutées | le net |
|--------------------|---------|--------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

OFFRES D'EMPLOIS

CAP SOGETI LOGICIEL

Adresser c.v., photo et prétentions s/réf. 7947 à
AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris
qui transmettra.

93230 LA PLAINE ST DENIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
CONSTRUCTION
MATÉRIEL
ELECTRO-
MECANIQUE**
Banque Nord (inter)
recherche

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
CONSTRUCTION
MATÉRIEL
ELECTRO-
MECANIQUE**
Banque Nord (info)
recherche

**INGÉNIEURS
TECHNICO-
COMMERCIAUX**
Formation grandes écoles
d'ingénieurs.
Déplacements à l'étranger.
Langues courantes.
2 langues apprises.

**AGENTS
TECHNICO-
COMMERCIAUX**
EP - ET - Noveas S.T.S.
Connexions anglaises.
Délicatesse à prévoir.

Envoyer C.V. détaillé et photo
N° 7.915.
CONTESSÉ Publié.
20, av. Opéra, 75040 P.
Cedex 01, par mandat

1990

**SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE
NON DESTRUCTIF**
recherche
pour les opérations sur sites
- et danger

- **BACHELIERS F 3**
- **ÉLECTRONICIENS**
DE MAINTIENANCE
- **INGÉNIEURS et
TECHNICIENS**

Equipé avec C.V. et présente
INTER CONTRÔLE - Service
Personnel, 15, rue des
Zones S.I.C. 94583

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE PARIS ST-LA**
proposant travaux variés et
surtout à collab. avec
exp. ayant 4 ans d'exp. au
cabinet dans des missions de
vérification, révisions, commissi-
ons aux comptes.
Adress. C.V. et présentati-
ons de disponibilités à
INTERCONSEIL/GR 57
37, rue d'Amsterdam 19

**CABINET de COMMISSAIRE
AUX COMPTES** recher
UN (E) RÉVISEUR
DECS + 7 an expérience
Tél. 01 47 32 24 74

**ÉCOLE PRIVÉE
SOUS CONTRAT
D'ASSOCIATION PAR
RECHERCHE URGENT**

**PROFESSEUR
PHYSIQUE CHIM**

7^e Terrasse C.D.
minimale Maltrise, expér. s.
Ecrire a/r T 02897014, R.
85 bis, rue Pâquerot, 75000

INGÉNIEURS de RECHERCHE
pour études thermodynamiques à : récupération du pétrole, problèmes de réaction et énergies nouvelles

Envoyer C.V. ou tél. à D.
329-21-06, poste 32
Ecole des Mines,
60, boulevard Saint-
PARIS-6°.

TÉLEXISTE
SINGULE
CONFIRMÉ (EE)

GRANDE ADMINISTRATION
recherche
CADRE
INFORMATIQUE

organisateur, possédant une expérience dans le secteur public de prévoir dans une grande entreprise afin de prendre en charge l'équipe d'administration com-

Joindre C.V., adresse et numéro
actuelle s/m T 10403
Régie-Presses

OXFORD INSTRUMENTS

et bio-médicales
rich. pour son départ
CRYOGÉNIE
CRYOMAGNÉTISME


**INGENIEURS
TECHNICO-CIA**
- expérience souhaitée
- déplacements fréquents

Ad. C.V. + photo +
88, avenue Foch
94100 SAINT-MAN

the 1990s, the number of people in the world who are under 15 years of age is expected to increase by 1.5 billion, from 1.1 billion in 1990 to 2.6 billion in 2010. The number of people aged 65 and over is expected to increase by 1 billion, from 350 million in 1990 to 1.4 billion in 2010. The number of people aged 15-64 is expected to increase by 1.5 billion, from 2.5 billion in 1990 to 4.0 billion in 2010. The number of people aged 65 and over is expected to increase by 1 billion, from 350 million in 1990 to 1.4 billion in 2010. The number of people aged 15-64 is expected to increase by 1.5 billion, from 2.5 billion in 1990 to 4.0 billion in 2010.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

100



ms
management
scientifique

société du groupe CSI,

spécialisée dans :

- le conseil en organisation et méthode
- les études sur les besoins des utilisateurs de systèmes (télé)informatiques.

recherche un

CONSULTANT
(H ou F)

Diplômé d'études supérieures scientifiques ou de gestion, possédant quelques années d'expérience en tant que conseil en organisation/information ou chef de projet informatique.

La maîtrise de ce poste suppose des qualités de rédaction, d'expression orale et d'aptitude à négocier à un niveau élevé.

L'expérience de l'élaboration de schémas directeurs et/ou de l'audit informatique adresser lettre manuscrite

+ C.V. à :

**MANAGEMENT
SCIENTIFIQUE**
43, rue Beaubourg
75003 PARIS

**GROUPE
Csi**

**SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE**
recherche

jeunes collaborateurs

• 2 à 3 années d'études supérieures
• diplômés, dégagés des obligations militaires
• libres rapidement

**DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIÈRE dans
L'INFORMATIQUE**

Formation de base assurée dans le cadre d'un
contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidat, avec CV détaillé
+ photo en précisant la date de disponibilité
à No. 6209 Contesse, Boîtelet 20, av. Opère
75040 PARIS CEDEX 01; qui, transmettra.

STEIN HEURETY
recherche urgent

a) INGENIEURS
pour assurer la mise en service de fours et équi-
pements thermiques industriels. Déplacements
permanents : France et Etranger.
Anglais ou Allemand souhaités.

**b) INGENIEUR ou
UNIVERSITAIRE BAC+5**
débutant (e) ou quelques années d'expérience.
Formation approfondie de thermiques, FORTRAN
courant, anglais parlé indispensable, esprit
d'équipe.

Ecrire : Sec du Personnel STEIN HEURETY
B.P. 98 - 91002 EVRY CEDEX

STEIN HEURTEY
recherche urgent

a) INGENIEURS
pour assurer la mise en service de fours et équipements thermiques industriels. Déplacements permanents : France et Etranger.
Anglais ou Allemand souhaités.

**b) INGENIEUR ou
UNIVERSITAIRE BAC+5**
débutant (e) ou quelques années d'expérience.
Formation approfondie de thermiques, FORTRAN courant, anglais parlé indispensable, esprit d'équipe.

Ecrire : Sec du Personnel STEIN HEURTEY
B.P. 68 - 91002 EVRY CEDEX

citer

Premier réseau français de location

- Nous sommes passionnés par notre travail, motivés par la réussite du réseau, animés par l'esprit de service.
- Rejoignez CITER et participez à son développement pour la conquête du marché de la location.

RESPONSABLE COMMERCIAL ET DE RÉSEAU

Prenez en charge des agences parisiennes et un secteur de province. Ce poste, basé à Paris, d'animation, de conseil, de formation, de contrôle et de développement commercial, exige des qualités de négociateur, d'organisateur, de rigueur et nécessite une grande disponibilité (trois jours par semaine en province). Véhicule de société. Réf. A 320.

RESPONSABLE DE FORMATION

Ce poste, basé à Paris, est une opportunité pour un professionnel de la location de voitures qui se sent une vocation de formateur. Vous concevrez, préparerez, organiserez et animerez des stages de formation. Vous serez responsable de votre budget et assurerez l'administration du service. Prévoir déplacements. Réf. A 321.

Pour le siège basé près de la Gare de Lyon (PARIS-12).

SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHIQUE R. 121.

UN (e) CHARGÉ (e) DE RÉSERVATION. Sens du contact commercial. Réf. R 122.

Envoyez votre dossier de candidature et prétentions à : Michèle LACROIX, consultant de notre Conseil F.M.I. qui garantit le secret des candidatures.

Formation Management Image. 16, boulevard Vital-Bonhot, 92300 NEUILLY, tél. 637-31-92.

F.M.I.

AIR INTER
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE

**UN EXPERIENCEUR
DE GESTION**

Le candidat devra posséder :

- une solide formation économique. (HEC, ESSEC...)
- une expérience dans le domaine du contrôle de gestion de 3 ans minimum
- des bonnes connaissances de l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : ORLY.

Nombreux avantages sociaux.

Adresse CV, photo et présentations au département :
Efficacité Recrutement Orientation
1 avenue du Maréchal De Gaulle
91550 PARAY VIEILLE POSTE.

Importante société française d'études
de construction de chaudières pour centrales thermiques
et nucléaires située à VELLIZY (79)
recherche

INGÉNIEUR EN AUTOMATISME

Pour :

- Coordination technique entre
- Client,
- Ingénieurs d'affaires,
- Sous-traitant,
- Responsabilité partie instrumentation.

Ce poste comprendrait à :

- Ingénieur diplômé ESIRE ou équivalent,
- DEA automatique ayant de bonnes connaissances en :
Systèmes embarcés,
Systèmes numériques,
Anglais et et parlé.

Adr. curriculum vitae et prétentions sous n° 2.879 M à
SWEET'S Boite Postale 265, 75434-PARIS CEDEX 09.

OXFORD INSTRUMENTS
Instrumentation scientifique
et bio-médicale
rich. pour son départ
CRYOGENE
CRYOMAGNETISME
INGÉNIEURS
TECHNICO-CIA
expérience soudeuse
déplacements fréquents
voiture personnelle
bonnes notions angl.
Adm. C.V. + photo +
88, avenue Foch
92100, SAINT-MAUR

the 1990s, the number of people in the world who are illiterate has increased from 1.2 billion to 1.5 billion. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015. The number of illiterate people in the world is projected to reach 1.7 billion by the year 2015.

... ..

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

حسبذا من الالاحل

REPRODUCTION INTERDITE

| | Libre | Libre + |
|----------------------|--------|---------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | 83,50 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 21,00 | 24,70 |
| IMMOBILIER | 48,00 | 56,45 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 56,45 |
| AGENDA | 48,00 | 56,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | 164,64 |

ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADREES | Libre | Libre + |
|--------------------|-------|---------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 47,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | 14,10 |
| IMMOBILIER | 31,00 | 36,45 |
| AUTOMOBILES | 31,00 | 36,45 |
| AGENDA | 31,00 | 36,45 |

*Degrés de la surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE BANQUE
recrute dans le cadre
du développement de ses activités
à PARIS et en PROVINCE

CADRES EXPLOITANTS
CL VI, VII, VIII

Les candidats devront :
- être âgés de moins de 35 ans ;
- avoir de préférence une formation supérieure type H.E.C., ESSEC, E.S.C.P., SCIENCES PO ;
- avoir acquis une expérience d'au moins 5 ans dans l'exploitation bancaire.

**POSTES INTERESSANTS ET REELLES
PERSPECTIVES DE CARRIERE ASSUREES.**

Envoyer C.V. et photo : M. 7.895 : CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande banlieue NORD de PARIS
recherche pour son Département
MICRO ELECTRONIQUE

**un ingénieur
électronicien**

Grande Ecole ou assimilé

Devra s'intégrer dans une équipe chargée
de la promotion et de la réalisation de
la micro électronique dans les produits
mécaniques. La connaissance et la pratique
des microprocesseurs de l'informatique
et de la mécanique ainsi que de l'anglais
est vivement souhaitée.

Adresser C.V. photo et présentations à
CONTESSÉ & Cie
20, avenue de l'Opéra 75040
Paris Cedex 01 qui transmettra
sous référence 7.460

THOMSON-CSF
Groupe ACTIVITES MEDICALES
Département Etudes et Développement
Imagerie Nouvelle
offre plusieurs postes d'**ingénieurs
informaticiens**
(E.S.E., ENST, ENSMAG, Université)
ayant acquis 2 à 5 années d'expérience dans
un ou plusieurs des domaines suivants :

- logiciel système,
- logiciel d'application (temps réel, base de données),
- traitement du signal en imagerie numérique,
- conduite de processus dans un environnement multi-processeurs.

Ce sont des responsables de projet ou de
logiciel d'un Centre de Calcul.
Expérience souhaitée sur matériels DATA
GENERAL, INTEL et/ou MOTOROLA.
Anglais indispensable.
Postes à pourvoir en proche banlieue Nord.
Envoyer C.V. photo et présentations
sous réf. 32433 M à THOMSON - CSF
Département EDIN - 49 rue Canaille
Desmoulins Service du Personnel
92150 ISSY LES MOULINEAUX.

Filiale informatique d'un groupe d'assurances
recherche

**ingénieurs
informaticiens**
(Grandes Ecoles, DEA, maîtrise...)

pour s'intégrer dans des équipes
de haut niveau, qui mettent en place
d'importants systèmes de gestion
en temps réel.

- Formation complémentaire assurée.
- Evolution possible au sein d'une entreprise en constant développement.
- Lieu de travail : La Défense

Envoyer C.V. photo et
présentations à GIE, sous
référence : 6195 Service du
Personnel, Tour Franklin,
Cité H. 92081 PARIS
La Défense.

IMPORTANT CABINET JURIDIQUE
à toute forme d'orientation Industrielle
recrute un

INGENIEUR
de préférence Electronicien
aimant l'aspect de dynamisme et d'indépendance
qui représente une profession de services sur le plan
international.

Très bonne connaissance de l'anglais exigée.
Formation et sérieux indispensables pour départ assuré.
Ecrire avec C.V. photo et présentations à G. Fruchard
7, rue du Printemps - 75017 Paris
(réponse et décision garanties)

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE MOBILIER DE BUREAU
recherche

INSPECTEUR DES VENTES
Minimum 35/40 ans

Pour diriger et animer une équipe d'une dizaine
d'attachés commerciaux, sur la Région Parisienne.
Expérience de la vente de biens d'équipement
aux sociétés et administrations.

Fixe + pourcentage + frais.

Envoyer lettre manuscrite avec photo
sous référence 10 068 à
M. LICHARD S.A.
BP 220 PARIS CEDEX 02
qui transmettra.

**ORGANISME DE FORMATION
DES PROFESSIONNELS DES INDUSTRIES
ET ARTS GRAPHIQUES**
recherche un

CONSEILLER EN FORMATION

pour assurer au sein d'une équipe conseil, la relation aux
industries graphiques et y analyser les besoins en
formation des personnels en Ile-de-France (plus
particulièrement 91, 94, 77).

Expérience fabrication souhaitée. Bonne formation
généraliste. Age minimum 30 ans, véhicule indispensable.
Résident en Ile-de-France.

Adresser candidature, C.V. et photo à :
IN.I.A.G. 16, rue Louis-Bouillé,
75012 PARIS.

GLAENZER SPICER

Filiale d'un important groupe international de
MECANIQUE AUTOMOBILE
située à POISSY (78)

recherche pour son département
Recherche appliquée - Développement

INGENIEURS

GRANDE ECOLE (X, Centrale, ENSAE, etc...)
De formation technique et scientifique, intéressés par :
- calculs de mécanismes (cinématique, dynamique,
résistance, etc...)
- dessin de conception : mise au point, essais.

Le poste est évolutif pour un candidat fortement motivé.
Ecrire avec C.V. photo et présentations au Chef de
Service, 10, rue J.P. Timbaud, 78301 POISSY.

Representations offres

AGENT

Dans le cadre de sa réorganisation en Europe, un
important fabricant indépendant de produits chimiques
organiques anglais désire nommer un agent en France. La
société est spécialisée dans les techniques de sulfonation.

Pour ordre d'importance, les produits de la société sont
utilisés en fondation, en peinture et dans l'industrie
pharmaceutique, et elle recherche une personne
dynamique pour promouvoir ses produits, qu'elle peut
fournir à un prix compétitif sur le marché français. La
majorité des clients de la société sont dans le nord de la
France, aussi l'agent sera-t-il probablement basé dans
cette même région. Il est d'ailleurs envisagé à une date
ultérieure que le territoire de l'agent soit étendu aux pays
du Benelux.

Prière de transmettre les candidatures avec
renseignements complets au n° 6166 le Monde Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS, Cedex 09.

formation professionnelle

Formation longue
ANALYSES PROG. MICRO-INFORMATIQUE
option PROJET INDUSTRIEL

CANDIDATS : 118, rue de Crimée Paris 19^e
EMPLOYEURS : tour Belvédère - 118, 130, av. J. Jaurès
Paris 19^e

Citi Centre International de
Traitement Informatique
205.24.83+ - 241.83.83+

cours et leçons

Elève ingénieur cherchant cours
de mathématiques. Toute classe,
jusqu'à terminale.
Paris, banlieue Sud.
Téléphone : 653-89-40.

Ch. Professeur de Physique vis
son pédagogie pour
donner leçons privées pour élève
1^{re} année de médecine.
Téléph. après 20 h - 705-63-37.

enseignement

INTERNAT MOCTE
87/12 ans
à 1 h 15 de Paris.
Vie familiale, petit effectif.
Education stricte.
MARTIN.
Téléphone : (0) 023-00-22.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts
à l'étranger (Amérique, Afrique,
Asie), demandez la revue
spécial **EMIGRATION (L.M.)**,
3, rue Montyon,
75429 Paris cedex 09.

Pour connaître les emplois
offerts à l'étranger
(Amérique, Afrique, Asie),
demandez la revue spécial
EMIGRATION (L.M.), 3, rue
Montyon, 75429 Paris, Cedex 09.

secrétaires

Quartier St-Philippe-du-Roule
Société de Service
recherche

**SECRÉTAIRE
DE DIRECTION**
Bilingue anglaise

Elle devra avoir le sens des relations,
de la discrétion, l'anglais
et de l'écriture.

Séjour en France motivé avec
possibilité d'évolution.

Horaires souples, temps partiel au
sujet possible.

Env. lettre manuscrite, C.V. à :
A.G.E.L.A.
Développement International
51, rue de l'Opéra - 75009 Paris
75009 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.P., allemande, 20 ans, rech.
emploi, fluide bilingue, maîtrise
français-anglais-italien.
Ecrire à n° 6.168 le Monde Pub.
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H., 34 ans, expert, compt., arg.
général, ch. poste entreprise Paris,
30 h/semaine. Tél. 821-23-95.

J.H., 22 ans, diplômé O.M.,
recherche emploi stable, comptable,
BAC G2 DUT-Gestion. Ecr. à
n° 7.792, Conteresse Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75009 Paris.
Cedex 01, qui transmettra.

CALCULATEUR ACTUARIAL
Agent de maîtrise
39 ans, 10 ans exp. assurances
vie-groupe, ch. poste PARIS ou
BANLIEUE OUEST. Libre imm.
Ecrire à n° 6.168 le Monde Pub.
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. responsable, sachant faire
travaux techniques, réalisations, ma-
nagement, amén. bureaux, méca-
nisme P3, tous permis, références.
maitrise parfaite entre
PARIS et MARSEILLE
avec ou sans logement fonct.
M. Cullen, 33, rue de Carthage,
13008 Marseille.

Jeune pilote automobile,
réseau, ch. tout emploi pour rou-
ler sur l'année tous continents.
Ecrire à n° 6.168 le Monde Pub.
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.P. FRANCOISE, BAD SERIE B
TRIANGLE ANGLAIS-ESPAGNOL
D.U.T. de GESTION FRANCE

ENSEIGNEMENT INFORMATIQUE
(langage Basic sur mini-
ordinateur Wang) recherche
poste comptabilité analytique ou
maitrise parfaite entre
PARIS et MARSEILLE
avec ou sans logement fonct.
M. Cullen, 33, rue de Carthage,
13008 Marseille.

J.H., 29 ans, ch. place dans bar
restaurant, 14 ans expérience
de 8 h à 16 h. Tél. : 245-12-93.

J.P., 19 ans, doct., empl. bureau,
rech. et stable dans 2^e arr.
Téléphone : 784-54-72.

Femme 48 ans, STENOGRAPHE
FACTURE, 20 ans expérience
cherche place stable.
Ecrire à n° 6.168 le Monde Pub.
5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Cedex 01.

Jeune fille de 20 ans cherche
emploi de technicienne chimiste.
Téléphone : (04) 94-08-49.

J.P., 22 ans, maîtrise de droit
privé, cherche poste juriste.
Téléphone : (74) 30-88-82.

CONTROLEUR DE GESTION
Audit ICG, revenu D.E.C.S., 40
ans, dynamique, très forte expé-
rience en distribution, révision,
budget, finances, réorganisation,
maitrise parfaite entre
PARIS et MARSEILLE
avec ou sans logement fonct.
M. Cullen, 33, rue de Carthage,
13008 Marseille.

J.P., 38 ans, directrice
technico-commerciale
Matériaux 1^{re} pharmacie
dans import-export, ch. poste
banlieue Ouest de préférence.
Ecr. à n° 7028-965M, R-Pressé,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

HOMME 29 ans, ancien très ouvert,
bonne L.C., lettre mod., maîtrise
psychol., pratique psychanalyse,
références divers, pour connaissance
niveau syndical divers, ch. emploi.
Ecrire sous n° 7 028934 M.
à R-Pressé.

J.P., 36 ans, bilingue
français-anglais, exp. sup.
dans l'industrie, exp. sup.
conférencier enseignement, cherche
poste. Ecr. toutes propositions.
Ecr. à n° 7 02891 M, à R-Pressé,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SUP. de Co. 25 ans, expérience
1 an + exp. Angl. espagnol,
allemand. Ecr. toutes propositions :
marketing, gestion import-export
dans P.A. ou multinationales.
Possibilité 1^{re} année étranger.
C.V. et informations sur demande.
Ecr. sous n° 7 02893 M.
à R-Pressé.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre
Golf GL 1.6 CV 4 portes,
Mars 1978, noire,
véhic. parfait, entretien impeccable,
45.000 km. Révisée.
Un peu + accessoires neuves.
Prix : 24.000 F.
Téléph. après 17 h - 351-36-91.

plus de 16 C.V.

ROLLE SYLVER SHADOW
Blanche brillante et vel. marine
1975 état impeccable, 80.000 km.
Téléphone : 246-14-19 H.B.

divers

**LANCIA
AUTOSIANCHI**
Concessionnaires
Leasing particulier
48 mois
13 rue Michel Paris 5^e
336.39.35

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
PALAIS ROYAL
Restaurant petit imm., esc.,
appt 2 p. aménagés, charm.
Téléphone : 261-27-48.

2^e arrdt
OPERA MONSIGNY
Studio et 2 ch. aménagés dans
bel imm., restauré, calme, soleil,
ascenseur. 261-27-48.

4^e arrdt
NOTRE-DAME
62m², 3^e ét., bel imm. anc.
GARBI. Téléphone : 567-22-88.

5^e arrdt
Près PANTHÉON, dans immeuble
est. unique, 1^{er} 3 p. poss. prop.
850 000 F. + park. poss. Frais
de notaire rdt. T. : 638-98-37.

6^e arrdt
Près du carrefour de l'ODÉON
80 SAINT-GERMAIN
APPT DE 90 M2 ET 180 M2.
Téléphone : 723-78-11.

7^e arrdt
BEAUNE-SEINE
duplex, 100 m², calme, soleil, car-
rectaire, sec. Tél. 364-85-10.

10^e arrdt
RÉPUBLIQUE
Dans bel imm., bon stand., part.
4^e ét., 5^e ét., sur rue Chateau-
d'eau, pl. soleil, appt 4/5 p. et
décor. 100 m², avec gde terr.
Px 850 000 F. Crédit voir
après 18 h. 5, bd MAGENTA.

14^e arrdt
ALÉSIA - LUNAIN
petite de taille, bon placement,
agréable, studio, 20.000 F.
Tél. 1.500 F. Tél. : 320-99-80.

15^e arrdt
BEGI XV
30 rue de la GORDAINE
n° 30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309

Le Monde

économie

Les projets sociaux et économiques du gouvernement

(Suite de la première page.)

De même, a été abandonnée l'idée d'une cotisation exceptionnelle de solidarité qu'auraient supportée, outre les salariés du secteur privé, les fonctionnaires, les agriculteurs, les commerçants, etc. Elle était trop compliquée, semblait-il. Telle est, du moins, la thèse officielle.

En fait, le recours à l'impôt sur le revenu n'est plus aisé, tourne aussi la difficulté des oppositions qui s'étaient manifestées au sein même du gouvernement à l'encontre de projets qui auraient mis à contribution certaines catégories sociales. On pense évidemment aux fonctionnaires, dont la cause est défendue par M. Anicet Le Pors.

Cela pour le déficit de l'assurance-chômage. Reste le déficit du budget de l'Etat, dont on sait que M. Mitterrand a personnellement demandé qu'il soit inférieur à 100 milliards de francs en 1982, afin de ne pas faire mauvaise impression à l'étranger. Le chiffre, qui sera annoncé fin septembre, avec le projet officiel du gouvernement, devrait tourner autour de 95 milliards de francs. Compte tenu de l'importance des dépenses publiques, qui progresseront de plus de 20 % l'année prochaine (22 % ou 27 %, selon les modes de calcul), il reste environ 30 milliards de francs de recettes nouvelles à trouver.

ASSOUPLISSEMENT DU CRÉDIT

L'encadrement du crédit a été assoupli pour les quatre derniers mois de l'année 1981, au bénéfice exclusif des grandes banques (plus de 9 milliards de francs de crédits distribués annuellement), soit à B.N.P., le Crédit lyonnais, la Société générale, le Crédit du Nord, le Crédit commercial de France, le C.I.F., la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Ces établissements voient la progression de leurs crédits encadrée majorée de 2 points, soit 4,5 % en décembre 1981 contre 2,5 % antérieurement.

Un tel assouplissement, qui va permettre de distribuer environ 10 milliards de francs de crédits supplémentaires, a pour objet de desserrer le « cordon » qui enserrait de plus en plus les banques, incapables de satisfaire les demandes de crédits des entreprises souffrantes par les difficultés de trésorerie.

L'impôt sur la fortune, dont la préparation achoppe actuellement sur le délicat problème de l'outil de travail dont on s'aperçoit maintenant qu'il ne peut être totalement exonéré, devra rapporter quelques milliards de francs. C'est en fait une estimation très optimiste : d'abord, parce que le taux de l'impôt qui sera retenu sera probablement assez faible (environ 1 %), ensuite, parce que ce nouveau levain sera très long à mettre en place.

Voilà pourquoi l'Etat compte davantage sur des recettes ad hoc et éprouvées, du genre de la taxe sur les carburants, qui, si elle est l'inconvénient d'être impopulaire et de peser lourd sur l'indice des prix, se justifie par la rationalité, en l'occurrence par le souci d'économiser l'énergie.

La comité interministériel chargé de la préparation du dossier des nationalisations a siégé sans discontinuer une bonne partie de la journée de mardi pour mettre la dernière main aux projets de textes qui sont examinés, ce mercredi matin, au conseil des ministres. Celui-ci devrait procéder à d'ultimes arbitrages, que ce soit pour le champ de la nationalisation ou le calcul de l'indemnisation. Les textes seront soumis en fin de semaine au Conseil d'Etat, et c'est le conseil des ministres du 23 septembre qui approuvera le projet de loi dans sa forme définitive.

Le champ de la nationalisation. — La séquence sera traitée séparément. L'Etat devient le principal actionnaire (près de 98 %) d'Unicor et de Saclor par une consolidation de ses créances. Comme prévu, seules les maisons mères des cinq groupes industriels (C.G.E., Thomson-Brandt, P.U.K., Saint-Gobain, Rhône-Poulenc) seront nationalisées. Thomson-C.S.F. n'est pas, pour le moment, touché.

Le cas de Matra a été longuement discuté mardi. Deux solutions avaient été envisagées. L'une consistait à nationaliser uniquement les divisions « armement » et « espace » de la firme. Mais cela posait le problème du financement et de la survie des activités civiles de l'entreprise, les bénéfices du militaire étant nécessaires pour couvrir les « trous » et assurer les investissements des divisions « horlogerie », « équipement

automobile », « composants électroniques » de Matra. Son P.-O.G., M. Lagarde, avait proposé de son côté que l'Etat n'acquière que 51 % de la branche militaire et que la gestion de l'ensemble reste du ressort des dirigeants et des actionnaires actuels.

Finalement, on s'orienterait vers une troisième solution. L'Etat prendrait une participation de 51 % dans l'ensemble du groupe. Ainsi, son « unité » serait-elle préservée et on

SUSPENSION DES COTATIONS DE TRENTE-DEUX SOCIÉTÉS

Les titres dont la cotation est suspendue, tant sur les actions que sur les obligations convertibles cotées sur les marchés à terme, sont les suivants :

• **Bourse de Paris :** Dasaun, C.G.E., Matra, Paribas, P.U.K., Rhône-Poulenc, Saclor, Saint-Gobain, Suez, Thomson-Brandt, Unicor, Alsacienne de Banque, Banque Paribas, Banque Rothschild, Banque Worms, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit industriel de Normandie, Crédit du Nord, Société marseillaise de crédit, Société centrale de Banque, Établissement de Banque, Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais et Société générale.

• **Bourse de Bordeaux :** Bordeaux de crédit industriel et commercial.

• **Bourse de Lille :** Banque Scalbert-Dupont.

• **Bourse de Lyon :** Société lyonnaise de dépôts.

• **Bourse de Nancy :** Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, Nancéenne de crédit.

• **Bourse de Nantes :** Banque de Bretagne, Crédit industriel de l'Ouest.

réoudrait du même coup le problème de l'indemnisation des actionnaires, cause-ci conservant leurs titres Matra. Cette solution devrait être discutée mercredi matin en conseil des ministres.

En ce qui concerne les banques, il aurait été décidé de fixer le saut des nationalisations à 400 millions de francs de dépôts. Une cinquantaine de banques sur trois cent quarante seraient ainsi soustraites du champ de la nationalisation. En revanche, le gouvernement souhaiterait que Lazard et la Compagnie financière Edmond de Rothschild soient nationalisées bien que leurs actionnaires principaux soient le statut de non-résident.

Ces des réseaux bancaires étrangers de Paribas et de Suez restait encore en suspens mardi soir. Le rang des paribas de la nationalisation de l'ensemble semblait cependant s'être gonflé au cours des dernières heures. « Certes, il y a un risque de voir certaines banques étrangères associées à Paribas rompre leurs accords », explique-t-on. « Il serait illogique de ne nationaliser que les activités françaises — au demeurant les moins rentables — et de laisser aux actionnaires étrangers et dirigeants ce qui est le plus profitable. En outre, cela aboutirait à casser l'outil. »

L'indemnisation

L'indemnisation. — Le mode de paiement semble maintenant définitivement acquis. Les actionnaires des sociétés nationalisées à 100 % recevront des obligations amortissables sur quinze ans, garanties par l'Etat et négociables, dont le taux d'intérêt sera indexé sur le taux d'intérêt moyen des obligations de première catégorie.

Le calcul du montant de l'indemnisation restait encore en suspens. Une bonne partie du gouvernement souhaite que ne soient pris en compte que la moyenne des cours de Bourse de la dernière année de cotation. Sur ces bases, le coût des nationalisations aurait été estimé à 8 milliards de francs en capital. Toutefois, les implications internationales et la volonté de procéder à une « indemnisation juste » pour l'Etat amener le gouvernement à prendre quand même en compte, pour partie, les actifs des sociétés nationalisées pour le calcul de l'indemnité.

station. Ce qui majorerait de quelques milliards la note à payer.

Le statut du nouveau secteur public. — Pendant une période transitoire, les sociétés nationalisées seront gérées par un conseil d'administration tripartite, le P.-O.G. étant nommé en conseil des ministres. Les ministères directement concernés par les activités de la firme auront chacun un représentant. Ceux des salariés seront désignés, dans un premier

temps, par les syndicats. Reste à trancher le cas des usagers. On s'orienterait vers des formules variables selon l'activité des entreprises. Ainsi, parmi les usagers des firmes industrielles figureraient des responsables de collectivités locales et des personnalités liées à la vie des charges des entreprises.

ALAIN VERNHOLLE et JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Une cinquantaine de banques échapperont à la nationalisation

indique M. Mauroy

M. Pierre Mauroy a présenté mardi 9 septembre, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les grandes lignes de sa déclaration de politique générale prévue pour le 15 septembre. Il a axé son intervention sur la lutte contre le chômage et insisté sur la notion de solidarité qui doit entraîner une mobilisation de tout le pays dans cette tâche.

Selon M. Claude Kéris, porte-parole du groupe socialiste, le premier ministre a indiqué qu'il n'y aura pas de mesure générale d'abaissement de l'âge de la retraite, et que le droit à la retraite serait modulé en fonction du nombre d'années de travail effectuées.

Ce nombre d'années pourrait être fixé à quarante : ainsi, un travailleur manuel ayant commencé à travailler à l'âge de seize ans pourrait, s'il le désire, partir en retraite à l'âge de cinquante-six ans. En revanche, un travailleur intellectuel entré dans la vie active à vingt-deux ans, vingt-trois ans ou vingt-quatre ans, à la retraite à soixante-trois ans.

M. Mauroy a également développé les points essentiels de sa politique de nationalisation en indiquant que le gouvernement a opté pour la nationalisation « à la française », c'est-à-dire que, confirmant qu'il n'y aurait pas, en principe, de nationalisation des filiales et que les sociétés Matra et Dasaun feraient l'objet de « dispositions particulières » de

« dispositions particulières » de la loi, M. Mauroy a confirmé la volonté du gouvernement d'effectuer une nationalisation « totale » du secteur, à l'exception de certaines banques locales. Des « priorités » seront prises vis-à-vis des groupes étrangers, qui exerceront leurs activités en France. Au total, sur trois cent quarante banques, une cinquantaine seulement, seront épargnées par la nationalisation.

En ce qui concerne les groupes Suez et Paribas, M. Mauroy a précisé qu'il n'y aurait pas de nationalisation des participations industrielles que possèdent ces groupes à l'étranger, en tant que compagnies financières. M. Mauroy a enfin annoncé aux députés socialistes plusieurs mesures concrètes pour lutter contre le chômage, soulignant que la question de l'emploi n'est pas seulement une « affaire technique », mais, également, une « affaire de société ». Il a énuméré une série de dispositions envisagées : pour les jeunes de seize à dix-huit ans, généralisation de la formation professionnelle par la création, en particulier de collèges d'enseignement professionnel délivrant une formation alternant un enseignement général et des stages en entreprise. Pour les jeunes en fin de service national, il a souligné notamment des mesures d'un an au service des collectivités ou au service de l'exploitation des massifs forestiers ou du développement des parcs nationaux.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux

Vente

AVENUE KLEBER-16°
VEND 1 BUREAU 32 m²
+ parking, salle d'attente
RZ-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-

SOCIAL

Les déclarations de M. Bergeron

(Suite de la première page.)

Les possibilités d'amélioration de la productivité sont telles qu'il n'est guère facile d'espérer beaucoup. Il faut différencier selon la taille des entreprises et tenir compte que la semaine de trente-neuf heures n'est qu'une étape. Nous voulons aller plus loin. Mais ce que je souhaite, c'est que l'action entreprise par la Confédération européenne des syndicats soit relayée. Si l'évolution du temps de travail n'était pas parallèle en Europe, je crains que nous n'aboutissions à des blocages. L'harmonisation européenne est une nécessité. Mais il faut aussi inventer de nouveaux canaux de communication avec les autres pays du monde, notamment les pays en voie de développement. M. Mitterrand a très bien parlé sur ce thème.

Mais cela suppose que les pays riches possèdent moins s'ils veulent aider les plus pauvres ?

C'est inévitable. C'est pourquoi, lors des réunions avec les militaires, je leur dis qu'il faudra accepter que cette aide vienne en déduction de leurs revenus. Et cela est bien accepté.

— Comptez-vous sur une intervention de l'Etat pour aider les entreprises à réduire le temps de travail ?

— Il faudra bien rechercher de telles solutions, sinon les difficultés persisteront. Je comprends les entreprises qui doivent exporter. Je comprends aussi le gouvernement qui a voulu le rassurer, en refusant par exemple le droit de veto.

Quant à la réduction de la durée du travail — les trente-neuf heures, mais aussi la cinquième semaine de congés payés, la cinquième équipe, la diminution des heures d'équivalence, elle devrait créer des emplois. Combien ? Je n'en sais rien. Mais des emplois seront créés.

— Le vrai choix n'est-il pas aussi d'accepter une réduction du niveau de vie ?

— Certains le disent ouvertement. Mais ce n'est pas simple.

— Quelle est la position de F.O. ?

— Si on réduit le niveau de vie, le pouvoir d'achat, on réduit la consommation intérieure. Et surtout on n'empêchera pas les salariés de vouloir maintenir leur revenu. C'est tout à fait légitime.

Quand F.O. veut préserver la politique conventionnelle, c'est pour discuter de ces problèmes car ils ne peuvent être résolus par voie autoritaire.

— Les nationalisations créent-elles des emplois ?

— Pas a priori. L'objectif du

Donner plus de pouvoir aux assurés

— Ne craignez-vous pas une trop forte augmentation des emplois dans l'administration ?

— Nos syndicats affirment que les administrations n'ont pas les moyens d'assurer un bon service public. C'est le cas des P.T.T., des directions de la concurrence, de la consommation, etc. Il y a donc des emplois utiles à créer. Ce qui est discuté, c'est le projet d'instituer pour les jeunes de plus de seize ans des emplois d'utilité locale au service des communes. S'ils sont moins payés que les fonctionnaires, cela provoquera d'importantes réactions. Une sérieuse réflexion est donc nécessaire.

— Et la retraite à soixante ans ? Comment comptez-vous intervenir pour que la ré-

gouvernement en nationalisant est d'avoir de nouveaux instruments pour mener sa politique économique. Cela peut créer des emplois, mais les nouvelles entreprises nationalisées devront faire face à une concurrence impitoyable.

— Les assurances sociales ont-elles un rôle à jouer ?

— Ce n'est pas facile. Je ne détiens pas de recettes miracles. Aujourd'hui, les salariés du secteur privé peuvent partir à soixante ans s'ils le désirent : avec la garantie de ressources, ils peuvent recevoir une « pré-retraite » égale à 81 % de leur salaire. Les pensions, elles, à soixante ans, sont d'un niveau très inférieur. Le problème est donc de savoir comment on peut assurer la coexistence entre ces deux formules. Je suis inondé de lettres : beaucoup de personnes m'écrivent pour me dire combien elles redoutent que la pré-retraite ne disparaisse.

— Mais si on décide d'accorder la retraite au taux plein à soixante ans, il faut en apprécier le coût. J'ai dit à Mme Ques-

tionnaires : la retraite au taux plein à soixante ans, cela fait tant. Il faut d'autant plus le savoir qu'il y a d'autres problèmes comme celui de l'assurance-maladie dont la situation financière n'est pas brillante. Et pour l'ensemble des régimes de Sécurité sociale, on parle d'un déficit, en 1982, de plus de 20 milliards de francs et de 7 à 8 cette année.

— Pensez-vous qu'il faille aller moins vite pour réformer la retraite ?

— Personnellement, je n'aurais pas aussi vite. On ne peut pas séparer les problèmes de la retraite de celui plus général de la Sécurité sociale. Le problème de fond, c'est le chômage et l'inflation. Mais celui du financement de la Sécurité sociale est aussi grave que le reste, même si les gens ne s'en rendent pas compte. Cela fait des années que je préviens que le problème social le plus important est celui du financement de la protection sociale collective. Il y a un choix fondamental sur lequel il faut se prononcer : jusqu'à quel point les citoyens acceptent-ils de consacrer une part de leurs revenus pour s'assurer contre les aléas de l'existence et de la maladie, le chômage, etc.

— Quelles sont vos propositions ? Les modifiez-vous en fonction de la crise économique ?

— Quand les ordonnances de 1967 ont été imposées, nous avons accepté d'assumer nos responsabilités. L'un des objectifs de ces ordonnances était de donner aux conseils d'administration des caisses des pouvoirs plus étendus, y compris dans la gestion. Cet objectif n'a pas été respecté : à l'exception de l'action sanitaire et sociale, les conseils d'administration n'ont pas pu jouer ce rôle.

— Cela veut-il dire que vous réclamez ces pouvoirs ?

— Mais c'est dans l'esprit de la Sécurité sociale telle qu'elle a été conçue à l'origine. Que l'on s'en tienne à l'origine ! Il faut responsabiliser les assurés. Pour

les responsabiliser, encore faut-il leur donner des pouvoirs. Il faudrait aller dans cette direction.

— Et le financement ?

— Il y a la cotisation, mais il y a aussi des limites à ne pas dépasser. Le gouvernement ne cesse de répéter qu'il ne faut pas accroître les charges des entreprises. Si on ne fait pas appel aux cotisations, il faudrait recourir au budget de l'Etat, or le déficit prévu pour 1982 atteint un niveau important : on parle de 95 milliards de francs, et ce sera sans doute beaucoup plus. Or le déficit budgétaire a aussi des conséquences sur l'emploi et les prix. En outre, si on fait appel au budget de l'Etat, inévitablement, la Sécurité sociale deviendra une ligne dans le budget de l'Etat. Je préfère donc que l'on conserve à ces institutions leur liberté de comportement. Sinon, on ira à l'étatisation. L'inverse de ce qu'on veut faire.

— Vous réclamez plus de

Désaccord avec M. Aris Le Pors

— Que pensez-vous des orientations présentées par le ministre de la fonction publique concernant moins d'importance à la signature des accords ?

— Nous sommes en désaccord avec M. Le Pors. Antérieurement, il avait décidé seul malgré les grèves. Au lendemain de 1968, nous avons fait admettre que les représentants du secteur public devaient négocier. C'est un progrès incontestable. Quand je regarde ce qui a été fait depuis plus de dix ans, je constate que c'est positif. Des accords ont permis de revaloriser les traitements des catégories les moins favorisées (C et D), d'intégrer progressivement l'indemnité de résidence dans le salaire de base, de maintenir et même faire progresser le pouvoir d'achat. Ce serait revenir en arrière que d'abandonner un système qui a fait ses preuves. C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec M. Le Pors quand il se dit prêt à accepter un constat ou préventif de discussion pour éviter qu'il ne menace de déposer un préavis de grève, car la constatation de l'existence d'un problème n'est pas une fin en soi. Elle doit être suivie d'actions concrètes. Et j'estime qu'il faut maintenir cette voie contractuelle.

— Quitte à ce qu'il s'agisse de la C.G.T. et de la C.F.D.T. cont-

— Ecoutez, si j'en crois les déclarations publiques de la C.G.T. et de la C.F.D.T., elles acceptent aujourd'hui ce qu'elles ont condamné hier.

— A F.O. nous ne changeons pas. Un exemple : à la R.A.T.P., mes amis ont été pris à parti parce qu'ils menaçaient de déposer un préavis de grève, car la constatation de leur situation est moins bonne cette année qu'elle ne l'était l'année dernière. Or ils ne demandent pas la Lune : ils demandent qu'on continue en 1980 ce qui a été fait les années précédentes.

— F.O. a solennellement exprimé sa réprobation devant l'entrée des communistes au gouvernement. Que pensez-vous de leur réaction ?

— Je ne les ai pas rencontrés

pour les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale. Voulez-vous aussi modifier leur composition ? Et acceptez-vous, en attendant les élections, de répartir les sièges entre syndicats d'entreprises, ceux des salariés d'autres élections, celles des professions ?

— Ce n'est pas un problème fondamental. Notre position est toujours de préférer la désignation à l'élection. Ce n'est pas par crainte des élections partielles, aux prud'hommes, F.O. a obtenu de bons résultats, mais pour des raisons de principe. Nous voulons que les représentants des syndicats dans des organismes extérieurs soient désignés, mandatés, contrôlés par le mouvement syndical. J'ai rappelé au gouvernement les déclarations de Joubert en 1936 : nous ne voulons pas de délégués d'atelier élus par les incartours en opposition aux syndicats.

personnellement. Mes amis sont allés les voir, parfois ils ont exprimé leur accord, parfois non.

— Et les dangers de politisation ?

— Nous avons exprimé quelques inquiétudes lorsque le ministre de la fonction publique a déclaré permettre des réunions politiques dans les locaux de l'administration, après les heures de travail, certes. Il est difficile de situer la frontière entre ce qui est souhaitable et ce qui peut devenir dangereux.

— M. Le Pors a accusé le gouvernement d'être

— Lorsqu'il a été nécessaire de réagir, au cours des dernières années, mes amis fonctionnaires l'ont fait très violemment. J'ignore s'il y a eu pression idéologique. Mais mes amis ne l'acceptent pas plus demain qu'hier. Ils sont profondément attachés à la neutralité de la fonction publique et j'ai souvent rappelé que la fonction publique n'est l'un des piliers essentiels de la société républicaine, qu'elle assure la pérennité de l'Etat à travers les événements bouleversements politiques.

— Dans le secteur privé, peut-on parler d'un renouveau dans la politique contractuelle avec le patronat ?

— Le patronat reste le patronat. Ce que nous voulons, c'est préserver les lois du 21 février 1959 sur la liberté de négociation. Il nous appartient, en tant que mouvement syndical, de convaincre les salariés de s'organiser, chez nous et ailleurs, afin de peser sur les employeurs pour parvenir à des accords. Il n'y a pas d'autre possibilité que celle-là.

— Actuellement y a-t-il dialogue ?

— Il est encore tôt pour le dire, mais il y a un certain nombre d'accords qui ont été conclus depuis le début de l'été.

— Etes-vous favorable à la

— Face à la montée des prix, quelle est la position de F.O. ?

— Dès le mois de mai, j'ai fait porter à M. Mitterrand, rue de Bièvre, une lettre dans laquelle nous exprimions notre inquiétude sur le dérapage des prix. Par la suite, j'ai fait plusieurs démarches dans le même sens. Le premier ministre a répondu à Lille qu'il voulait maintenir la liberté des prix. Je ne suis pas d'accord. Je pense que dans une période d'inflation forte, la confiance dans le mécanisme de la concurrence naturelle est une illusion. A la place du gouvernement, je bloquerais les prix pendant quelques mois.

— Le changement de politique a-t-il créé l'espérance chez certains, la crainte chez d'autres. Celle-ci explique dans une certaine mesure les augmentations de production et nous risquons de nous trouver devant une inflation de 15 à 16 %. C'est grave. C'est pourquoi j'estime un blocage momentané et stable des prix dans le cadre de ce qui pourrait être une politique conventionnelle entre les commerçants, par exemple, et les pouvoirs publics.

— L'arrivée de la gauche au pouvoir a-t-elle amélioré les relations syndicales ?

— Nous avons eu des contacts avec la FEN, la C.G.C., la C.F.T.C. Rien n'est changé avec les autres organisations. La C.F.D.T. développe des thèmes qui ne sont pas forcément portés par les autres, ce qui n'est pas dépourvu de son intérêt — ne serait-ce que dans le domaine nucléaire et dans toutes sortes de domaines touchant la place du syndicalisme et notamment l'auto-gestion. Mais nous n'allons pas polémiquer. Pour l'instant, l'arrivée de la gauche est encore trop nouvelle et le sentiment de nos amis est de maintenir le statu quo.

Propos recueillis par
JOANNE ROY
et JEAN-PIERRE DUMONT

Avec Vittel, plus besoin de parler pour se faire entendre.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

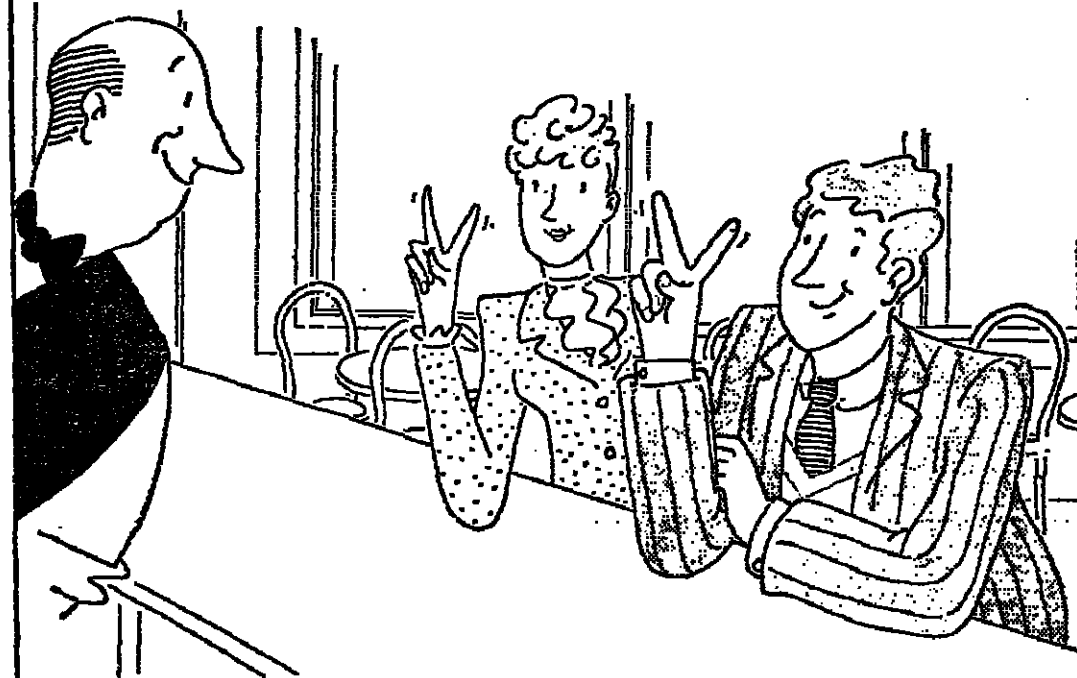
LES TEMPS CHANGENT PARIS-CHAMBERY EN DC9 55 minutes

DC9: biréacteur 95 places.
3 vols quotidiens au départ d'Orly Ouest.
Renseignements et réservations
dans votre agence de voyages
ou (1) 261.85.85



AIRALPES
à compter du 14.9.81

Vittel Pour tous ceux qui aiment lever le coude.



Pour commander une Vittel, vous n'avez qu'à faire signe.

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS Bureau du Secrétariat Général et de la Coordination

AVIS

— Construction par E.D.F. de la station de conversion de l'interconnexion Franco-Angleterre.
— Poste KV MANDARINS au territoire de la commune de BONNINGUES-LES-CALAIS.

ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Aux termes de l'arrêté de M. le Préfet du Pas-de-Calais, en date du 20 août 1981, il sera procédé, sur le territoire de la commune de BONNINGUES-LES-CALAIS à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet présenté par Electricité de France — Centre d'Équipement du Réseau de Transport — en vue de la construction du Poste 400 KV Mandarins.

M. SEUBTARE CARIBOIT, ingénieur divisionnaire honoraire des T.P.S. à CALAIS, est désigné comme commissaire-enquêteur.

Le dossier, ci-dessus visé, sera déposé à la mairie de la commune de BONNINGUES-LES-CALAIS pendant 16 jours consécutifs du 9 au 24 septembre 1981 inclus. Il pourra y être consulté aux heures d'ouverture des bureaux, soit :

- les lundis de 13 h 30 à 15 h 30,
- les mercredis et vendredis de 14 h 30 à 16 h 30.

Un registre d'enquête d'utilité publique créé et paré par le commissaire-enquêteur sera déposé pendant le même temps pour recevoir les observations auxquelles pourront donner lieu le projet.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être éventuellement adressées par écrit à M. le commissaire-enquêteur (mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS) qui les annexera au registre prévu.

M. le commissaire-enquêteur recevra la nuit de la mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les 22, 23 et 24 septembre, de 14 h 30 à 16 h 30.

Une copie du rapport de M. le commissaire-enquêteur contenant ses conclusions motivées sera déposée à la mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS.

ÉTUDE D'IMPACT

L'étude d'impact pourra être consultée à la préfecture du Pas-de-Calais, à la sous-préfecture de Calais, à la mairie de BONNINGUES-LES-CALAIS et à la direction interdépartementale de l'Industrie, 941, rue Charles-Boursiau, 80000 DOUAI, aux jours et heures d'ouverture des bureaux, jusqu'à la fin de la réalisation de l'ouvrage.

Pour le PRÉFET,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
Maurice SABONIN.

مقداد الزامل

SOCIAL

La C.G.T. doit être un partenaire «constructif», «libre» mais vigilant du gouvernement, déclare M. Henri Krasucki

Les minoritaires s'inquiètent du prochain départ de M. Séguin

Une importante délégation du bureau de la C.G.T., conduite par M. Georges Séguin, secrétaire général, a été reçue par le président de la République, le 8 septembre après-midi, à la halle de la porte de Pantin, où M. Henri Krasucki a prononcé le discours de rentrée de la première centrale ouvrière.

Cela confirme que M. Henri Krasucki, favorablement désigné comme le numéro 2 de la C.G.T., a déjà pratiquement pris la tête d'une centrale qui veut être le partenaire «constructif», «libre» mais «vigilant» du gouvernement.

Et la présence de la quasi-totalité de l'établissement dans ses différentes composantes est lourde de sens dans le rituel de la centrale, elle est destinée, après les ramons qui ont secoué la vieille maison au cours des trois dernières années, à brasser les projecteurs sur l'unité profonde de la C.G.T.

Le triomphe de la gauche, la présence de ministres communistes au gouvernement, pour la première fois depuis un tiers de siècle, prouvent l'unité des contestations soulevées par certains socialistes, communistes et autres sans-étiquette qui avaient accusé la direction confédérale de se placer sous la coupe de M. Marchais, au risque de mener la centrale à sa perte et de faire le jeu de la droite.

Bien au contraire, pour les minoritaires, le départ de M. Séguin, a une tout autre signification. Il marque un coup d'arrêt des efforts d'ouverture, de démocratisation, entrepris par le successeur de Benoît Frachon, notamment au quarantième congrès, en 1976. De fait, durant ces trois dernières années, les perspectives tracées à Grenoble se sont progressivement modifiées. Les militants qui avaient placé leurs espoirs en M. Séguin estiment que le besoin de repos qu'éprouve le secrétaire gé-

ral de la C.G.T. tient, pour une bonne part, à un combat qu'il livre contre les forces hostiles à l'évolution, tant à la C.G.T. qu'au P.C.F. Selon ces minoritaires, il y renoncera par lassitude ou par discipline.

Les cégétistes qui rejettent la tutelle communiste sont convaincus que l'heure de la retraite de M. Séguin a été fixée place du Colonel-Fabien. Le parti continue, pour leur part les militants socialistes de la C.G.T., ne pouvait admettre le faible impact de la centrale sur ses adhérents lorsqu'il s'est agi de favoriser la candidature de M. Marchais.

«La perte d'influence de la Confédération ouvrière était intolérable. Il fallait une sanction, et on a fait porter le chapeau au secrétaire général.» Cette reprise en main opérée par le P.C.F., ajoutent les socialistes, se confond avec la promotion syndicaliste de bonne obédience qui accompagneront l'ascension de M. Krasucki.

Fatigué ou non, M. Séguin passera la semaine prochaine à Moscou, pour préparer le congrès de la Fédération syndicale mondiale, qui se réunira, début 1982, à La Havane. M. Séguin doit y faire entendre la voix de la C.G.T., qui ne se place pas exactement sur la même longueur d'onde que celle des pays de l'Est, notamment au sujet de la Pologne. La Pologne, dont le nom n'a pas été prononcé à la porte de Pantin par M. Krasucki. Celui-ci, dans le passage consacré aux responsabilités internationales de la C.G.T., s'est une nouvelle fois dressé contre la bombe à neutrons de M. Reagan, avant de proclamer la nécessité de parvenir à un nouvel ordre économique mondial et d'exprimer sa solidarité envers les républicains irlandais.

JOANINE ROY.

«Pour réussir le changement, une C.G.T. forte, pour de réelles avancées économiques, sociales et démocratiques.» La grande bande dessinée de la tribune, comme le discours prononcé par M. Krasucki à la Halle de la Porte de Pantin, où, par-delà quelques trois mille places assises, des milliers d'autres milliers se groupaient entre les stands. A maintes reprises, M. Krasucki a confirmé l'évolution adoptée par la C.G.T. depuis le succès électoral de la gauche.

«Nous n'attendons pas, a-t-il dit, que des changements nous soient imposés d'en-haut sans que les travailleurs interviennent.»

Des avancées importantes et même importantes ont déjà été amorcées, d'autres sont annoncées, programmées. Sur tous les problèmes, nous nous engageons à nous donner notre mot à dire. C'est énorme, cela n'était pas arrivé depuis trente-quatre ans. C'est une responsabilité énorme que nous nous sommes engagés à assumer. Il s'agit d'une époque nouvelle (...). Nous devons l'aborder en nous appuyant d'une façon nouvelle sur les idées de la C.G.T. (...) et surtout faire ce qu'il faut en adoptant le style, le réalisme et le dynamisme qui caractérisent...

Des mesures

«Carrement satisfaites»

Trois questions décisives font ressortir les militants et travailleurs. M. Krasucki répond qu'à la plus fondamentale : «on peut réussir à changer les choses durablement sans ignorer aucune des difficultés, des contradictions de la situation elle-même. Sans donner aucune des différences entre les forces alliées, politiques ou syndicales.»

Le changement est possible parce que les travailleurs et la majorité du peuple «ont voté contre le chômage, la baisse des pouvoirs d'achat, l'autoritarisme, même si les moyens n'y parvenant n'apparaissent pas clairement à tous. Notre comportement ne sau-

rait être dicté par des considérations d'urgence provisoires et subalternes. Nous voulons contribuer à gagner, c'est le chemin de l'avenir.»

Seconde question : Est-on en présence d'une gestion de gauche de la crise ? «Eh bien non, s'exclame M. Krasucki. Les principes mesurés pris en compte, comme les mesures prises, ont encouragés et certaines même ont corrigés satisfaisamment.»

Troisième question : comment se situe la C.G.T. ? «Elle a conservé, et plus qu'aucune autre force syndicale, l'attachement d'un pouvoir de gauche avec un gouvernement compréhensif et des ministres socialistes et des ministres communistes. Nous agissons comme une force autonome. Notre programme va au-delà de celui du gouvernement, mais ce dernier, nous le suivons, nous le soutenons, nous le défendons, nous le faisons vivre. C'est énorme, cela n'était pas arrivé depuis trente-quatre ans. C'est une responsabilité énorme que nous nous sommes engagés à assumer. Il s'agit d'une époque nouvelle (...). Nous devons l'aborder en nous appuyant d'une façon nouvelle sur les idées de la C.G.T. (...) et surtout faire ce qu'il faut en adoptant le style, le réalisme et le dynamisme qui caractérisent...

Nous voulons des entreprises nationales dotées d'une large autonomie de gestion. Après avoir dénoncé les maux de la situation, que les autres centrales syndicales ont conclus avec le C.N.P.F. sur la durée du travail, M. Krasucki se félicite de l'adhésion très importante de la C.G.T. à la loi de trois mois dans le domaine des libertés démocratiques et des droits syndicaux, et en particulier la loi sur l'immunité des travailleurs et militants victimes de la répression syndicale pour les réintégrer dans leurs droits et leurs emplois. «Aucune force, dit-il, ne peut sérieusement empêcher ces mesures de passer et de justice qui ne mettent nullement en cause l'autorité des responsables patronaux mais seulement des mentalités féodales.»

«Nous ne renonçons à rien, à aucune forme d'action, notamment pas à la grève, qui est un droit démocratique, dit encore M. Krasucki. Quant à la situation d'urgence, il faut être prêt, ne pas cacher aucune différence ou divergence, laisser à chacun son identité, parler à la nôtre, ne rien enjoliver ni rien nous. Nous agissons les yeux ouverts et en fonction des actes. C'est bien normal que l'on fasse de même à notre égard. Cela nous conduit à une situation d'urgence et évidemment pas à une méfiance crispée.»

Les quatre cents salariés d'une entreprise de Mantes (Corrèze), la Faumellelère, ont été en grève pour 48 heures depuis mardi 8 septembre, à l'appel de la C.G.T., pour s'opposer à la suppression par la direction de cent vingt emplois.

La confédération générale des P.M.E. «s'élève» des déclarations du ministre de la formation professionnelle, M. Rigout, sur la nécessité de porter «le plus vite possible» le taux de participation des entreprises à la formation professionnelle de 1,1 % à 2 % de la masse salariale. La C.G.P.M.E. trouve «pour le moins surprenant» que soient fixés de manière stricte les objectifs à atteindre en matière de financement, alors que s'ébauche la concertation entre le ministère et les organisations professionnelles.

La fédération des masseurs-kinésithérapeutes-rééducateurs s'est déclarée hostile à une cotisation éventuelle des professions libérales et des fonctionnaires à l'assurance-chômage. Une telle disposition serait «anormale et incohérente», estime la fédération, qui la juge comme une obligation «de payer un service rendu à d'autres, sans aucun espoir de solidarité réciproque».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | EN MON | EN DOLLAR | EN DOLLAR | EN DOLLAR |
|------------|---------------|---------|-----------|-----------|-----------|
| S. E.-U. | 5,8250 | 5,8300 | - 10 | + 30 | - 100 |
| Can. | 4,9000 | 4,9000 | - 200 | - 200 | - 200 |
| Yen (100) | 2,5600 | 2,5600 | + 200 | + 200 | + 400 |
| D.M. | 2,3500 | 2,3500 | + 20 | + 100 | + 200 |
| Finl. | 2,1250 | 2,1250 | + 40 | + 100 | + 200 |
| F.R. (100) | 16,1150 | 16,1150 | - 350 | - 1200 | - 700 |
| F.S. (100) | 4,7500 | 4,7500 | - 120 | + 200 | + 700 |
| F. (100) | 4,7500 | 4,7500 | - 350 | - 200 | - 250 |
| S. (100) | 10,6500 | 10,6500 | + 250 | + 450 | + 700 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 | 12 1/2 |
|-------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| D.M. | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| S. E.-U. | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| Finl. | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| F.R. (100) | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| F.S. (100) | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| F. (100) | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |
| F. français | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 | 11 3/4 |

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

EN VISITE A ALGER

M. Jobert s'est appliqué à dédramatiser le différend sur le prix du gaz

De notre correspondant

Alger. — «Il n'y a pas de différend entre l'Algérie et la France à propos du prix du gaz», a déclaré au cours d'une conférence de presse M. Michel Jobert, ministre du commerce extérieur, au terme d'un séjour de quarante-huit heures à Alger, à une semaine de la visite de M. Jean-Marcel Jeanneney, représentant personnel de M. Mitterrand, chargé d'élaborer avec M. Hadj Yala, ministre algérien des finances, un projet de règlement d'un contentieux qui oppose depuis dix-huit mois les deux pays.

Le ministre a fait de larges concessions aux thèses algériennes en affirmant que «l'énergie devait être payée à son prix» et que «des ressources de ce domaine devaient être utilisées de façon responsable». Le problème, a-t-il poursuivi, est de trouver un prix permettant à la fois le développement de l'Algérie et celui de la France. Et il a conclu : «A la veille de visites présidentielles entre les deux pays, je raye de mon vocabulaire le terme de «différend», et je préfère parler de prise de conscience globale des réalités économiques.»

9 milliards de mètres cubes

Les Algériens entendent obtenir l'alignement du prix de leur gaz naturel liquidé sur celui du pétrole brut. G.D.F. paye actuellement 4,25 dollars le million de B.T.U. (1), la société nationale algérienne facture le gaz 6,11 dollars, et l'application stricte du principe d'équivalence supposerait un prix de 7,50 dollars environ pour un prix du pétrole de 40 dollars le baril. Les Algériens qui ont beaucoup investi dans l'exploitation de leur gaz, entendent ne pas le «brader». Les autorités françaises ne sont pas insensibles à leurs arguments mais elles redoutent un alourdissement intolérable de la facture énergétique. Le dossier, gelé depuis plusieurs mois, doit être réglé, a estimé M. Jobert, à son point de départ.

Le déblocage de ce dossier conditionne largement le développement des relations commerciales entre les deux pays. La France, neuvième client de l'Algérie, est son premier fournisseur. Mais, comme la Chambre française de commerce et d'industrie à Alger, si les ventes en francs courants sont demeurées relativement stables et ont même connu une légère progression, en revanche, les contrats d'études et d'équipements, considérables durant le premier plan quadriennal algérien 1970-1975, sont en baisse sensible. L'Algérie s'emploie, non sans succès, à diversifier ses partenaires. Elle est sensible aussi au déséquilibre croissant de sa balance commerciale avec Paris (2). Un accord sur le relèvement du prix du gaz actuellement livré et la mise en œuvre de nouveaux contrats de vente de gaz, aujourd'hui gelés, permettraient de fournir chaque année 9 milliards de mètres cubes de gaz et de rééquilibrer la balance commerciale.

ÉTRANGER

En R.F.A.

LA HAUSSE DES PRIX EST SURTOUT DUE A L'APPRECIATION DU DOLLAR

Wiesbaden (A.F.P.). — Le coût de la vie en R.F.A. a augmenté de 0,3 % en août, contre 0,4 % en juillet et 0,5 % en juin, comme l'indiquent les données provisoires publiées par l'office fédéral de statistiques, fin août (le monde du 29 août). L'inflation s'est ainsi ralentie durant ce mois, mais moins qu'il n'est d'usage en R.F.A. au plus fort de l'été. Sur un an, la hausse des prix à la consommation a atteint en août, pour la première fois depuis juin 1980, le seuil de 12,5 %. Elle s'élevait à 5,8 % en juillet et 5,5 % en juin.


Les prix alimentaires ont baissé de 1,5 % en août, ceux des produits industriels augmentant de 0,5 %. Ce sont surtout les prix de l'énergie qui sont responsables de la hausse de l'indice : fuel domestique, + 7,9 % ; carburants, + 2 % ; courant électrique, + 1,5 % ; charbon, + 1,2 %. De leur côté, les prix des services ont augmenté de 0,3 %, l'indice d'aout, qui s'est élevé à 124,8 (contre 100 en 1970), confirme que la hausse des prix est surtout due à la dépréciation du mark par rapport au dollar, qui renchérit le coût de l'énergie et des autres marchandises importées dont la facture est libellée en monnaie américaine.

Ces problèmes, M. Jobert les a longuement évoqués avec le ministre algérien du commerce, M. Khalaf, et le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, M. Ouzari. Il a été également reçu par le président Chadli Bendjedid et par le premier ministre, M. Abdelghani. Il a eu en outre, contre les industriels français qui exposent à la XVIII^e Foire internationale d'Alger. Une cinquantaine de pays participent à cette manifestation, la plus importante du continent africain. La présence française y est particulièrement importante et regroupe sur quelque 17 000 mètres carrés trois cent soixante-dix exposants, contre trois cent trente l'an dernier. M. Jobert, qui a présidé la journée française le 7 septembre, s'est également entretenu au pavillon algérien du ministre du travail et de la formation professionnelle, marquant ainsi l'intérêt que Paris attache à une coopération sur le retour à l'emploi des travailleurs immigrés en France. Ce problème sera d'ailleurs abordé lors de la visite de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, à la fin du mois (le monde du 8 septembre).

DANIEL JUNQUA.

(1) B.T.U. : British Thermal Unit : 1 million de B.T.U. = 293 KWh. (2) Les exportations françaises ont atteint 2,700 milliards de francs et les importations 1,850 milliards de francs.

Avis financiers des sociétés



Energie Electrique de la Côte d'Ivoire

US \$20000000
prêt multidevises

garanti par
La République de Côte d'Ivoire

Credit de fin

Banko Exterior de España Bankers Trust International Limited
Manufacturers Hanover Banque Nordique Midland Bank France S.A.
National Bank of Canada

Intermédiaires

Al Saoud Banque Banko Exterior de España
Bankers Trust Company Banque Paribas
Credicor Bank Limited Citibank Bank S.A.
Manufacturers Hanover Banque Nordique Midland Bank Limited
National Bank of Canada Union Méditerranéenne de Banques

Agent
Midland Bank France S.A.

Fait le

10 sept 1981

ÉNERGIE

TENNECO ANNONCE UNE IMPORTANTE DÉCOUVERTE DE PÉTROLE EN TUNISIE

Tenneco a annoncé, le 8 septembre, une importante découverte de pétrole au large de Sfax, en Tunisie, par sa filiale Houston Oil and Minerals. La découverte a été faite par un puits à 1 400 mètres de profondeur. Tenneco précise que des forages supplémentaires seront nécessaires pour déterminer l'importance exacte de cette découverte. Tenneco, qui possède 100 % sur ce puits, aurait tenu de réduire sa participation à 49 % (51 % étant détenus par l'ETAP, la société d'Etat tunisienne), en cas d'exploitation commerciale. En 1974, la Tunisie a produit 5,5 millions de tonnes de pétrole et 350 millions de mètres cubes de gaz.

L'IRAN ANNULE TOUS LES ANCIENS CONTRATS D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE

Le ministre iranien du pétrole a annoncé, le 8 septembre, l'annulation de tous les contrats techniques de production ou d'exploration passés sous l'ancien régime avec des compagnies étrangères. Une commission spéciale a étudié les contrats «contrevenant à la loi sur la nationalisation du pétrole». Elle a notifié la décision d'annulation à toutes les compagnies concernées (dont la société française ELF-Aquitaine) et a été chargée de régler les litiges éventuels nés de cette mesure.

Voilà plusieurs mois que les compagnies étrangères se sont retirées de l'exploration en Iran, qu'elles soient italiennes, japonaises, françaises ou indiennes. La décision des autorités iraniennes ne fait donc que confirmer un état de fait. Pour les milieux spécialisés, l'annonce par Téhéran d'une volonté de régler les litiges en suspens manifeste un désir de conciliation voire d'ouverture à un moment où l'industrie pétrolière connaît des difficultés. En effet, la production moyenne de l'Iran au premier semestre de 1981 n'a pas dépassé 1,40 million de barils par jour, et les exportations 700 000 barils quotidiens, quand le budget tablait sur la vente de 2,5 millions de barils par jour pour faire face aux dépenses de la guerre avec l'Irak. Et la situation s'est encore dégradée ces dernières semaines. Les prix trop élevés demandés par Téhéran expliquent, mais aussi sans nul doute des difficultés techniques sur les champs pétroliers.

Près de 10 milliards de tonnes de pétrole de réserves prouvées au Mexique. Les réserves prouvées de pétrole du Mexique atteignent actuellement 72 milliards de barils (près de 10 milliards de tonnes) contre 67,6 en mars dernier. A l'annonce de la présidence Lopez Portillo, les réserves probables sont de 58,5 milliards de barils et les réserves potentielles de 250 milliards de barils. (A.F.P.)

Manifestation des écologistes aux ministères de l'Industrie. Une vingtaine de militants écologistes conduits par M. Brice Lalonde ont occupé le 8 septembre, de 17 h 30 à 20 heures, une salle du ministère de l'Industrie, 101, rue de Grenelle, à Paris. Les écologistes voulaient obtenir des services de M. Hérre, ministre de l'énergie, la communication du rapport de sûreté du surrégénérateur Super Phenix et des contrats passés entre la Cogema et divers pays étrangers pour le retraitement des déchets nucléaires de l'usine de La Hague. Le ministre s'est refusé à satisfaire cette demande. Il a indiqué que les rapports de sûreté ne pouvaient être publiés pour des raisons de sécurité publique et qu'il en allait de même des contrats de la Cogema qui sont des rapports de droit privé.

P.T.T.

L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE A L'ESSAI

Les tarifs du téléphone baisseront de 5 % par an en francs constants au cours des prochaines années, a indiqué mardi 8 septembre M. Dondoux, directeur général des télécommunications. S'exprimant au cours d'un débat sur la télématique organisé à l'occasion du prochain SICOB, M. Dondoux a aussi affirmé que, après l'été-été-vallée, les expériences d'annuaire électronique, faisant désormais appel au volontariat, et non plus imposées à l'abonné, seraient étendues à certaines grandes agglomérations où les P.T.T. rencontrent des difficultés pour répondre aux appels du «12».

L'agglomération parisienne, qui pose des problèmes techniques spécifiques, ne sera pas rapidement concernée, mais huit cents opérateurs supplémentaires vont être, courant octobre, affectés aux renseignements. Pour ce qui est des commandes de terminaux électroniques destinés à l'annuaire, M. Dondoux a indiqué qu'elles seront «au moins aussi importantes en 1982 qu'en 1981».

Le directeur adjoint du cabinet du ministre des P.T.T., M. Philippe Bodin, a annoncé pour sa part que le débat parlementaire sur les problèmes de la télématique serait organisé dès le printemps prochain.

A PROPOS DE...

L'EXPERIENCE DE BOULOGNE-BILLANCOURT
Placards électroniques

« N'attendez pas le dernier jour pour inscrire votre enfant à l'école primaire. Renseignements au 604-81-80. » L'information est claire et concise. C'est l'une des « informations-service » qu'on peut lire sur l'un des six journaux électroniques placés sur grands carreaux de la ville de Boulogne-Billancourt.

Au terme de la première expérience en France, commencée en janvier 1981, M. Paul Graziani, premier maire-adjoint et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, juge le bilan « positif ». Le conseil municipal délibérera avant la fin de l'année sur la reconduction de l'expérience et, éventuellement, sur son extension.

Un journal électronique est un panneau de 2 mètres de haut et de 1,5 mètre de large placé sur un poteau, à 3 mètres du sol. Chaque « journal » a huit pages, c'est-à-dire comporte huit messages composés avec des diodes fluorescentes (des petites pastilles jaunes) sur fond noir. Les fabricants de ces informations sont les quatre membres du bureau des relations publiques de la municipalité.

Tous les soirs, sauf le week-end, ces rédacteurs, qui refusent d'être qualifiés de journalistes, composent les textes sur une console de micro-ordinateur. Le « journal » est très rapidement « écrit ». Après une trentaine de minutes d'ajustement des informations à la technique (sept lignes de dix-huit caractères pour chaque « page »), on envoie les textes « dans la rue ». Chaque panneau est relié au centre de composition de la mairie par une ligne téléphonique spéciale.

Jusqu'au lendemain, en fin d'après-midi, les Boulognais seront donc informés par ces caractères en majuscules jaunes des formalités à accomplir pour inscrire leurs enfants à la cantine scolaire, de l'ouverture prochaine du centre culturel ou des travaux à entreprendre dans le quartier. Une convention passée avec la société Jean-Claude Decaux stipule que l'information ne doit pas être à caractère politique ou publicitaire.

Jean-Claude Decaux a prêté son matériel à Boulogne-Billancourt, où la société avait son siège social, pour une expérience de journaux électroniques d'un an. « Il est intéressant sur le plan de l'entretien des abribus », estime M. Paul Graziani. Or la propriété est un élément déterminant dans la politique municipale de Boulogne.

Une vitrine

Tout le monde ou presque trouve son compte dans cette collaboration. D'abord la municipalité, qui lance un nouveau « journal » après un mensuel, des journaux muraux (dans les abribus) et un hebdomadaire d'informations téléphonées. La société Jean-Claude Decaux offre gratuitement un matériel pendant un an alors que le prix de location annuel d'un panneau journal est de 40 000 F. Mais Boulogne-Billancourt est aussi une belle vitrine où ont déjà défilé une vingtaine d'équipes municipales intéressées par ce nouveau moyen de communication. A savoir, entre autres : Lyon — qui compte vingt-six « journaux électroniques » —, Nice, Cannes, Nancy, Orléans, et, dans la banlieue parisiennne, Rueil-Malmaison, Créteil, etc.

Comment sont reçues ces informations ? Les « messages », les journaux électroniques, sont,

selon un des membres de la « rédaction », bien acceptés. Affirmation difficile à vérifier. On sait, par exemple, qu'une dizaine de jeunes gens ont répondu à une annonce demandant des vandaleurs. Cette annonce n'était diffusée que sur ces journaux électroniques, au mois d'août.

D'une manière générale, les piétons interrogés connaissent l'existence de ces journaux et les trouvent utiles. La réflexion d'un commerçant de la place Marcet-Sembat, où passent quotidiennement plusieurs milliers d'automobilistes et de piétons, doit être notée. « Souvent, les gens entrent pour me demander où est le centre culturel alors qu'il est signalé par un panneau indicateur juste en face de mon magasin. Les gens sont distraits. »

L'expérience ne peut durer que si Jean-Claude Decaux accepte de prouver les conditions qu'il accorde actuellement. Payée à son prix réel, la location des journaux électroniques dépasserait de beaucoup le budget des relations publiques de la ville (0,7 % des 310 millions, de francs du budget 1981). Quel qu'il en soit, les projets d'amélioration de la formule actuelle ne manquent pas : programmation horaire des « messages », qui seraient diffusés plus fréquemment. On pourrait, au-delà des informations « service », diffuser des informations régionales et même nationales sans toutefois engager des journalistes. L'équipe de rédaction actuelle avait déjà fait quelques tentatives en annonçant l'attention contre la papeterie et les résultats locaux de l'élection présidentielle, et pendant l'été, les Boulognais ont vu s'inscrire dans les journaux électroniques le classement des cyclistes du club local engagé dans la Tour de France. — C. T.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur
RESTAURATION MODELE
DANS L'ARCHIPEL DU FRIOL

(De notre correspondant L.)

Marseille. — M. Lang, ministre de la culture, a visité le 7 septembre, en compagnie de M. Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, maître de Marseille, le chantier de rénovation de l'hôpital Caroline, l'ancien lazaret (hôpital de quarantaine) installé sur l'archipel du Frioul.

Cet ensemble de bâtiments dû à l'architecte François-Raymond Penchaud date de 1855 et a été utilisé pendant plus d'un siècle pour protéger Marseille des maladies contractées par les équipages ou passagers venus d'outre-mer. Son architecture, qui permet d'utiliser très habilement le soleil, le vent et la mer pour assurer la désinfection des bâtiments, représente un ensemble original qui fait depuis deux ans l'objet d'un travail de restauration, menée au cours des trois mois d'été, par de jeunes étrangers et Français rassemblés par l'Association pour le renouveau et l'animation de l'hôpital Caroline, elle-même adhérente à l'Association pour la réhabilitation et l'entretien des monuments du patrimoine artistique (REM-PART). La ville de Marseille a affecté à l'opération 250 000 F en 1980 et 500 000 F en 1981.

La visite du ministre à Frioul a été l'occasion pour les responsables de l'école d'ingénieurs de Marseille de présenter deux expériences pilotes qui vont avoir lieu dans l'hôpital Caroline : la première concerne l'implantation d'une éolienne de 7 kilowatts de puissance, capable de fournir l'électricité, et la seconde la construction d'une petite centrale solaire.

Le ministre a annoncé qu'au budget de l'an prochain des crédits très importants seront affectés à ce genre de restauration et d'animation, tout en précisant qu'un équilibre reste à trouver entre la bonne volonté des associations et les préoccupations des scientifiques. Il a invité les uns et les autres à se rapprocher. — J. C.

* Association pour le renouveau et l'animation de l'hôpital Caroline. Le Mouret, Châteauneuf-Gombert, 13012 Marseille. Tél. : (91) 68-12-72.

FAITS ET PROJETS

UN DÉPARTEMENT
DU PAYS BASQUE ?

Le P.S. déposera à la fin de 1982 ou au début de 1983 une proposition de loi tendant à la création d'un « département du Pays basque », annonce M. Jean-Pierre Destarac, député socialiste des Pyrénées-Atlantiques (Bayonne) dans une interview au Quotidien de Paris.

« Nous ne voulons pas privilégier la réintégration des sept provinces basques. Nous ne faisons qu'appliquer, d'une façon particulière, la loi-cadre de décentralisation », précise le parlementaire.

Le P.S., indique M. Destarac, va désigner une commission chargée de réfléchir à l'ensemble des forces du territoire concerné afin de « préciser le contenu » du projet.

En outre, le député annonce que le ministre de l'Intérieur national, M. Alain Savary, a accepté d'étendre l'enseignement du basque dans l'enseignement public, de la maternelle au primaire.

De son côté, M. Bernard Marie, député et maire R.P.R. de Biarritz, interrogé par le Quotidien de Paris au sujet d'un éventuel département basque, estime que le projet socialiste « consiste à créer un département aussi peuplé et aussi pauvre que la Creuse ou la Lozère ». « Sur le plan de la politique extérieure, ajoute-t-il, il est à craindre que le département basque, dans le cadre d'une évolution souhaitée par certains, n'aboutisse à la création d'un Pays basque autonome et indépendant. »

LE « BELEM »
A QUITTÉ BREST.

Le Belem, le dernier grand trois-mâts français en état de naviguer, a quitté le port de Brest le 8 septembre à destination de Paris où il deviendra un porteur de musée sur la Seine, au pied de la tour Eiffel.

Remorqué par l'Effiance de la marine nationale, le trois-mâts naviguera de conserve avec un autre grand voilier, la Duchesse-Anne, qui doit être transformée en musée flottant dans le port de Dunkerque.

L'arrivée du Belem à Rouen est prévue pour le 10 septembre. De là, il sera pris en charge par une compagnie de remorquage fluvial et devrait arriver à Paris le 12 ou le 14 septembre.

L'association Les amis du grand voilier malouin, le Comité d'études et de liaisons des intérêts bretons et le maire socialiste de Saint-Malo sont intervenus auprès de M. Le Pen, ministre de la mer, pour que le voilier reste sur les côtes bretonnes (le Monde du 8 septembre).

Les municipalités de Saint-Malo avaient inscrit à son budget une somme de 200 000 F pour aider à réarmer le Belem qui, d'abord transformé en navire-école, aurait pu participer à la grande course transatlantique des voiliers qui doit être organisée en 1984.

Construit à Nantes en 1896, le Belem avait été racheté en 1971 à son propriétaire italien, et nommé de Venise à Nantes en 1979 par l'association pour la sauvegarde des anciens navires français.

(Publicité)
Une UNIVERSITÉ (PARIS-VAL-DE-MARNE) et une ÉCOLE (ÉCOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES) s'associent pour préparer à un D.E.A.
en
SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'ENVIRONNEMENT
sous la responsabilité de M. Béry PRUD'HOMME (docteur M. Daniel TREVENOT) pour le D.E.A. et le doctorat 3^e cycle, et de M. Joseph JACQUET pour le diplôme de Doctorat Ingénieur.
Le programme comprend plus de 20 enseignements spécialisés se rapportant à l'environnement et à la santé, aux éléments solides et liquides, à l'administration et à la gestion de l'environnement, et un travail personnel dans les laboratoires et centres de recherche propres à l'E.N.P.C. et à l'U.P.V.M. ou associés.
Un diplôme de fin de 2^e cycle en équivalent impliquant une solide base scientifique (ingénierie, sciences, mathématiques, S.T.C. etc.) est une condition nécessaire à l'inscription.
La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 17 septembre 1981.
Secrétariat Admissions, Directeur de l'Enseignement, École Nationale des Ponts et Chaussées, 23, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS. Tél. 595-34-15 P. 329.
Secrétariat de la Présidence de l'Université de Paris-Val-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 93010 CHARENTY LEZ PARIS. Tél. 595-91-44.

Canon: La parole aux utilisateurs.

Ce sont des hommes et des femmes qui se servent des machines de bureau, et c'est en pensant à eux que Canon crée ses copieurs.

Le nouveau Canon NP 400 a été conçu pour tous ceux qui utilisent tous les jours un photocopieur.

"Je travaille dans une grande société, mais nous sommes loin du service photocopie. Quel gain de temps depuis que nous avons le NP 400."

Un chef de service.

"Bravo pour les systèmes d'agrandissement et de réduction! On s'en sert souvent." Un maquettiste.

"Sans la trieuse, je serais perdue. Je ne pourrais jamais préparer tous ces dossiers pour les réunions de dernière minute."

Une secrétaire.

"Ce que nous recherchons avant tout, c'est le bon rapport qualité-prix et la fiabilité. A mon avis, le NP 400 remplit ces deux conditions." Un directeur financier.

Le NP 400 semble avoir conquis ses utilisateurs. Nous espérons qu'il en sera de même pour vous. Si vous désirez en savoir plus, remplissez le coupon ci-dessous.

Et donnez la parole à CANON: vous verrez ce que le NP 400 peut faire pour vous.



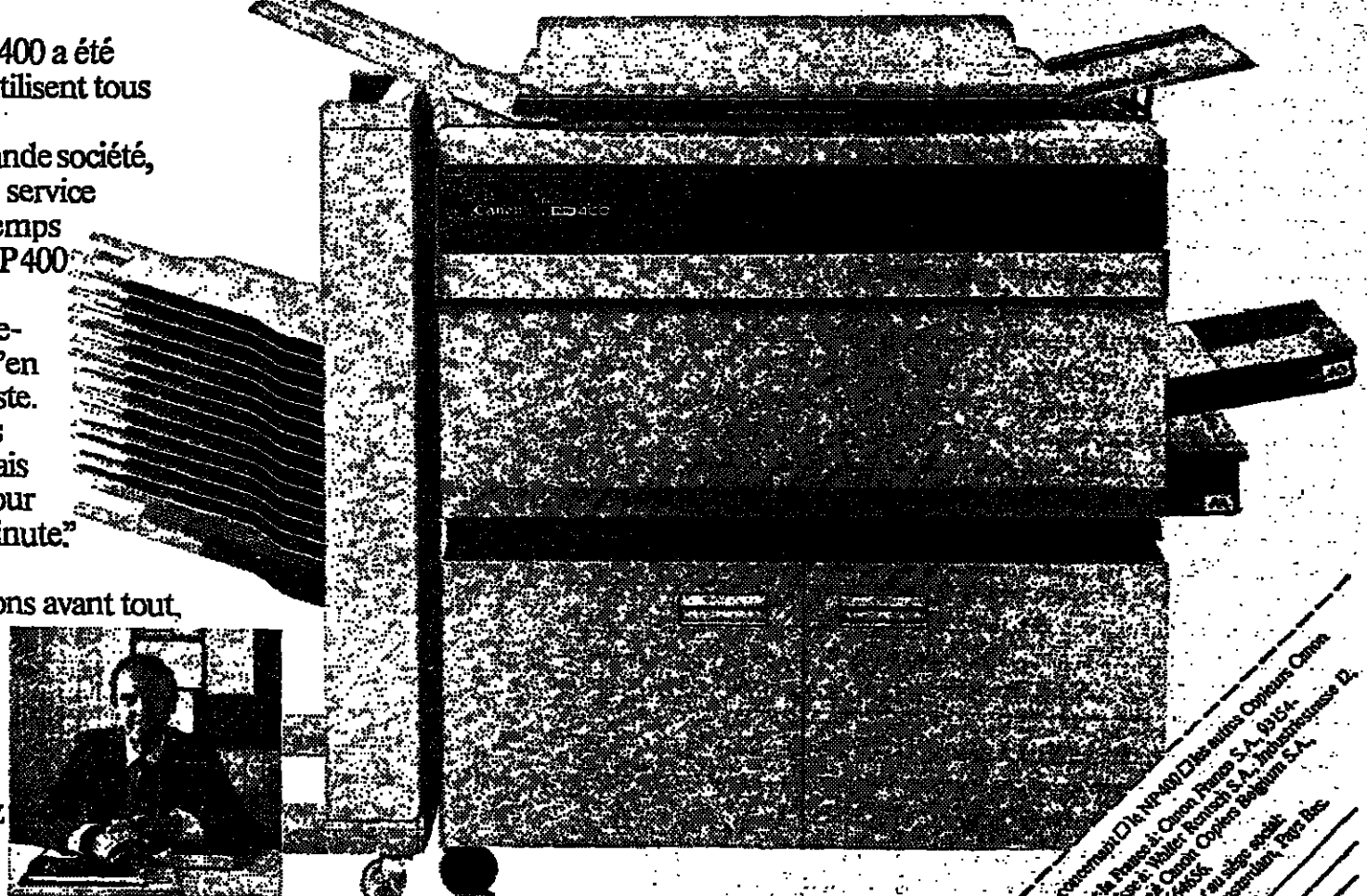
Pour ce chef de service, la qualité des photocopies est primordiale.



Un bon investissement pour le directeur financier.



L'alignement des documents et la précision des temps de copie pour cette secrétaire.



Canon PHOTOCOPIEURS

Nous attendons votre visite
au SICOB du
23 septembre au 2 octobre.
Niveau 4, Zone F, Stand 4607.

Je souhaite connaître plus d'infos sur le Canon NP 400. Veuillez m'envoyer gratuitement le prospectus et le guide de l'utilisateur. Nom: _____ Prénom: _____ Adresse: _____ Ville: _____ Code postal: _____ Téléphone: _____

سكدا من الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

9 SEPTEMBRE

Suspension de cotation sur 32 sociétés « nationalisables »

Cette séance de mercredi a naturellement été complétement perturbée par la suspension de cotation de 32 titres de sociétés parmi celles qui étaient vouées à nationalisation.

Loin de se calmer, la spéculation s'est simplement déplacée sur les actions de titres initialement « nationalisables » et qui ne figurent pas sur la « liste noire ». Celle-ci continue d'ailleurs à soulever quantité d'interrogations dans la communauté boursière, où l'on a dû faire remarquer que des actions telles que Compagnie bancaire ou C.S.F. n'y figuraient pas.

La réaction des opérateurs a été immédiate, compte tenu des liquidités présentes sur le marché, et ces deux actions ont effectué un bond de 12 % et 6 % respectivement.

A l'inverse, Vallourec a subi intentionnellement le vent de la spéculation, l'entreprise a subi l'extension de la dette publique... Le titre a ainsi abandonné 6 % (tandis que Chiers et Penarroya regagnaient de 4 % par ailleurs) pour regagner ultérieurement la totalité du terrain perdu.

Étrange comportement, mais tout est un peu artificiel en cette séance. Sur le marché de l'or, le lingot se contente de reproduire son cours de la veille, à 89 395 F, tandis que le napoléon abandonne 19 F, à 906 F, la devise-trésor regagnant de son côté 7,42/7,45 F contre 7,48/7,52 F mardi.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ANGLO-AMERICAN. - Tablant sur la main d'œuvre d'une forte demande de la part des investisseurs traditionnels et de l'industrie, le cours de l'or pourrait se situer dans une fourchette de 1 024 à 1 037 dollars l'once, la société a décidé de partir d'une étude sur les prévisions de cours du métal fin pour la période 1986-1988. Révisée par le docteur « Woody » Brock, celle-ci établit une probabilité maximale de 24 % en faveur de cette hypothèse d'un cours compris entre 1 024 et 1 037 dollars l'once, les autres probabilités comportant des pourcentages inférieurs portant, dans leur grande majorité, sur un cours de l'once supérieur à 1 000 dollars.

Il y a finalement quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que le cours ne soit pas inférieur à 872 dollars l'once, à cette échéance, c'est-à-dire l'année, donc l'originalité consiste à analyser la demande future pour l'or en provenance de dix secteurs, dont les banques centrales et l'investissement privé, en l'absence volontairement de côté toute hypothèse sur l'évolution de l'économie mondiale.

3 SUISSES INTERNATIONALE. - Le capital de cette société de vente par correspondance est désormais détenu à hauteur de 50 % par la société Otto Versand, un tiers de la vente par correspondance en Allemagne fédérale, et dont le siège est à Hambourg. Cette dernière possède déjà 35 % des 3 Suisses, et, à l'issue de ce rapprochement approuvé par la direction du Trésor, la répartition du capital de la firme de Roubaix est la suivante : Otto Versand (50 %), le groupe familial Mulliez, qui contrôle Philidor et les hypermarchés Auchan, (38 %), le groupe familial Delcourt (12 %).

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

| | |
|------------------------|-------|
| Indice général | 96,6 |
| Indice des actions | 149,8 |
| Indice des obligations | 151,5 |

COTE DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1980)

| | |
|--------------------|------|
| Indice général | 94,5 |
| Indice des actions | 95,1 |

NEW-YORK

Toujours la chute

En l'absence de toute information susceptible d'éclaircir un horizon économique particulièrement sombre, Wall Street a poursuivi sa chute libre au lendemain du Labor Day, l'indice Dow Jones des industrielles accusant, mardi, un repli de 10,56 points à 331,12.

Les meilleurs boursiers s'affrontent toujours inquiets par la perspective de déficits budgétaires accrus et par le maintien de taux d'intérêt élevés, qui vont continuer à se faire la clientèle en maintenant son taux de base bancaire (prime rate) à 20 1/2 %, alors que la Chase Manhattan a révisé le sien à 20 %. De toute façon, estime un spécialiste, le marché boursier devrait continuer à baisser tant que la réévaluation offerte par les investisseurs en actions ne sera pas compensée au rendement que procurent les placements sur les marchés des capitaux.

Les baisses l'ont largement emporté, une fois de plus, sur les quelques gains, dans la proportion de 1 428 contre 236, alors que 256 titres apparaissent inchangés, le volume des transactions progressant à 47,34 millions d'actions contre 42,76 millions pour le vendredi précédent. A noter, enfin, la suspension de cotation de titres Zaprata Corp, société spécialisée dans les forages pétroliers en mer, à la suite d'une offre publique d'achat, dont l'attention est portée à Occidental Petroleum, et portant sur un montant de 750 millions de dollars environ, payables sous forme d'actions.

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

VALEURS

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

BOURSE DE PARIS 9 SEPTEMBRE COMPTANT

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

VALEURS

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

COTE DES CHANGES

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| VALEURS | Cours | Dernier |
|-------------------|---------|---------|
| Alcoa | 28 3/8 | 28 1/8 |
| A.T.T. | 54 3/4 | 54 1/2 |
| Boeing | 24 1/2 | 24 1/4 |
| Chrysler | 26 1/2 | 26 1/4 |
| Eastman Kodak | 38 1/2 | 38 1/4 |
| Exxon | 44 3/4 | 44 1/2 |
| General Electric | 54 1/4 | 54 1/8 |
| General Motors | 28 1/2 | 28 1/4 |
| IBM | 165 1/8 | 165 1/4 |
| Johnson & Johnson | 54 1/8 | 54 1/4 |
| McDonald | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Pfizer | 44 1/2 | 44 1/4 |
| Schering | 35 1/2 | 35 1/4 |
| Union Carbide | 48 1/2 | 48 1/4 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/4 |
| Xerox Corp. | 48 3/4 | 48 1/4 |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CHOMAGE : « Fonctions et assurances-chômage », par Michel Ballestrero ; « Pour un ministère des droits du chômeur », par Martial Lemoine ; « Pour une solution globale », par Marcel Goxal.

ÉTRANGER

3. EUROPE
2. DIPLOMATIE
— La visite de M. Mitterrand à Londres.

4. PROCHE-ORIENT
— La situation au Liban.
— ÉGYPTTE : cinquante-quatre nouvelles arrestations à Alexandrie.

4. AFRIQUE
— VIETNAM : M. To Huu candidat le mieux placé pour la succession de M. Pham Van Dong ?

7-8. AMÉRIQUES
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, ingérence ou responsabilité ? », par Jacques Choussat.

POLITIQUE

9. Les députés reprennent l'examen du projet de loi sur la décentralisation.
10. Mort de Roger Duchet, ancien ministre.

SOCIÉTÉ

12. Le SAC et l'affaire d'Auriol.
13. SCIENCES : « Lasers en tout genre » (III), par Jean-François Angereau.

14. MÉDECINE
27. SPORTS
— Les Internationaux de tennis des États-Unis.
— Les championnats d'Europe de natation.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15 à 17. PROMOTION - CINÉMA : « Des films sur la scène », par Michel Cournot ; « Les attachés de presse, inventeur de l'événement », par Caliste Godard ; « L'attaché de presse, l'attaché de presse », par Hervé Guibert ; « Bande-annonce : arracher le spectateur à son esquisse », par Gérard Coudé ; « Le rôle ambigu des festivals aujourd'hui », par Louis Marcolles ; « Les réalisateurs, les réalisateurs », par Mathilde La Bardonnelle.

19 à 21. RADIO-TELEVISION : programmes du 11 au 17 septembre.
22. (VII) : « Images d'épave », par A. Woodrow ; « Le nouveau magazine de TFI », par Claude Sarraute.

ECONOMIE

34-35. AU CONSEIL DES MINISTRES : Les nationalisations.
35. AFFAIRES
36-37. SOCIAL : « La C.G.T. doit être un partenaire constructif, libre mais vigilant du gouvernement », déclare M. Krasucki.

RÉGIONS

38. A PROPOS DE... l'expérience des placards électroniques à Boulogne-Billancourt.

RADIO-TELEVISION

(19 à 22) Informations
« SERVICES » (28) : La maison ; Mots croisés ; Météorologie ; Journal officiel.
Annonces classées (29 à 34) ; Carpiat (27) ; Programmes spectacles (24 à 27) ; Bourse (38).

Le Monde

publie :
• POUR ET CONTRE LES NATIONALISATIONS : Les points de vue de MM. Charzat (P.S.) et Coesté (R.F.R.).
• IDÉES : Afrique.
• LIVRES : Les intellectuels français en question.

Pub Saint-Lazare

Ses services gratuits et ses plans du jour service permanent de midi à 2 h du matin.
10 rue de Rome, 87. Tél. 232.15.27

A B C D E F G

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Comment répondre aux aspirations des plus pauvres ou le rôle des organisations non gouvernementales

Une grande conférence internationale, où l'on parle entre ministres et hauts fonctionnaires, dans un cadre feutré, de trente et un pays pauvres à quelque chose d'insolite. Passons sur le fait que selon les critères choisis pour désigner ces pays par le comité des Nations unies pour la planification du développement, composés d'experts internationaux, après plusieurs années de travaux, les plus grandes zones de pauvreté du monde (Inde, Indonésie, Pakistan) ont été désignées. Il s'agit d'États, comme l'a rappelé le chef de la délégation française, M. Stéphane Hessel, qui ont les capacités de mieux répartir leurs revenus et de négocier avec les pays industrialisés. Ce n'est généralement pas le cas des 31.

Il est permis, cependant, de se demander pourquoi les représentants de certaines couches de populations (parlementaires, syndicalistes, organisations paysannes, féministes, etc.) ne figurent pas à quelques exceptions près, parmi leurs délégations. Il n'y a donc que des officiels pour faire entendre les voix de ces populations dont, dans un appel antérieur, M. Secouma, le directeur-général de la P.A.C., avait dit qu'il « est moins d'un changement radical de tendance, le nombre des affaibles et des mal-nourris pourrait doubler sur le continent africain en 1985 ». Il est vrai que quelques participants à la conférence peuvent se targuer de représenter des gouvernements élus et les autres de défendre pied à pied les intérêts de leurs peuples.

Pour faire entendre leurs voix

et pour aller un peu plus au fond des choses et même un peu à rebrousse-poil, les organisations non gouvernementales (ONG), jouent, généralement, dans les réunions de ce genre, un rôle d'information et de contestation. A Paris, elles tiennent des sessions en marge de la conférence. De nombreuses ONG avaient un intérêt particulier pour cette conférence parce qu'elle envisageait des actions concrètes. Elles ont dû cependant, mener une petite bataille de procédure pour pouvoir assister aux travaux en commission ; et seules celles qui ont statut consultatif auprès des Nations unies ont été admises à le faire, sans avoir droit toutefois à participer aux débats.

Plusieurs pays du Nord et du Sud ont pourtant indiqué que les ONG devraient être associées à l'application du programme devant sortir de la conférence de Paris. Ils ont demandé que cette association figure dans le programme. Le Canada, par ailleurs, est allé jusqu'à prendre l'initiative d'une collaboration entre ONG et secteur privé des pays industrialisés et leur contrepartie dans les P.M.A. et s'est déclaré prêt à financer cette entreprise.

Le nouveau gouvernement français lui aussi met en avant « le rôle essentiel » des ONG (le Monde du 5 septembre).

Ce rôle, M. Menotti Bottazzi, secrétaire général du Comité de liaison des ONG et associations diverses travaillant, « à la base, avec la nécessaire liberté d'action pour faciliter l'émergence de dynamiques sociales, de nouvelles orientations des activités productives vers la satisfaction de la demande populaire, etc. » Elle exige, enfin, « à l'occasion, des changements dans le mode de production et de consommation des pays industrialisés et dans les relations économiques internationales ».

GERARD VIRATELLE.

Ancien directeur de la Ligue pour la promotion des gens de couleur aux États-Unis Roy Wilkins est mort

Ancien directeur exécutif de la Ligue pour la promotion des gens de couleur (N.A.A.C.P.), association dont il était membre depuis cinquante ans, M. Roy Wilkins est mort, le 8 septembre à New-York, des suites d'une longue maladie.

Petit-fils d'esclave, Roy Wilkins naquit le 30 août 1901 à Saint-Louis. Orphelin de bonne heure, il fut élevé à Saint-Paul par un oncle, qui lui inculqua les vertus de modestie et de sobriété de la classe moyenne américaine.

Tout aussi convaincu que le plus extrême des militants noirs de l'injustice dont souffraient ses frères de race, Wilkins entendait y porter remède en exploitant à fond l'égitarisme latent de la Constitution des États-Unis. C'est en s'appuyant sur la loi, non en descendant dans la rue, que Roy Wilkins voulait attaquer la ségrégation qui sévissait aux États-Unis jusqu'au milieu des années 60. Cette méthode lui valut sa plus grande victoire : la décision de la Cour suprême, en 1954, condamnant l'inégalité, comme anticonstitutionnelle la ségrégation scolaire.

La preuve était faite que le système « finissait par reconnaître le bon droit et par céder à ses pressions. Il s'ensuivit une série de procès pour faire appliquer le verdict de la Cour, et progresser sur un large front la cause de l'égalité raciale. La N.A.A.C.P. fit notamment campagne pour l'abolition de la peine de mort, le châtiment suprême frappant d'une manière disproportionnée les gens de couleur.

Roy Wilkins avait fait des études de sociologie et de journalisme à l'université du Minnesota. Il entra

ensuite à la rédaction d'un influent journal noir de Kansas City, dont il devint bientôt la cheville ouvrière. Ses articles attirèrent sur lui l'attention de Walter White, alors secrétaire exécutif de la N.A.A.C.P., qui l'appela à ses côtés. En 1934, Roy Wilkins succéda à W.E.B. Du Bois comme rédacteur en chef de l'organe de l'association The Crisis. En 1950, il devint directeur des affaires administratives de la ligue, puis, à la mort de Walter White en 1955, secrétaire exécutif de la N.A.A.C.P., titre qui fut alors changé en celui de directeur exécutif.

Les dernières années de Roy Wilkins furent assombries par des luttes de tendances et des rivalités personnelles au sein de la N.A.A.C.P., où la direction du parti disparut de plus en plus contestée. Il remit finalement sa démission en 1977, à un âge avancé, bien qu'il fut encore en possession de tous ses moyens.

La postérité rendra sans doute justice à ce militant. Combien regrettable l'image de Roy Wilkins n'était ni un nègre ni un partisan du compromis à tout prix. S'il n'était pas une figure charismatique (mais qui le fut, à l'exception de Martin Luther King ?), ni même un tribun populaire, il avait au plus haut degré les qualités d'ardente persévérance qui ont permis à la N.A.A.C.P. d'acquiescer des luttes pour les droits civils. — A. C.

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR
Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit **STEINER** se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement.

CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS 13^e Métro Parmentier
TEL. 357.46.35

**NUMERO 1
DE LA FOURRURE D'OCCASION**
La saison commence...
Déposez dès maintenant votre fourrure, elle sera plus vite et mieux vendue.
achat dépôt vente
Membre de la Chambre Syndicale de la Fourrure.

LES DEUX OURS
91, rue du Théâtre - 128, av. Emile Zola Paris 13^eme
M^{me} Emile Zola **575.10.77** M^{me} La Motte Picquet

Une importante première en manipulations génétiques

Un transfert de gènes entre lapin et souris

L'annonce d'une importante première en manipulations génétiques vient d'être faite aux États-Unis par M. Thomas E. Wagner (université de l'Ohio). Celui-ci a réussi la « transplantation » d'un gène de lapin dans des cellules de souris. Cette manipulation, qui a été effectuée au tout premier stade de la fécondation, est pleinement réussie. Non seulement les souris ainsi « manipulées » sont nées, mais leur descendance est aussi porteuse de l'information étrangère. De plus, point important — M. Wagner a déclaré que les gènes de lapin s'expriment dans ses organismes où ils ont été introduits.

Dans le domaine des manipulations génétiques, les « premières » se suivent et se ressemblent. Ce travail, qui vient d'être réalisé en partie à l'université d'Ohio et, en partie, au Jackson Laboratory de Bar Harbor, dans le Maine, marque cependant une étape essentielle. L'objectif est de parvenir à introduire et surtout à faire s'exprimer dans une espèce donnée des fragments de chromosomes (gènes) qui lui sont étrangers.

Il y a tout juste un an (le Monde du 11 septembre 1980), trois chercheurs de l'université

de Yale (Connecticut) annonçaient l'incorporation d'un gène de virus dans des cellules de souris. Il ne semble cependant pas, aujourd'hui, que le matériel viral ainsi introduit, se soit exprimé. Le travail de M. Wagner a consisté à introduire le fragment d'ADN qui, chez le lapin, commande la synthèse d'une fraction de la molécule d'hémoglobine (protéine qui, dans le sang, assure le transport de l'oxygène) dans le matériel chromosomique d'un spermatozoïde provenant d'une souris mâle, au tout premier stade de la fécondation (pronucléus mâle).

Sur les trois cent douze œufs qui avaient été prélevés dans les voies génitales de souris, seuls deux cent onze ont survécu. Après fécondation, quarante-sept souris sont nées. Cinq étaient porteuses de l'information étrangère. Un accouplement réalisé entre deux d'entre eux a donné naissance à huit souris, elles aussi « transformées ». Selon M. Wagner, l'hémoglobine d'origine lapine est présente dans les organismes de souris. On peut donc dire que celles-ci ont trois « parents » (leurs deux géniteurs, et pour une portion infime, un lapin). — J.-Y. N.

LE MONTANT DE L'EMPRUNT D'ÉTAT 16,75 % SERA PORTÉ DE 8 MILLIARDS À 15 MILLIARDS DE FRANCS

Compte tenu du succès qu'il rencontre, le montant de l'emprunt d'État de 8 milliards de francs, lancé le 10 septembre, sera porté à 15 milliards de francs.

Annulé le 25 août, cet emprunt, assorti d'un taux d'intérêt de 16,75 % et d'une durée de six ans, a, semble-t-il, suscité un volume de souscriptions qui a dépassé le seuil initial des 8 milliards de francs. L'annonce est par conséquent favorable aux investisseurs particuliers alors que la participation étrangère aurait été moins importante que pour les précédentes émissions de cette nature, mais elle porte surtout négativement sur le pourcentage de 10 % du montant total.

GERARD VIRATELLE.

Premier cosmonaute français

M. JEAN-LOUP CHRÉTIEN A ÉTÉ DESIGNÉ POUR PARTICIPER À UN VOL SOVIÉTIQUE SOYOZ EN 1982

Le Centre national d'études spatiales (CNES) a désigné ce mercredi 9 septembre celui des deux candidats français qui volera dans l'espace en compagnie de cosmonautes soviétiques. Il s'agit de M. Jean-Loup Chrétien, 43 ans, lieutenant-colonel de l'armée de l'air, qui, en mai 1982, passera une semaine en orbite à bord d'un vaisseau spatial Soyouz et d'une station orbitale de type Saliout.

Né le 20 août 1938 à La Rochelle, M. Jean-Loup Chrétien est ingénieur de l'école de l'air de Salon-de-Provence. Il a été breveté pilote de chasse en 1962, et, après avoir passé sept ans en unité opérationnelle sur avions de combat Mirage, il a rejoint l'école des pilotes d'essai d'Avord en 1970. Pendant sept ans, il a effectué des essais, au vol et au sol, en particulier responsable du programme d'essais de l'intercepteur Mirage III. M. Jean-Loup Chrétien, lieutenant-colonel de l'armée de l'air, est adjoint au commandement de défense aérienne de la zone sud. Il est marié et père de quatre garçons de dix-huit, quinze, quatorze et cinq ans. Il joue du tennis, pratique la voile et le ski.

NOUVELLES BRÈVES

• M. Alain Wiedner est nommé chef du service économique de R.M.-C.

• Né en 1931, diplômé du Centre de formation des journalistes, Alain Wiedner vient du service économique d'Europe 1.

• M. Charles Libmann, avocat, vient d'être appelé par M. Georges Filloud, ministre de la communication, comme consultant.

• Né le 30 mai 1924, M. Libmann est, depuis 1945, avocat à la cour d'appel de Paris. Avocat de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.R.A.), il a également défendu de nombreux journalistes français de l'O.E.R.T. en 1963.

• Ricardo Benítez, leader du radicalisme argentin depuis plus de vingt-cinq ans, est mort ce mercredi 9 septembre, dans une clinique de La Plata (province de Buenos Aires), à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il souffrait d'insuffisance rénale et de complications pulmonaires.

• Un méditant présumé de l'organisation clandestine d'Alger, Prins, Giovanni Maranghi, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international du procureur de Padoue (Vénétie), a été arrêté lundi 7 septembre à Paris par les inspecteurs de la brigade criminelle, à 40 ans, après un séjour de dix jours en Italie.

LA COMMISSION EUROPÉENNE A ENGAGÉ UNE PROCÉDURE D'INFRACTION A LA LIBRE CIRCULATION AGRICOLE ENTRE PARIS ET LONDRES

(De notre correspondant.)
Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission vient de déclencher contre la France et le Royaume-Uni la procédure d'infraction à la libre circulation des produits agricoles.

Aux Français, il est reproché de maintenir sous douane des quantités importantes de vin italien, et cela même après régularisation par les autorités italiennes des factures constatées par le service de répression des fraudes dans les documents d'accompagnement. Des techniques de fraude, sous prétexte d'analyser les importations d'œufs et de volailles en provenance de nombreux États membres, la France et les Pays-Bas étant les plus touchés.

Par ailleurs, la France va saisir la Commission d'un mémorandum proposant une révision de la réglementation relative au marché commun du vin. Avec index équilibrés entre autres et la demande, elle suggère que les cas de productions excédentaires soit appliqués, en début de campagne, une distillation obligatoire de vin, mais sans que les quantités devant être distillées soient fixées par le conseil des ministres de la C.E.E. pour chaque des États membres producteurs.

Le numéro du « Monde » daté 9 septembre 1981 a été tiré à 576 353 exemplaires.

3^e CYCLE - DEA
MATIÈRES PREMIÈRES MINÉRALES ET ÉNERGETIQUES
Réservoirs souterrains et ressources
GÉOLOGIE - PHYSICOCHIMIE EAU - GÉOTHERMIE PÉTROLE
SUBSTANCES UTILES
Conditions d'admission : être titulaire d'une maîtrise de sciences ou de lettres ou d'un diplôme d'ingénieur.
Inscriptions : avant le 30-9-1981
UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-III
CENTRES DE GÉOCHIMIE ET GÉOLOGIE
33000 TALENCE - T. (50) 50.45.00

RESTEZ JOIGNABLES !!!
DÉTOURNEURS D'APPEL
de fabrication française transposent tous vos appels immédiatement dans le monde entier
au prix exceptionnel de
1.100 f. T.T.C. - port
Garantie 1 an pièces et M.G.

TELEPHONIE MODERNE
28 rue Roger Solange
37000 Tours
phone (47) 64.24.80
tél. 750.283.0034
Matériel non agréé par les P.T.T.